
PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS !

Nouvelle Série — N° 20-21

PRIX ; 25 Fr.

JUILLET - AOUT 1945

QUATRIÈME INTERNATIONALE



SOMMAIRE

- ◆ **Éditorial.**
 - ◆ **L'Impérialisme français en quête de grandeur**
par N. MARC.
 - ◆ **Lettre ouverte de Léon Trotsky aux travailleurs
de l'Inde.**
Le Mouvement Trotskyste aux Indes.
Thèses des Bolcheviks-Léninistes hindous.
 - ◆ **Aux archives du Marxisme.**
-
-

... Les problèmes centraux des pays coloniaux et semi-coloniaux sont: la REVOLUTION AGRAIRE, c'est-à-dire la liquidation de l'héritage féodal, et L'INDEPENDANCE NATIONALE, c'est-à-dire le renversement du joug de l'impérialisme. Ces deux tâches sont étroitement liées l'une à l'autre...

... Le poids spécifique des diverses revendications démocratiques et transitoires dans la lutte du prolétariat, leur liaison réciproque, leur ordre de succession sont déterminés par les particularités et les conditions propres de chaque pays arriéré, pour une part, considérable par le degré de son retard. Cependant, la direction générale du développement révolutionnaire peut être déterminée par la formule de la REVOLUTION PERMANENTE, dans le sens qui a été définitivement donné à cette formule par trois révolutions en Russie (1905, Février 1917, Octobre 1917).

L'Internationale « Communiste » a donné aux pays arriérés l'exemple classique de la manière dont on peut causer la ruine d'une révolution pleine de forces et de promesses...

... Après avoir trahi la révolution prolétarienne internationale au nom de l'amitié avec les esclavagistes démocratiques, le Komintern ne pouvait manquer de trahir également la lutte émancipatrice des peuples coloniaux, avec d'ailleurs un cynisme encore plus grand que ne l'avait fait avant lui la II^e Internationale. La politique des Fronts Populaires et de « défense nationale » a comme une de ses tâches de faire avec les centaines de millions d'hommes de la population coloniale de la chair à canon pour l'impérialisme « démocratique ». Le drapeau de la lutte émancipatrice des peuples coloniaux et semi-coloniaux, c'est-à-dire de plus de la moitié de l'humanité, passe définitivement aux mains de la IV^e Internationale...

L'agonie du Capitalisme et les Tâches de la IV^e Internationale.

(Le Programme Transitoire, 1938.)

IV^E INTERNATIONALE

Organe du Comité Exécutif Européen de la IV^e Internationale

ÉDITORIAL

La lutte pour l'indépendance des peuples coloniaux, levier décisif pour le renversement de l'impérialisme mondial.

SUR tous les points du globe, de gigantesques bouleversements ébranlent jusque dans leurs fondements les vieilles constructions impériales. En Extrême-Orient, la lutte pour l'affranchissement du plus beau joyau de l'Empire Britannique — le plus grand empire colonial du monde — s'avive chaque jour: l'Inde, malgré toutes les concessions de dernière heure (futur statut de Dominion) n'a qu'un mot d'ordre de ralliement: « l'indépendance immédiate ». La même lutte se poursuit en Indochine, où l'impérialisme français décrépît — le deuxième empire colonial du monde — donna d'abord la mesure de son impuissance en capitulant devant l'impérialisme nippon. L'effondrement inévitable de ce dernier ouvre à présent de nouvelles perspectives au peuple indochinois.

Dans le Proche-Orient, le réveil combattif du peuple arabe qui a secoué en Syrie et au Liban le joug de l'impérialisme français, contamine non seulement l'Afrique du Nord française, mais aussi l'Égypte et l'Iraq, dominées par la Grande-Bretagne.

Les vieilles puissances coloniales, appauvries et ruinées, se heurtent chaque jour entre elles en même temps qu'elles sont obligées de reculer devant l'impérialisme américain.

L'impérialisme britannique, le plus impitoyable en raison même de son affaiblissement, essaye de reconstituer sa puissance en s'emparant des empires de ses rivaux comme de ses « alliés »: l'impérialisme français en est lui-même la proie.

Ainsi, la deuxième guerre mondiale, dans laquelle 50 millions d'hommes pourrissent sur les champs de bataille au nom de la démocratie, montre son véritable visage: une monstrueuse entreprise de rapine.

Les petites métropoles coloniales (Belgique, Hollande, Danemark) tendant à devenir les simples mandataires d'impérialismes plus puissants qui pénètrent leurs empires par les portes des franchises commerciales et qui y établissent leurs bases stratégiques et leur véritable mainmise économique.

La marche des événements est contradictoire et fait parfois sortir, même du pire recul, les meilleures perspectives pour l'avenir. La décadence et la balkanisation du vieux continent ont permis à l'impérialisme américain, non seulement de prendre solidement pied en Europe même, mais encore de briser partout les anciennes unités économiques impériales, afin d'y imposer sa pénétration commerciale. Le processus de destruction des anciens empires aiguise les contradictions inter-impérialistes, ouvre des brèches nouvelles à travers lesquelles les peuples coloniaux sauront trouver malgré et contre tous, le chemin vers l'indépendance.

Une gigantesque crise révolutionnaire mûrit dans le monde colonial, et ses conséquences en seront déterminantes, aussi bien pour l'Europe, — patrie des vieilles métropoles, — que pour le monde entier.

La lutte pour l'indépendance des peuples coloniaux devient aujourd'hui le levier peut-être de plus décisif pour le renversement de l'impérialisme mondial.

Il incombe aux prolétariats des pays exploités d'apporter plus que jamais, par leur combat implacable contre leur propre bourgeoisie, comme par leur solidarité agissante avec les peuples coloniaux, la preuve de la volonté d'en finir avec toutes les oppressions de classe, de race, de nationalité. C'est sur ce chemin que les appels la IV^e Internationale qui — maintenant que les sociaux-démocrates et les staliniens ont abandonné la lutte pour l'émancipation coloniale pour se solidariser avec les bourgeoisies rapaces des métropoles impérialistes — maintient seule le programme communiste de libération de toutes colonies et semi-colonies, afin d'arracher le globe au chaos sanglant du régime capitaliste et d'édifier sur ces ruines les Etats Unis Socialistes Soviétiques de l'Europe et du Monde.



L'IMPÉRIALISME FRANÇAIS

en quête de grandeur

Par N. MARC

I. — LE SABRE ET LE GOUPILLON

Les Journées d'Août.

Il y a près d'un an, aux derniers jours du mois d'août, les armées anglo-américaines approchaient prudemment des portes de Paris: le « mur de l'Atlantique » s'était effondré et ce qui subsistait des armées nazies reflouait par le couloir de Paris, vers l'Alsace et vers le Rhin...; mais une inconnue subsistait:

Après quatre années de dictature nazie et vichyssoise, la France se trouvait privée d'un gouvernement central: l'ancienne autorité et l'ancienne « légalité » s'étaient effondrées; les destructions opérées dans le système des transports avaient fait retourner l'ensemble du pays à l'autonomie *de facto* des villes et des provinces complètement isolées les unes des autres. Depuis le 17 août, les cheminots s'étaient mis en grève. La plupart des usines étaient fermées. Qu'allait-il se passer dans la capitale, sur les débris de l'ancienne légalité?

La « Résistance » qui groupait tous les courants d'Union Sacrée, opposés au nazisme, sortit de l'illégalité avec les mots d'ordre communs d'« Insurrection nationale » et « Mort aux boches et aux traîtres ». Dès le début, le P.C. se manifesta comme l'élément moteur de la « Résistance ». En tant que tel, il oriente la classe ouvrière, non vers les usines — afin de les transformer en bastions ouvriers — mais vers les quartiers, où, toujours sous son impulsion, se constitue la Milice Patriotique dont l'objectif suprême est la lutte contre le « boche ».

Les Allemands ne contrôlent plus que leurs voies de retraite, — et encore — et quelques blocks fortifiés.

Le pouvoir se trouve d'emblée entre les mains des divers comités de la Résistance — nommés par en haut, parfois avec l'accord de tous les partis « résistants », — parfois en tant qu'émanation directe d'un seul parti.

Une lutte, tantôt sournoise, tantôt ouverte se livre entre les divers partis de la résistance autour des mairies où chacun essaie d'installer sa propre équipe. Des barricades se dressent en divers points de la capitale et chaque bâtiment officiel déserté par les Allemands devient un nouveau « bastion de la résistance ». Le bastion central, c'est la Préfecture de Police. En effet, deux jours avant que les « Alliés » ne soient aux portes de Paris, les flics qui avaient torturé pendant quatre ans les militants ouvriers et les combattants anti-nazis, se métamorphosent brusquement en « résistants », se mettent en grève et reconnaissent opportunément l'autorité d'un émissaire du général de Gaulle.

Les Allemands, absorbés par le souci de leur retraite, sont attaqués en divers points par les équipes de la Milice Patriotique, mais ils n'ont pratiquement plus la force de faire des sorties massives en dehors de leur ligne de repli.

Pendant ce temps, l'avant-garde révolutionnaire, extrêmement réduite, inexpérimentée et peu audacieuse, concentre ses efforts sur les usines et y impulse la création des Comités ouvriers. Un réseau de Comités élus s'étend d'usine à usine, des grandes entreprises, comme

Renault, aux entreprises de moindre importance. Mais ces Comités sont élus par une fraction très restreinte de la classe ouvrière, une faible partie de celle-ci étant retournée vers les usines fermées depuis plus de deux mois; l'autre partie se trouve dans les quartiers, sous l'obédience directe du P.C.F. dont tous les mots d'ordre visent à orienter l'opinion ouvrière vers la « lutte contre l'Allemand » (la première *Humanité* imprimée porte sur six colonnes « Mort aux boches et aux traîtres » et le lendemain, « A chaque Parisien, son boche »).

Ainsi, par cette tactique d'éloignement volontaire des usines, la bureaucratie du P.C.F. empêche toute possibilité de regroupement des forces ouvrières, à un moment où leur action autonome risquerait de mettre en danger les bases du régime capitaliste.

Lorsque, six jours après cette soi-disant « insurrection », dans lesquelles tant de jeunes travailleurs se sacrifièrent, les chars de Leclerc entrèrent finalement dans Paris, les Allemands s'étaient retirés depuis deux jours, et les soubresauts populaires n'avaient aucunement dépassé les cadres prévus de commun accord par les partis résistants d'Union Sacrée. L'unanimité nationale orchestrée par le P.C. avait étouffé complètement toute réaction autonome profonde de la classe ouvrière.

**

L'armée alliée avait marqué un temps d'arrêt avant d'entrer à Paris, pour vérifier à l'épreuve des faits si le magma de la résistance était capable de ramener sans secousse le pouvoir, de la rue aux mains de de Gaulle. Son calcul ne s'était pas avéré faux. Tout était en « ordre », dans l'attente patiente des nouveaux maîtres.

Mais dès le début, un petit épisode allait se jouer entre de Gaulle et le Comité National de la Résistance qui, au grand complet attendait le général à l'Hotel de Ville pour lui remettre solennellement le pouvoir. Tandis que le C.N.R. faisait les cent pas à l'Hotel de Ville, de Gaulle descendait les Champs-Elysées vers Notre-Dame pour y recevoir la bénédiction des cardinaux qui avaient encensé Pétain quelques semaines auparavant. Suivi des chars de Leclerc, plébiscité par les hourrahs de la foule, encensé par les cardinaux et protégé par les flics résistants de la dernière heure, de Gaulle daigna ensuite faire le tour du propriétaire à l'Hotel de Ville.

Malgré l'escroquerie politique de « l'insurrection nationale », la consécration officielle de la libération de Paris s'était effectuée sous le signe du sabre et du goupillon.

La dualité des pouvoirs.

Les événements de Paris ne se sont pas reproduits identiquement partout. Dans les centres maquisards, et dans les villes où l'armée n'arriva que bien plus tard, un battement plus grand s'est produit entre l'effondrement allemand et l'entrée des « Alliés ». Le pouvoir échut pour un temps, soit aux Comités de la Résistance, comportant tous les partis sans distinction de classe, soit à des formations plus restreintes comme F.T.P., Comités de Milice Patriotique, etc... Tous ces Comités perdirent pied au fur et à mesure du ressaisissement de l'appareil étatique, ressaisissement d'autant plus rapide, que tous les partis facilitaient la tâche au gouvernement central. Le juge, le flic, le percepteur se soudèrent immédiatement autour du nouveau « sauveur », comme en 1940 ils s'étaient soudés autour de l'autre « sauveur », Pétain...

De Gaulle constitua en hâte un nouveau ministère, dans lequel il eut le soin d'inclure le chef nominal du C.N.R. — Bidault —, ce qui donnait l'illusion d'un amalgame entre l'ancien appareil et les Comités de la Résistance. En réalité, en fait d'amalgame, il s'agissait d'une simple incorporation *dans l'appareil* des éléments nouveaux, mais nullement d'une liaison entre deux éléments distincts: appareil et Comités.

D'ailleurs les Comités remirent eux-mêmes le pouvoir à l'appareil auquel ses membres s'intégraient ou se soumettaient avec empressement.

Finalement la petite bourgeoisie se détacha à son tour des Comités de la Résistance qui s'étaient dessaisis « patriotiquement » de tout pouvoir.

Pendant ce temps, les staliniens prirent en charge de balayer dans les usines les Comités ouvriers. Leur liquidation fut d'autant plus rapide que leur écho avait été très amorti dans la classe ouvrière, et que l'avant-garde révolutionnaire n'avait ni pu, ni osé paraître à la lumière et prendre leur défense avec efficacité.

De son côté, de Gaulle, installé à la tête du nouvel Etat et de la vieille machine administrative, à vrai dire un peu éprouvée, s'attaqua aux formations issues de « l'illégalité » au cours des jour-

nées d'août, et qui échappant au contrôle de l'appareil, concurrençaient ses pouvoirs: Comités d'épuration, F.T.P., Milices Patriotiques, créations éminemment stalinienne et en grande partie de composition ouvrière.

Les étapes de cette liquidation se suivirent rapidement: les Milices, transformées d'abord en « Gardes civiques » sur lesquelles la Préfecture de Police obtint un droit de regard, furent sommées de se dissoudre en novembre, et furent définitivement sacrifiées vers le mois de janvier, lorsque le P.C. se décida lui-même à les faire rentrer dans la « légalité ».

Les F.T.P., envoyés sans armes et sans aide au massacre dans les poches de Bretagne et en Alsace, afin de prouver leur patriotisme, furent, pour ce qu'il en resta, absorbés (et non amalgamés) dans l'armée des Leclerc, de Latire, etc...

Quant aux Comités d'Épuration, ils furent progressivement supplantés par des commissions et tribunaux pourvus de juristes de carrière et moururent de leur belle mort en même temps que l'épuration elle-même.

Seuls les Comités de la Résistance — formés, rappelons-le, des représentants de tous les courants résistants — subsistèrent impuissants et décoratifs, mais toujours utiles comme instruments d'Union Sacrée et comme alibi du « nouvel » Etat.

La « dualité » des pouvoirs s'était en somme résorbée d'elle-même: les Partis de la Résistance avaient délibérément sacrifié les Comités et s'étaient empressés de transmettre leurs pouvoirs au gouvernement. Appuyé par les staliniens, reconnu par les « Alliés » qui virent en lui l'élément de stabilité sociale, de Gaulle émergea de l'épreuve avec un appareil bureaucratique renforcé, une police au prestige remis à neuf et une armée reconstituée avec les formations venues de l'Empire, prête à recevoir comme des fils prodigues les officiers de la défaite, pétiniste et naphthalinés.

La désagrégation de la « Résistance ».

La « Résistance » avait rassemblé dans l'illégalité non seulement les éléments petits-bourgeois qui croyaient naïvement — en leur plus grande partie — à la possibilité d'un « renouveau démocratique » et à une espèce de République de type nouveau, mais aussi les partis stalinien et réformiste, qui ayant abandonné en réalité une politique de classe et toute aspiration à la révolution prolétarienne, se plaçaient délibérément sur le terrain de l'Union Sacrée.

Dès les premiers mois de l'apparition à la lumière des organisations de la Résistance, la fiction d'un grand bloc de toutes les classes se brisa en morceaux.

Le Parti Socialiste et surtout le Parti Communiste devinrent normalement le pôle d'attraction des masses vers la gauche. La droite se groupa, non pas tant autour de petits groupements plus ou moins résistants qui n'osaient même pas s'aventurer sur l'arène politique, non pas tant autour du Centre, qu'autour de l'appareil de de Gaulle.

Entre ces deux forces précises, les courants petits-bourgeois de la Résistance tendent à perdre tout caractère politique autonome.

Les deux grandes organisations résistantes, le Mouvement de Libération Nationale (M.L.N.) et le Front National (F.N.) tendirent vers leur réduction à des simples prolongements du P.S. et du P.C. Les crises interminables et épuisantes dans le M.L.N., la création des diverses « Unions », les marchandages avec le P.S. ou les « fronts uniques » avec le P.C. suivent, même sur le plan organisationnel, cette ligne d'effritement, tandis que de cette convulsion les anciens postes émergent avec leur place déterminée sur l'échiquier politique.

La « Résistance », en tant que formule politique, tend à devenir une... abstraction métaphysique. Si chaque force politique (y compris l'appareil) couvre ses actes du nom de la « Résistance » et du programme commun de l'illégalité (« Programme de 1944 du Comité National de la Résistance ») — tout comme jadis, au temps des guerres de religion chacun se référait obligatoirement à la Bible — en réalité, la lutte de classe creuse un fossé aussi bien entre le pôle gauche (P.C.F.) que l'appareil, comme elle crée des séparations et nuance les tiraillements entre les diverses organisations politiques, même dans le camp de la gauche (P.C.F.-S.F.I.O.).

Si, pour redonner une vigueur nouvelle à sa politique de collaboration de classe, le parti stalinien camoufle volontairement son drapeau, exige toutes sortes de « blocs de la résistance » et met sur pied des « Unions Patriotiques » (comme aux élections municipales par exemple), ceci n'empêche ni le fossé de s'élargir ni à ce qu'une partie des autres organisations « résistantes », reprennent leur place plus ou moins déterminée (M.R.P. — Mouvement Républicain Populaire) catholique, au centre; groupe

Marin et « France Libre », etc., à l'extrême droite; tandis que dans la gauche même, des groupements petits bourgeois (Combat, Franc-Tireur, divers courants du M.L.N.) poursuivent leur oscillation perpétuelle entre les « blocs staliens », le P. S. et le néant.

La tactique et la stratégie du P.C.F. n'est ni fortuite ni conjoncturelle.

Partout en Europe les partis staliens se placent aujourd'hui sur le terrain du parti unique, du « bloc des quatre classes », selon l'expression employée en Chine en 1927, c'est-à-dire, politiquement, sur le terrain du radicalisme quarante-huitard dont le but est l'instauration d'une bonne république bourgeoise amendée.

L'expérience des derniers dix ans, de 1935 à aujourd'hui, prouve qu'il s'agit là d'une stratégie organique, quels que soient les déboires qu'elle entraîne et les défaites qu'elle conditionne. *La bureaucratie stalinienne s'avère organiquement incapable de suivre un autre chemin à l'extérieur de l'U.R.S.S.*: cependant, malgré les désastres du passé, après la victoire de l'Armée Rouge, cette politique trouve à nouveau un succès grandissant dans les masses qui persistent à voir dans le P.C. la porte ouverte à un changement social. La stratégie stalinienne pour le *parti unique*, sans frontière de classe (« *le grand parti de la renaissance française* ») n'apparaît pas dès l'abord comme une trahison: accompagné — et précédé souvent — par l'appel à l'unité de la classe ouvrière (P.C.F.-S.F.I.O.), il cache le jeu de la bureaucratie stalinienne et renforce même son prestige.

Cette stratégie qui repose sur le prestige de la bureaucratie stalinienne victorieuse, a permis une tactique souple... jusqu'à la contradiction: dans la période qui a suivi la « libération », nous avons assisté à deux phases distinctes dans les rapports entre le Parti stalinien et l'appareil. Dans la première phase — qui va du début septembre à fin décembre — le P.C. s'oppose démagogiquement aux tentatives d'arbitraire de l'appareil et à sa politique de liquidation des organismes issus de l'illégalité et des journées d'août. Dans la deuxième phase, un tournant radical a lieu à la suite de la signature du pacte franco-russe du 10 décembre. Le P.C. proclame lui-même la nécessité de la liquidation des gardes civiques, approuve l'arrêt de l'épuration et se déclare « parti de gouvernement ». Cependant, même ce tournant décisif n'ébranle pas

sérieusement sa popularité, affirmée au cours de la première phase. La moindre velléité d'opposition lui permet de rete nir encore les éléments, persuadés d'un prochain retour à gauche. Les plus impatients sont purement et simplement expulsés. Ainsi est maintenue l'homogénéité du parti, aux dépens de sa composition sociale, les éléments petit-bourgeois prenant de plus en plus d'importance, et renforçant les tendances conciliatrices de la bureaucratie.

Tournons-nous vers l'autre camp.

Afin de comprendre la place à la fois d'arbitre et de « Parti » de l'appareil, il ne faut pas oublier que de Gaulle: a) amenait avec lui une armée, b) qu'autour de l'appareil s'étaient naturellement agrégés tous les éléments de conservation sociale et c) que cependant de Gaulle était assuré d'une large popularité à cause de l'appui que lui avaient accordé tous les partis, y compris le P.C. De Gaulle utilisa à fond ces facteurs pour consolider son pouvoir et le rendre indépendant de tout contrôle. Au fur et à mesure qu'il s'avéra comme le chef de file du maintien du *statu quo ante*, il entama largement son capital moral dans la masse: cependant le très long répit dont il jouit lui permit de raffermir l'appareil, et de s'assurer entièrement le contrôle de l'armée. Manifestant un mépris absolu pour les changements qui s'opéraient dans l'opinion publique, de Gaulle forma son ministère dans sa plus grande partie par des membres du mouvement catholique du centre (M.R.P.) sans poids politique notable dans le pays. Il institua un simulacre de Parlement appelé Consultative à laquelle il daigna lire de temps en temps ses « messages »; finalement il mit la presse à la portion congrue et facilita la réapparition et le maintien des journaux de droite (*Figaro*, *Monde*, etc.).

**

En résumé, deux forces essentielles se détachent sur l'arène politique: le P.C. comme voie de radicalisation des masses vers la gauche et l'appareil gouvernemental comme paravent de la droite.

Quelles sont dans ces conditions les perspectives lointaines en regard d'une part, de l'appareil, et d'autre part, en regard de l'influence stalinienne dans les masses?

Les exemples tragiques et typiques du passé montrent que l'appareil peut passer au moment choisi par lui à l'attaque et que le conflit devient inévitable,

même avec les « néo-jacobins » et les modérés (Espagne).

En ce qui concerne l'emprise sur la classe ouvrière, la stratégie du bloc des quatre classes qui ne peut être qu'une stratégie de la défaite, ne saurait représenter un obstacle insurmontable au regroupement de l'avant-garde. A travers de longs combats, l'avant-garde peut et doit trouver le chemin de la classe, même si ce chemin risque de nouveau de passer par des défaites partielles.

II. — L'INCAPACITE DE REMETTRE EN MARCHE LA PRODUCTION

Les « réformes de structure ».

La France est sortie de la deuxième guerre avec un appareil économique et financier complètement démoli.

La désorganisation des transports et les destructions de toutes sortes présentent un poids terrible sur l'ensemble de l'économie: 2.000 kms de voies ferrées ont été anéantis; plus de 3.000 ponts ont sauté; seulement 35 % de locomotives sont encore en circulation (6.000 sur 16.000), 50 % des wagons, 25 % des camions routiers et 1/3 des bateaux marchands (soit 1 million de tonnes affectées au pool allié). Outre la destruction presque totale des ports de la Manche et de l'Atlantique, des villes entières offrent un spectacle de désolation et de ruine (1.500.000 maisons ont été détruites — contre 950.000 en 1918).

Les conditions diffèrent tellement de région à région qu'on ne peut même plus parler d'un marché national. En principe, toute la production et la consommation sont sous le contrôle du gouvernement. En pratique, la désorganisation des transports, la désorganisation de l'appareil de production et l'existence de deux marchés divergents (marché officiel et marché noir) rendent tout contrôle théorique et illusoire.

Un an après la « libération », la « reconstruction » marque toujours le pas, le chômage subsiste, l'industrie ne tourne pas. Quoi qu'elle ait gardé près de 75 % de sa capacité de production, l'industrie n'arrive pas à démarrer, faute de matières premières, d'énergie et de moyens de transport.

La crise du charbon rend catastrophique la situation de l'industrie: la production du charbon s'élève aujourd'hui à 56 % de la production française d'avant-

guerre qui ne couvrait dès alors que les 60 % des besoins du pays. En d'autres termes, la production charbonnière ne couvre que les 33,6 % des besoins, ce qui se réduit (après déduction du minimum nécessaire pour les transports) à seulement 20 % des besoins de l'appareil industriel.

Le montant de la production industrielle en 1944 a été estimé à 30 % au plus du montant total de 1938, contre une moyenne de 55 % en 1943.

A titre d'exemple, — l'industrie de base, la sidérurgie, qui est sortie intacte de la guerre — travaillait après huit mois de « libération » à 10 % de sa capacité! Si l'on prend une autre industrie, celle des textiles, on constate un arrêt presque complet et une généralisation du chômage dans ses centres (Roubaix). « *En vérité* — écrit un spécialiste de la question, Ventenat, dans « Le Monde » du 17-18 juin 1945 — *les perspectives pour les mois à venir sont pour l'industrie française fort sombres. Si le relèvement de notre production charbonnière arrive à s'accroître, l'amélioration qui en résultera pour la plupart de nos usines sera fort réduite car il faudra d'abord penser à couvrir certains besoins essentiels* »... (ceux de la campagne betteravière par exemple), etc...

La paralysie de l'industrie a provoqué un changement dans la nature des importations — (importations qui restent réduites aussi bien à cause du manque de tonnage allié qu'à cause de certains facteurs de politique internationale: outre les produits alimentaires, la France a dû importer de l'acier, du carbonate de soude, du carbure de calcium, etc., alors qu'elle disposait des matières premières nécessaires à leur fabrication.

Le rythme des arrivages de charbon au titre du prêt-bail, ne représente pas plus de 4 % des besoins annuels de la France!

La paralysie de l'industrie et l'incapacité de la remettre en marche n'est qu'un aspect de la catastrophe économique. L'agriculture dépourvue de moyens techniques, d'engrais, continue à végéter sur des marchés localisés par la désorganisation des transports. Le recul des emblavures et des semencements, commencé depuis une longue période, ne fait que s'accroître. A titre d'exemple, la superficie de céréales ensemencée s'est rétrécie de 5,5 millions de ha. en 1925, à 5 millions en 1938 et finalement à 4,1 millions en 1944. Après une tardive campagne betteravière, handicapée par le manque de transports et l'emploi

des betteraves comme nourriture du bétail, la production de sucre est tombée en 45 à 300.000 tonnes contre 550.000 en 44 et 800.000 à 900.000 avant la guerre!

Ce crouppissement de l'appareil de production n'est pas seulement conjonctural. « Nos outillages sont vétustes — écrit « Le Monde » du 8-9 juillet, — leur rendement notoirement insuffisant et les prix de revient qu'ils permettent d'obtenir trop souvent supérieurs à ceux des autres nations. Notre production d'énergie ne couvre qu'une partie trop insuffisante de nos besoins. Notre équipement et notre outillage agricoles sont à peine dignes d'un pays balkanique. Nos moyens de transport sont très loin de nous permettre de tirer partie des avantages que nous a donné la nature... En réalité, c'est presque vingt ans de retard que nous avons à rattraper... »

L'espoir de « sauver le pays » en pillant la Rhénanie et en accaparant une partie notable de la production charbonnière de la Sarre et du coke de la Ruhr a été déçu par le partage des zones d'occupation en Allemagne, par l'affaiblissement de la production de la Sarre, et l'emploi différent (au profit des autres « alliés », de la Ruhr). Et puis, même en admettant que la France réussisse à extorquer d'ici quelques mois une notable partie du charbon sarrois (10 à 12 millions de tonnes par an) le problème n'est pas pour autant réglé : il s'agit de la remise sur une base nouvelle de tout l'appareil de la production et dans cet ensemble, la question du charbon (production et importation), n'est qu'un aspect du problème.

Alors que le pays côtoie la famine, que l'industrie reste paralysée, que l'agriculture croupit et que le recul s'accroît de jour en jour, la grande « audace » du gouvernement, c'est de nationaliser les houillères du Nord (en payant grassement leurs propriétaires) et de bavarder à perte de vue sur les « réformes de structure » qui doivent être accomplies « prudemment ». Le gouvernement bonapartiste se montre incapable de sortir le pays du marasme : de Gaulle promet toujours de « grandes réformes »... à la fin de l'année, et cela après douze mois d'attentisme et de recommandations de sagesse (« n'exploitez pas les mécontentements! ») à ses supporters de la Consultative!

L'économie française ne peut redémarrer sans un plan de production basé sur le recensement des matières premières, des installations industrielles et des forces de travail. Et en outre, ni la re-

mise en marche de l'appareil de production, ni la destruction du marché noir, ni la soudure avec les campagnes ne peuvent être réalisées, sans un certain autre nombre de mesures immédiates et dont l'initiative ne peut venir que de la classe ouvrière. L'expropriation des industries clés, l'unification et la nationalisation des banques, le contrôle et la gestion ouvrière sur les entreprises sont au nombre de ces mesures.

La désorganisation du système financier.

Dès avant la guerre, la situation chaotique du système financier avait trouvé son expression dans l'instabilité aiguë des prix et des salaires, les deux reposant sur le fameux « franc flottant » (1937) soumis à toutes les variations de la conjoncture.

Cette situation n'a fait qu'empirer, comme on peut le voir si l'on examine:

- a) l'accroissement du déficit budgétaire,
- b) l'agrandissement de la dette de l'Etat,
- c) le gonflement de la circulation fiduciaire:

a) D'après les chiffres officiels, le « Trésor » fait face, du 31 août 1939 au 31 décembre 1944, à des dépenses s'élevant à 1.960 milliards! Comment cette somme énorme a-t-elle été obtenue? Toujours d'après les chiffres officiels, ces dépenses ont été couvertes à 30 % par des impôts, 47 % par les emprunts à court terme, 23 % par des avances de la Banque de France.

La grande masse fournie par l'impôt est due à l'accroissement excessif des impôts de consommation et pour une bonne partie des impôts sur les salaires. (Le taux de l'impôt sur les salaires est passé de 3,75 % en 1918 à 16 % à présent: 16 francs sur 100 francs de salaire sont absorbés par le budget).

Cependant, le déficit budgétaire est en croissance: le budget de 1944-1945, lui-même cinq fois supérieur au budget de 1939 (400 contre 81 milliards) porte un déficit en croissance de sept fois le déficit de 1939.

b) La dette de l'Etat s'est élevée au 31 décembre 1944 à 1.800 milliards, soit plus de quatre fois le volume de la dette de 1939. (Les avances de la Banque de France, c'est-à-dire l'appel à la planche à billets représentaient 8 % de la dette de 1939; ils représentent maintenant 27 %).

c) La circulation fiduciaire est passée de 150 milliards en 1939 à plus de 630 milliards en 1944 pour être ramenée à

environ 450 milliards après les « expériences » Pleven.

Reprenons maintenant l'ensemble de ces chiffres: en somme, sur le corps d'une économie stagnante, d'une industrie paralysée, l'Etat a quintuplé son déficit, ses dettes et le volume de la circulation fiduciaire. Un an après la « libération », les seules mesures financières qui ont été prises sont l'« emprunt de la libération » (qui a porté 150 milliards du chapitre circulation au chapitre dettes de l'Etat) et l'échange des billets qui a « rapporté » 50 milliards non présentés à l'échange. C'est ainsi que la circulation fiduciaire a été ramenée à environ 450 milliards, tandis que les prix continuent toujours à monter (les économistes s'attendent sur le théorique marché officiel à une croissance de l'indice des prix à 7 et 8, alors que l'indice officiel n'oscille aujourd'hui qu'entre 3 et 4) — et que par conséquent l'appel à la planche à billets se fera à nouveau sentir. La « photographie » des avoirs français dont a parlé Pleven ne lui sert même pas à instaurer un véritable impôt sur la fortune. Tel est le plan Pleven,

Le plan Mendès-France, qui a été sacrifié sous la pression de la Banque de France partait de la constatation suivante: sur les 1.960 milliards de dépenses effectuées de 1939 à 1944 — 800 milliards ont été versés au titre de frais d'occupation. Ces 800 milliards ont été dépensés par les Allemands en France, et c'est cette fortune qu'il s'agit de dépister et de séquestrer. Le plan Mendès-France, sur lequel la résistance a versé des larmes de regret est indiscutablement plus sérieux que les « expériences » Pleven; et il est facilement applicable, car les commandes et les dépenses allemandes ont été effectuées par la Reichskreditkasse de la Banque de France. Jusqu'à présent l'équipe des « résistants » du gouvernement n'a jamais publié ces chiffres et oubliera, certes, de le faire.

Cependant, le plan « radical » de Mendès-France n'est guère plus efficace que celui de Pleven: pour « assainir » les finances, il est bien de confisquer les 800 milliards dépensés par la machine de guerre nazie; mais il faudrait en outre confisquer au moins les dépôts de « bons du Trésor » et les obligations tenues par les Banques, organisatrices de la vie chère; et encore, annuler les dettes de l'Etat supérieures à 100.000 francs. Pour redonner une valeur au franc, il faudrait remettre en marche la production. Devant un marché vide, la nouvelle monnaie ne pourra suivre que le cours

de l'ancienne monnaie, c'est-à-dire la chute de dépréciation en dépréciation.

Sur le terrain financier, comme sur le terrain de la production, le gouvernement bonapartiste de de Gaulle continue la politique de protection des trafiquants du marché noir, des enrichis de guerre, des rastaquouères et des escrocs, tandis que le poids des prix s'appesantit sur des salaires rognés et dépréciés. L'« expérience » Pleven continue dans les vieux sentiers de l'augmentation continue des prix (consommation, transports, loyers), tandis que le pouvoir d'achat des salaires diminue sans cesse. Il s'en faut de peu que les traitements restent désespérément rivés aux plafonds, fixés sous Pétain. Mais aucune barrière ne s'oppose à l'ascension vertigineuse des prix.

La France « libérée » va droit à une catastrophe économique et financière du même type que celle qu'a connue l'Allemagne en 1923.

III. — LA DECOMPOSITION DE L'EMPIRE

Les quatre postulats de la « grandeur ».

L'Europe entière émerge des affres de la deuxième guerre impérialiste, dévastée, ruinée, exsangue. Cinq années de guerre ont suffi pour anéantir des siècles de travail et d'efforts. La décadence du vieux continent aboutit à son partage en zones d'influence entre puissances extra-européennes. Le centre du continent est occupé militairement pour une période indéterminée, tandis que le recul sur tous les plans et la « balkanisation » de l'Occident dépassent les pires pronostics d'avant-guerre. Les bourgeois européens se cramponnent désespérément aux miettes de pouvoir qu'on leur encède, et espèrent recouvrer comme par miracle leur puissance passée.

La conscience politique retarde toujours, par la force de l'inertie, sur la réalité. Un exemple typique de ce retard nous est offert par l'impérialisme français.

Déjà, au lendemain de l'autre guerre, la France s'était trouvée largement affaiblie, avec une économie complètement détraquée et un système financier incurablement malade.

Après avoir végété dans la crise, à partir de 1930, sans pouvoir en sortir jusqu'à l'éclatement de la guerre, une fois les hostilités ouvertes, l'impérialisme français se trouva bousculé et défait dès le premier round.

« La France a perdu une bataille, elle n'a pas perdu la guerre » — déclarait de Gaulle le 18 juin 1940. Le retour triomphal de de Gaulle à Paris, la participation au partage de l'Allemagne, la proclamation de la France en tant que puissance victorieuse, semblèrent confirmer le slogan de Londres. Des imbéciles déclarèrent solennellement que de Gaulle était un véritable « prophète ». Le général se mit à reconstruire — sur le corps d'une économie délabrée — une grande armée « nouvelle », à exiger un système d'alliances avec les grandes puissances, à participer à la curée de l'Allemagne, à rentrer en Italie... L'impérialisme français ressuscité comme Lazare, était reparti à la recherche du « prestige » et de la « grandeur ».

Voyons de plus près la réalité. Toute la politique de de Gaulle se base sur les « postulats » suivants :

a) L'économie française est délabrée, mais l'Allemagne et les autres puissances européennes sont dans une situation incomparablement plus critique.

b) En occupant la Sarre et l'industrie rhénane, en reconstituant la plus forte armée de l'Occident, la France retrouvera son prestige passé.

c) La France peut trouver un appoint décisif dans son empire, ce qui la replace de toutes façons, parmi les grandes puissances.

d) Aucune construction diplomatique — du moins européenne — n'est concevable sans l'appui direct sur la France aussi longtemps que l'Allemagne est à genoux, et elle l'est pour longtemps.

Examinons des postulats :

**

a) Si par rapport aux puissances européennes, la situation de la France est encore favorable (étendue moindre des destructions, pertes humaines relativement faibles dans la guerre, créances sur l'étranger encore notables, la dette publique étant placée presque exclusivement à l'intérieur), par contre la France se trouve considérablement distancée par les 3 « grands » (USA, URSS, Gde-Bretagne). Un an après la « libération », malgré ses raids en Allemagne, malgré l'« empire », la France est en train de quémander un soutien économique à Washington, pour l'aider à « dépanner son économie avant de démarquer et de reconstruire » (selon le distingué subtil d'un journaliste du « Monde »).

Les facteurs économiques de base

d'une « grande puissance » — le fer et l'acier, le charbon et le pétrole, lui échappent désormais. A titre d'exemple, si la France dispose de minerai de fer, la capacité de production de son industrie sidérurgique n'était au maximum que de 12 millions de tonnes d'acier brut en 1929 (en fait, elle n'a jamais atteint ce chiffre) : même ainsi elle représentait les 6 % de la production mondiale. Or entre 1929 et 1939, la proportion de la capacité de production française par rapport à la capacité totale de production mondiale avait diminué de près de moitié. Tandis que l'industrie sidérurgique française, avec son matériel vétuste en est encore au problème du rééquipement, la capacité de production des Etats-Unis a plus que doublé depuis 1939 (atteignant actuellement plus de 100 millions de tonnes d'acier par an) ; l'U.R.S.S. s'est construite une industrie sidérurgique (dont la production atteint à coup sûr 60 millions de tonnes d'acier par an) ; des pays nouveaux ont développé sérieusement cette production (Brésil, Canada, Indes Britanniques).

Pour le charbon, on connaît le fait que la France reste tributaire de 40 % aux importations : la « maladie du charbon » n'est qu'un aspect de la maladie générale du système de production (en Grande-Bretagne et en Belgique également) — qui ne peut être résolu par l'annexion de la Sarre.

Pour le pétrole, la moitié de l'approvisionnement français provenait de Mossoul par la Syrie et l'on sait ce qu'il en advint. La construction d'une industrie de pétrole synthétique dépasse complètement les moyens et les disponibilités actuelles.

Enfin, la paralysie de l'économie fait fondre inévitablement les créances extérieures en vue de l'élargissement de la marge des importations, élargissement devenu indispensable.

b) Il est exact que la France participe à la curée de l'Allemagne — cependant elle a été éliminée de la Rhénanie et de la Ruhr et on lui a retiré les villes les plus importantes de « sa » zone. La France figure sur l'échiquier allemand comme une puissance d'appoint, comme un élément de réserve qui se joue (même pas à l'enchère) entre les « Trois Grands ». Tout en participant à la succession de l'Allemagne, elle n'a dans cette succession le contrôle d'aucun levier. La Grande-Bretagne et les Etats-Unis peuvent disposer du potentiel industriel allemand. — (à la différence de l'URSS qui essaye de l'utiliser pour remonter son économie) — afin de s'assurer une base

de pénétration économique en Europe, et de briser à n'importe quel moment le « démarrage » de l'industrie française. L'impérialisme français jouit par rapport aux « Trois Grands » d'un équilibre instable qui peut être rompu chaque fois que cela est nécessaire, en sa défaveur. C'est ce que nous pouvons voir en examinant de plus près les questions c) et d) — c'est-à-dire le problème colonial et celui du système des alliances.

Un Empire colonial menacé.

La guerre a profondément ébranlé les assises « impériales » de la France.

Lors de l'écroulement de la III^e République, les « proconsuls » de l'Empire se rangèrent — et y restèrent tant qu'ils eurent le choix — derrière Pétain. L'appareil et les gros colons pratiquaient depuis longtemps la politique et les méthodes Vichy introduisait dans la métropole.

En s'installant à Alger — après un dédale d'intrigues, de marchandages et de complots de toutes sortes entre gouverneurs et chefs militaires — de Gaulle crut retrouver l'empire comme le « Prince Charmant » retrouve « la Belle au Bois Dormant ».

Le premier souci du Comité Français de Libération Nationale (C.F.L.N.) fut de consolider le « prestige » de l'impérialisme « partout dans le monde où flottent nos trois couleurs ». Voici d'après les documents officiels quelles furent les méthodes employées à cet effet en A.O.F. par exemple, après le « renversement » du vichyssois Boisson :

« L'un des premiers soins du CFLN en AOF fut d'y rétablir les lois républi-

caines. Afin d'éviter des perturbations qui auraient pu être provoquées par la disparition soudaine et totale des lois du gouvernement de Vichy, une « Commission de Validation Spéciale » fut créée pour en maintenir un certain nombre. Elle commença à fonctionner le 18 mai 1943 et mit au point une série d'ordonnances qui annulèrent les lois relatives aux mesures d'exception contre certains fonctionnaires; à la suspension des organismes consultatifs, au régime de la presse et de la censure, à la Charte du Travail, aux Israélites, etc. (Ministère de l'Information. Notes documentaires et études, série coloniale VII).

Le « rétablissement des lois républicaines » et le maintien de certaines lois de Vichy « afin d'éviter les perturbations » n'attaquaient en quoi que ce soit le statut colonial et les fondements considérés comme « immuables » de la do-

mination impérialiste: la continuité de la III^e République à de Gaulle, en passant par Pétain, était assurée.

Après s'être accordé le droit, à la Consultative d'Alger, de parler tant et plus de « libération » et d' « auto-détermination des peuples » — étant bien entendu que ces principes nécessitaient des « correctifs » quant à l'Afrique du Nord — le gouvernement dit de la Résistance maintint intégralement en Algérie comme dans le protectorat marocain, tous les maillons de la chaîne avec lesquels on rattache les peuples coloniaux à l' « Empire » (vestiges féodaux, code de l'indigénat, appui aux gros colons, renforcement de l'appareil, etc...) En enfermant et fusillant quelques vichyssois — non à cause de leur vichysisme, mais parce qu'ils s'étaient d'abord ralliés à Darnand ou à Giraud — on crut effacer le passé et l'on remit l' « Empire » à contribution. Nouveaux prétextes, mais vieilles méthodes: l'Afrique du Nord comme l'AOF « versèrent une contribution VOLONTAIRE très importante pour la libération de la Métropole », écrivent cyniquement les documents officiels — qui ajoutent qu'actuellement, la source la plus importante de « financement » est une « Contribution Exceptionnelle de Guerre ». Cette politique faisait bien suite à celle de Vichy comme le prouve la déclaration que voici, faite au printemps de 1943 par Brunel, président du Conseil économique, institué par Giraud en Algérie :

« Pendant plus de deux ans, l'Algérie a été littéralement mise à sac par Vichy qui, au profit de l'axe (pas au profit de tous les deux? N.M.) l'a dépouillée de ses produits essentiels depuis les légumes et les fruits jusqu'au bétail ». (Notes doc., Série française XIX).

La faillite de la politique petite bourgeoise de la Résistance à modifier en quoi que ce soit le système policier bureaucratique et militaire français, véritables sangsues sur le corps de l'Afrique, commença comme on le voit, non au lendemain des journées d'août à Paris, mais au lendemain du débarquement en Afrique du Nord, le 7 novembre 1942. Avec Pétain ou avec de Gaulle, l'impérialisme français tentait de jouer gagnant sur les deux tableaux.

Or, c'est précisément dans le domaine colonial que l'impérialisme français pourra comprendre qu'il a perdu bien plus qu' « une bataille ». En effet, l'affirmation de la volonté d'indépendance des peuples coloniaux, comme par ailleurs les visées des impérialistes anglais et yankee mettent en jeu les fondements de

l'Empire : des Antilles à l'Afrique, du Proche-Orient à l'Indochine, l'armature impérialiste française est battue en brèche et risque de s'effondrer. Ce processus, commencé pendant la guerre, ne fait que s'accroître dans la période actuelle de liquidation et d'établissement du bilan général des pertes et profits.

Le premier désastre enregistré officiellement, fut celui du LEVANT. De Gaulle n'avait pu reprendre pied en Syrie et au Liban qu'après avoir promis clairement et sans équivoque l'indépendance de ces pays (accord Lytelton-De Gaulle de 1941). Or, dès la rentrée des « Troupes Françaises Libres » au Proche-Orient, De Gaulle, après avoir repris à son service les Beynet et les Oliva-Roget qui avaient servi sous Dentz, s'employa de s'y rétablir à demeure comme auparavant. Les peuples syrien et libanais ripostèrent à ces prétentions par une série de véritables soulèvements. Par ailleurs, l'impérialisme anglais, plus rapace et plus agressif que jamais en raison même de la menace que fait peser sur tout son système colonial le réveil du monde arabe — et sûr de l'appui de l'impérialisme américain qui établit dans cette partie du monde des bases pour sa puissance impériale — y vit une occasion unique, non seulement de détourner la foudre de spoliations arabes, mais encore de se débarrasser d'un vieux concurrent impuissant à se défendre. Privé désormais de tout accès aux sources de pétrole, sans aucune base au Proche-Orient — charnière des trois continents — compromis devant l'ensemble du monde arabe, l'impérialisme français a dû subir le désastre en serrant les dents de rage et d'impuissance. Pendant toute la crise, la presse de la « Résistance » s'est distinguée par sa servilité envers le gouvernement impérialiste et aucune voix ne s'est élevée à la fois contre les impérialistes franco-anglais et *POUR l'indépendance de la Syrie et du Liban.*

L'ombre d'un nouveau désastre se profile maintenant en AFRIQUE DU NORD. Depuis des années, les peuples de l'Afrique du Nord mènent un combat indomptable pour leur indépendance. Dès le débarquement « allié » en Afrique, les milieux arabes exprimèrent encore une fois leur volonté d'indépendance : un manifeste fut publié à Alger demandant l'application de la Charte de l'Atlantique qui affirme le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes; un mouvement appelé « Les Amis du Manifeste », dirigé par Ferrat-Abbas, se développa rapidement dans le pays et prit place à côté de deux autres mouvements nationalistes algé-

riens: le mouvement traditionnaliste (et réactionnaire) des Oulemas et le mouvement nationaliste-progressiste du Parti du Peuple algérien (P. P. A.) dirigé par Messali Hadj (tenu en prison par Daladier, par Pétain comme par De Gaulle).

Au peuple algérien qui demande « l'égalité des droits » et l'« indépendance », la police et l'appareil ont répondu par des massacres: on l'a vu encore une fois à l'occasion des prétendues « fêtes de la victoire » le 8 mai 1945 lorsque le peuple descendit dans la rue à Sétif, Guelma, Perigotville, Kerata, demandant ses droits. Les autorités françaises répondirent en ouvrant la charge et en assainissant froidement plusieurs manifestants. Ce fut le signe d'une émeute désespérée qui embrassa rapidement une très grande partie de la population arabe: quelques 200 ou 300 français, suppôts de l'impérialisme, furent tués. La répression qui s'en suivit fut d'une sauvagerie indescriptible: les légionnaires (1) furent autorisés à massacrer toute la population arabe de Sétif, et même ailleurs, comme à Jijelti où aucun trouble ne s'était produit. Des bombardiers furent employés contre la population arabe. D'après la presse anglaise, 6 à 8.000 arabes furent exterminés; des milliers d'autres torturés, emprisonnés et « jugés » après une procédure expéditive.

Aucune voix ne s'est élevée en France pour appuyer les revendications arabes et prendre la défense du peuple algérien assassiné sauvagement par ceux qui lui imposent l'oppression, la misère et la famine. De misérables canailles attaquèrent le P. P. A. en jouant sur la ressemblance de ses initiales avec feu le P. P. F. de Doriot, les noms de Messali et de Ferrat Abbas furent traînés dans la boue. La grande polémique entre les staliniens et les organes officieux de l'appareil se situa, naturellement, en dehors du véritable débat.

Le Monde (18 mai 1945) exprime le point de vue officiel :

« (Il ne faut pas)... déconsidérer les cadres français d'Afrique du Nord aux prises avec les masses indigènes exaltées... et poussées à bout par la misère et par la faim. Quel que soit leur parti, les Français devraient comprendre que les problèmes nord-africains doivent

(1) « L'impérialisme français a eu beaucoup de peine à employer des troupes coloniales. A Alger, les Sénégalais d'ailleurs refusé de tirer sur la foule indigène. »

être traités en fonction de notre politique impériale plus que de notre politique intérieure ».

A cela, l'Humanité oppose (15 mai :

« Donner à manger aux affamés, arrêter immédiatement LA POIGNEE des grands propriétaires affameurs qui sont à la source des troubles, relever de leurs fonctions QUELQUES HAUTS FONCTIONNAIRES VICHYSSISTES, annoncer sans nouveau délai la date des élections municipales et cantonales. Voilà les premières mesures à prendre d'extrême urgence... » (souligné par nous N.M.).

L'Humanité pense « calmer » le peuple arabe en arrêtant une POIGNEE de grands propriétaires, en limogeant QUELQUES HAUTS FONCTIONNAIRES VICHYSTES et en faisant des élections sur la base de l'ordonnance du 7 mars 1944 qui accorde « l'égalité des droits » à une POIGNEE (précisément) d'Algériens... Voilà avec quoi on pense tromper le peuple arabe tandis que Le Monde, lui, est pour l'unité à la manière forte.

Le peuple arabe est fatigué de ces distinguos : il demande l'égalité immédiate des droits (de tous les droits), le partage des terres et le retrait des troupes françaises. D'ailleurs, dans la pratique, les staliniens ont fait le front-unique, non avec le peuple, mais avec l'appareil contre le peuple :

« Les Français... chaque fois qu'ils le purent se réunirent et firent bloc — constate Le Monde du 8 juillet 1945 — ; à Guelma par exemple, le sous-préfet réussit à grouper et à armer TOUS les Français, des COMMUNISTES A LA DROITE et TOUS, dans le même élan, n'eurent qu'un but, s'entraider et se défendre en attendant l'armée. » (en italique par nous).

On comprend dans ces conditions pourquoi des « communistes algériens ont été blessés ou gravement mutilés en essayant de montrer à la foule surexcitée (sic) que ses vrais ennemis n'étaient pas les Français en général, mais les vichystes et quelques caïds voleurs, etc... » (Humanité du 15 mai) (1).

(1) Voici comment les dirigeants staliniens entendent en réalité combattre les pilleurs et les affameurs de l'Algérie :

« La France devrait se préoccuper très sérieusement de son commerce avec ses territoires d'outre-mer, a déclaré Thorez au X^e Congrès du P. C. F. Ils

Il est clair que c'est seulement en donnant de multiples preuves de sa volonté inébranlable d'aider à l'indépendance de l'Algérie, c'est SEULEMENT EN PAYANT DE SON SANG lorsqu'il le faut, dans la lutte contre l'impérialisme français, dans la métropole comme dans l'Empire, que le prolétariat et son avant-garde pourront retrouver le chemin du front unique avec les peuples coloniaux, front unique indispensable pour le renversement de la bourgeoisie française. Le prolétariat n'a pas à chercher des remèdes à la crise profonde que traverse l'impérialisme français en quête de grandeur... La politique de pillage de ce dernier doit être démasquée impitoyablement. L'Algérie appauvrie et « mise à sac par Vichy » continue à être mise à sac par la IV^e République. L'Algérie toute entière côtoie la famine, mais on accorde 300 grammes de pain par jour aux Français et seulement 150 gr. de grains par jour aux indigènes (et encore) et parmi ces derniers la mort fait des ravages. Un rapport officiel note que « les indigènes sont en loques; parfois, une tribu ne possède qu'un vêtement mettible qu'on se repasse selon les nécessités ». La misère totale de l'Afrique du Nord, le manque de bateaux de transports, les prélèvements sans contre-partie effectués par la métropole, la famine qui y sévit, ébranlent profondément les assises de l'« Empire ». La métropole qui se réservait l'Algérie comme « chasse gardée » a dû lever les interdictions à l'importation de l'étranger sur plus de 300 articles, ouvrant ainsi volens-nolens les vannes à la pénétration économique

« peuvent nous fournir des matières premières, des produits alimentaires et nous devons les aider au développement de leurs industries... »

« Nous manquons de viande, — ajoute Thorez. — L'Algérie pourrait nous fournir un million de moutons chaque année, à condition de multiplier les points d'écau.

« Nous manquons de matières grasses : en Tunisie et en Kabylie, une grande partie de la récolte d'olives est perdue chaque année, faute de moyens appropriés.

« Quant aux populations d'Afrique du Nord, elles savent que leur intérêt est dans leur union avec le peuple de France. Ainsi, le Parti communiste de Tunisie déclarait les 9 et 10 juin dernier, sa volonté de « tout mettre en œuvre pour consolider l'union du peuple tunisien et du peuple français... »

(« Huma », 27 juin.)

yankee: le mythe de la « solidarité » et de la « collaboration économique métropole-empire » s'effondre comme un château de cartes. L'industrie croupissante de la métropole n'est d'aucun secours aux colonies...

Tandis que le désastre menace en Algérie (1), les impérialismes yankeel et anglais entendent s'assurer quelques bases importantes de cet Empire qui s'en va en lambeaux. LES ANTILLES, qui se trouvent dans la « sphère américaine » (une « sphère » de plus en plus extensible) sont visées depuis longtemps. DAKAR, en A. O. F., et le MAROC, font partie d'un plan à plus longue échéance de « réajustement des influences ». Au moment même où le sultan du Maroc était à Paris pour qu'on lui montre « la nouvelle armée française », l'agence de presse américaine Associated Press publiait (le 14 juin 1945) « l'information » suivante datée de Tanger: « *Dans les milieux politiques de Tanger, il est sérieusement question de certaines négociations interalliées au sujet du futur statut de cette zone qui, si elles devaient aboutir, pourraient mener à la création d'un protectorat international comprenant tout le Maroc et servant de base à l'armée internationale chargée d'assurer la paix du monde* ». Il s'agit là d'une ouverture, à un moment où le Maroc aussi traverse une crise économique très profonde (disette, difficultés aggravées de transports, poids énormes des impositions de solidarité avec la métropole, etc...) propre à l'ensemble des possessions françaises.

Cependant la partie la plus serrée se joue autour de l'INDOCHINE, l'un des plus beaux joyaux de « l'Empire ». Les Etats-Unis qui tournent leurs regards vers l'Extrême-Orient dont ils entendent faire un de leurs principaux marchés, entendent réviser complètement le statut de la colonie. La caractéristique de l'Indochine, c'est d'être la première colo-

(1) Même en Afrique noire les revendications se multiplient; des incidents ont eu lieu en Côte d'Ivoire, au Soudan, et en particulier au Sénégal. Des émeutes ont eu lieu à Thiès (Sénégal) à l'occasion de la distribution du riz (la répression a eu lieu à la grenade), à Tiarroye, camp de prisonniers noirs rapatriés, à quelques quinze kilomètres de Dakar. Fin 44, on refusa de payer les indemnités à ces rapatriés « honorés » la veille, on cerna le camp et on massacra le plus possible à coups de mitraille. Les survivants furent ensuite traduits en justice et condamnés pour rébellion.

nie française où le personnel dirigeant français a été pratiquement liquidé (par l'occupant japonais). Tandis que les impérialismes anglais et yankee disposent sur place des forces immenses (armées terrestres et navales anglaises sur le front birman, armée australienne lancée à l'occupation des Indes Néerlandaises, enfin armée chinoise virtuellement sous contrôle américain, forces navales et aériennes américaines) l'impérialisme français n'y dispose que d'une force navale absolument négligeable (le « Riche-lieu ») et d'un personnel colonial décimé ou en fuite (la « Résistance » du Mékong et la « Solidarité » du peuple indochinois avec l'appareil ne sont que des escroqueries politiques). De Gaulle prépare un « grand corps expéditionnaire », pour lequel il ne dispose ni d'hommes, ni d'armement, ni de bateaux de transport; les appétits impérialistes sont déchaînés autour de l'Indochine alors qu'en réalité le peuple surexploité ne désire que son indépendance. La lutte et le martyrologue des révolutionnaires indochinois sous la botte française ou japonaise en est la preuve indiscutable. Il est fort probable que l'impérialisme français réussisse encore à sauvegarder ses privilèges sous le feu de tant d'oppositions; pendant 50 ans, les colons français et l'appareil impérialiste ont exploité l'Indochine en avouant cyniquement la misère croissante de ses populations et en ne trouvant finalement que des solutions iniques pour pouvoir s'y maintenir: « *La population s'est accrue à la mesure ou presque des possibilités nouvelles qui lui étaient offertes... La restriction des naissances pourrait être envisagée comme un remède (!), mais elle est très éloignée de la mentalité indigène et ne donnerait d'effet que dans un long délai* ». (Notes docum. Série coloniale VIII, « La mise en valeur de l'Indochine française »).

Voilà en somme tout ce que l'impérialisme français peut encore apporter...

Le troisième postulat de la grandeur s'avère lui aussi complètement incohérent:

Les masses coloniales radicalisées accentuent leur lutte pour l'indépendance. Une crise économique sans précédent secoue l'Empire colonial. L'armature militaire française elle-même affaiblie est incapable de maintenir encore l'unité de la Métropole avec ses colonies. Les rivaux « alliés » éliminent sans peine un comparse qui aboie encore mais n'a plus de dents pour mordre.

L'Empire s'en va en lambeaux.

Les « grandes alliances ».

Nous en arrivons maintenant à notre quatrième « postulat ». Compte tenu de ce qui précède, on peut, en vérité, le remplacer immédiatement par ce qui suit : la politique extérieure de l'impérialisme français est l'image même de sa volonté de puissance et de son incapacité à la réaliser.

Il recherche l'alliance de l'URSS, pour s'assurer, avec le concours stalinien, une stabilité intérieure. Mais il craint l'URSS et sa position en Europe. Il le trahira donc à la première occasion, offrant à la Grande-Bretagne une alliance « sur un pied d'égalité » pour la « défense des Empires ». Mais l'Angleterre s'empare partout où elle le peut de ses positions coloniales. Alors, il implore de Washington aide et assistance. Mais il ne voudrait pas tomber dans la dépendance absolue des U.S.A., alors, etc...

Selon l'expression du *Manchester-Guardian* (du 11 mai 1945), l'impérialisme français est devenu « le successeur le rôle de prostituée diplomatique de l'Europe ».

**

Le partage des zones d'influence en Europe et les lignes de démarcation, actuellement fixées, ne sont évidemment que le résultat d'un équilibre de forces instable. Les trois grandes puissances essayent, soit de neutraliser l'impérialisme français (URSS), soit de l'utiliser pour la formation d'un bloc occidental virtuellement dirigé contre l'URSS (Grande-Bretagne), soit enfin de le garder comme une réserve possible en vue de la reprise de son rôle traditionnel de gendarme et de policier de l'Europe (Etats-Unis) (1).

(1) Voici à ce propos, ce qu'écrivait le *Washington Post* du 23 mai 1945 :

« Le gouvernement français est plus sensible qu'auparavant à l'amitié des Etats-Unis. Et peut-être y a-t-il derrière ce sentiment l'impression que le pacte franco-soviétique est une base dangereusement étroite pour la politique étrangère française. »

Il est également évident qu'il n'y a qu'une nation dont la France puisse recevoir l'aide économique dont elle a besoin. Quant à nous, nous avons besoin de la France pour partager le fardeau du contrôle de l'Allemagne. D'autre part, certains aspects politiques de l'union soviétique nous montrent plus fortement

Telle est l'explication de la participation de la France à la curée de l'Allemagne, telle est aussi la raison de la place réservée à la France parmi les « Cinq Grands » par la Charte de San-Francisco. La France en Europe, comme la Chine dans le Pacifique représente *de par sa position* (sinon par sa force) le rôle de second inévitable... tantôt de l'un, tantôt de l'autre des Trois Grands. Le maintien de l'équilibre entre les Trois se fait, naturellement, chaque fois que c'est nécessaire, sur le dos de ce second plus ou moins « brillant » comme on l'a vu lors de toutes les conférences internationales — et dans les conflits locaux.

Comme l'Italie « victorieuse » en 1918 voyait lui échapper chaque fois les fruits espérés de sa victoire, l'impérialisme français joue aujourd'hui le rôle amer du « vainqueur » qui subit, lorsqu'il s'y attend le moins, les coups de pied destinés habituellement aux vaincus.

Tels sont en somme les aspects actuels du fameux « postulat de la grandeur » : le mythe de la puissance prestigieuse se heurte chaque fois à la réalité, qui est celle d'un impérialisme inévitablement affaibli, distancé de loin et définitivement par ses rivaux.

La politique de « grandeur » poursuivie par de Gaulle, c'est-à-dire une politique de pillage de l'Allemagne, de renforcement des assises impériales, de reconstitution d'une grande armée, trouve un écho naturel dans les cadres de l'ancienne armée et une partie de la petite bourgeoisie. Mais comment se fait-il que le Parti stalinien lui accorde non seulement son appui, mais encore qu'il soit son plus ardent défenseur et son champion auprès de la classe ouvrière ?

**

Ceci nous ramène à reconsidérer sous un nouvel angle (— celui de la défense de l'URSS —) la stratégie stalinienne, le « bloc des quatre classes ». Partout en Europe, sauf en Allemagne (où en réalité cette même politique prend d'autres formes), la bureaucratie soutient le chauvinisme, les politiques nationales agressives et de « prestige », et prône à chaque occasion, l'expulsion même massive de certaines nationalités et des éléments allogènes en vue de la formation de prétendus « Etats nationaux » (expulsion des Allemands des Sudètes, revendi-

encore combien il est important pour les Etats-Unis que la France soit forte, qu'elle soit imprégnée d'idées démocratiques semblables aux nôtres ».

cations tchèques sur une partie de l'Allemagne, formation d'un Etat polonais uninational, grâce à l'expulsion des allogènes et la fixation arbitraire de nouvelles frontières, etc.). Si, vis-à-vis de l'Allemagne, ceci tend à la réduction par la force de son espace national, vis-à-vis des autres pays, ceci place en réalité le stalinisme au service de toutes les bourgeoisies européennes actuellement « amies » de l'URSS: le fait que le parti stalinien accorde tout son appui à la politique de brigandage de la bourgeoisie française représentée aujourd'hui par de Gaulle s'accompagne des considérants a) que le P.C. arriverait ainsi à « unifier la nation » derrière son drapeau et à élargir son influence sur la base d'une politique petite-bourgeoise, b) qu'il assurerait ainsi à l'URSS une alliée puissante qui ne pourrait se retourner contre cette dernière, précisément à cause de la grande masse influencée par le P.C. (1).

Or, s'il est certain que la bourgeoisie s'accorde maintenant au mieux avec cette nouvelle orientation et essaye de l'exploiter le plus possible (paix sociale, création d'une grande armée, renforcement de l'esprit chauvin qui pénètre dans la classe ouvrière, etc.) l'équilibre qui en résulte reste quand même extrêmement instable: la tension croît tout naturellement entre l'appareil et le P.C.F. qui essaye de l'obliger à suivre un chemin donné (alliance avec l'URSS), — en même temps qu'à la base du régime se développent implacablement les contradictions fondamentales propres à tout régime capitaliste et qui mettent, elles aussi, en jeu la « paix sociale et les blocs nationaux ».

En somme la politique stalinienne ne fait que livrer, désarmée, la classe ouvrière à l'appareil: à partir d'un certain moment, comme nous l'avons souligné par ailleurs, c'est ce dernier qui peut et qui choisit l'heure de changer les rapports de force en sa faveur...

Ne pas dénoncer cette politique, c'est se faire le fourrier de son propre impérialisme, c'est rester les bras croisés

(1) Cette politique a été « théorisée » par les bureaucrates qui opèrent dans la presse, comme Izakov, qui explique doctement dans la Pravda que sur la base de l'expérience qui a eu lieu en Europe sous l'oppression nazie, on peut conclure: tandis que la bourgeoisie capitale, c'est le prolétariat qui devient en régime capitaliste, l'âme du patriotisme et du nationalisme!

devant le danger des nouveaux Franco et des nouveaux Hitler.

Quel que soit son isolement, quelles que soient les difficultés gigantesques qui se dressent et se dresseront contre elle, l'avant-garde révolutionnaire doit mener le combat contre les soi-disant « blocs nationaux » qui ne font qu'enchaîner le prolétariat, contre la politique impérialiste de pillage et d'annexion, contre le partage du continent en zones d'influence et d'occupation, pour le retrait immédiat des armées impérialistes anglaises et américaines, contre l'occupation française en Allemagne, pour la reconstruction du front commun de la classe ou-

IV. — ROMPEZ LA COALITION!

(Conclusions)

L'incapacité manifeste du cabinet De Gaulle de remettre en marche la production, les déboires de sa politique de « prestige », l'arbitraire de l'appareil, comme l'ajournement aux calendes grecques de toutes réformes tant de fois affirmées par le programme du C. N. R., ont largement entamé le crédit et le capital moral de ce gouvernement dans les masses populaires. Cependant, les pusillanimes partis ouvriers, aujourd'hui les plus importants du pays, n'ont même pas mis en question la continuation de l'actuel gouvernement. Après avoir échafaudé de leurs propres mains le piédestal de de Gaulle, après lui avoir apporté leur appui au gouvernement, pas plus le P.C.F. que la S.F.I.O. ne souhaitent rompre la coalition et faire réellement appel aux masses. Le 26 juin, devant le X^e Congrès du P.C.F., Thorez l'a souligné encore une fois: « Pour notre part, a-t-il déclaré, nous entendons ne pas nous dérober aux exigences et aux obligations de l'unité nationale. Nous envisageons comme la perspective la plus heureuse pour notre pays le maintien prolongé aux affaires d'un gouvernement de large unité nationale et démocratique, réalisant ainsi les meilleures conditions d'autorité et de stabilité, et s'appuyant franchement sur le peuple. » (Huma, 27 juin 1945).

Dans ces conditions, le P.C.F. et la S.F.I.O. vident délibérément de tout contenu les manifestations de la volonté populaire, tandis que de Gaulle continue par-dessus elles à renforcer à sa guise ses tendances à l'arbitraire. Nous en avons un exemple typique dans les élections municipales: Ce fut un véritable concours de zèle entre l'appareil, les stalinien et les autres courants « résistants » — à qui mieux mieux masque-

rait la signification véritable des élections.

A ces premières élections, le P.C.F. se présenta, fidèle à sa politique du « bloc national », en camouflant son drapeau et en mettant en avant des listes dites d'Union Patriotique Républicaine et Antifasciste (U.P.R.A.). Cependant, malgré le déguisement, les listes dirigées par le P.C.F. totalisèrent plus de 40 % des voix à Paris, plus de 25 % en province sans parler des succès de la S.F.I.O. et des courants qui gravitent dans son orbite comme le M.L.N.

Les masses indiquèrent ainsi clairement leur volonté d'aller à gauche, de changer la situation présente. Les masses indiquèrent explicitement qu'elles voulaient non pas la continuation de la collaboration dans un gouvernement aux ordres des Banques et des trusts, mais la *rupture de la coalition gouvernementale* et la formation d'un GOUVERNEMENT OUVRIER, capable de mettre en application les mesures tant de fois promises. Le P.C.F., partisan de « la paix sociale » et de la collaboration avec de Gaulle, tira de ce verdict populaire la conclusion qu'il fallait élargir sa place... dans le cabinet de Gaulle. Ce dernier, sûr de toute façon de l'appui stalinien, et mettant encore une fois à profit la pusillanimité de la « gauche », qui avait sabordé les aspirations des masses et faussé la signification de leur vote, passa outre les décisions du corps électoral. (Il sacrifia seulement pour la forme un de ses ministres.)

Dans ces conditions, l'appel ultérieur aux soi-disant « Etats Généraux de la Renaissance Française » — toujours désignés et non élus — n'amena aucun résultat, ni contre le gouvernement, ni pour tranquilliser les masses. Les « Etats Généraux » se transformèrent en un véritable simulacre de consultation populaire, en une Assemblée Consultative n° 2, encore plus impuissante que la Consultative n° 1, avec des cahiers de doléances stéréotypes, et en dernier avec un simulacre de « serment révolutionnaire » (dont le contenu seul: « Nous jurons de rester unis pour... servir » (*sic*) indique toute l'étendue de la mascarade).

A présent, l'inévitable mise à l'ordre du jour de la *Constituante*, pose à nouveau brutalement les questions déjà claires lors des élections municipales: Avec le pouvoir personnel, ou contre? Pour la continuation de l'arbitraire ou pour la confiance au peuple?

De Gaulle entend utiliser la question

de la Constituante pour se faire purement et simplement plébisciter (1).

— Or, n'est-il pas évident que *si l'on ne rompt pas immédiatement avec ce gouvernement aux ordres des trusts et des banques*, toutes les phrases « gauches » sur la « Constituante souveraine » ne peuvent être que des phrases creuses?

**

Semblables en tout aux républicains et aux modérés de la période 1848-1851, les stalinien, les réformistes et les « résistants » reculèrent pas à pas devant le pouvoir exécutif, devant le parti de « l'ordre » représenté par de Gaulle et auquel ils s'étaient attachés par mille liens. Les travailleurs furent désarmés et frustrés des organismes qu'ils s'étaient donnés. Mais à différence de la période citée, si maintenant la classe ouvrière est désorientée, elle est loin d'être écrasée: les travailleurs savent que tout n'a pas encore été dit et que les *combats décisifs sont seulement à venir*.

La faillite du gouvernement bourgeois dans la remise en marche de la production, la faillite de sa politique de « prestige », la pusillanimité des partis « ouvriers » qui donnent leur blanc-seing à cette politique, contribuent aussi à aiguïser la volonté de lutte des travailleurs,

(1) Il y a deux projets gouvernementaux:

Le premier projet prévoit qu'une Constituante sera élue au suffrage universel; elle élira à son tour un chef de gouvernement qui ne sera responsable devant personne et qui nommera son conseil des ministres.

La Constituante adoptera une Constitution soumise ensuite au référendum. Mais en premier lieu, c'est l'ensemble de ce projet qui sera soumis au pays par voie de référendum.

En somme, le « chef du gouvernement responsable devant lui seul » se fait plébisciter par un référendum qui lui octroie le pouvoir personnel et qui réduit la Constituante à une nouvelle assemblée impuissante.

Le deuxième projet prévoit que les électeurs peuvent se prononcer :

a) Pour le retour à la Constitution de 1875 qui a été à la base de la Troisième République et qui comprend une Chambre et un Sénat.

b) Pour une Constituante qui fonctionne comme dans le projet N° 1.

c) Pour une Constituante souveraine.

leur volonté de rompre enfin avec la bourgeoisie et les de Gaulle.

Des tiraillements se sont déjà produits entre les ouvriers et les cadres staliniens et réformistes: les grèves déclanchées, malgré les bonzes de la C.G.T., le mouvement de mécontentement qui fit reculer le P.C.F. dans la question du Premier Mai (journée chômée malgré le projet d'en faire une journée de travail « de choc »), le mécontentement causé par la remise de Jouhaux à la tête de l'appareil bureaucratique de la C.G.T., « l'incident » des délégués du Morbihan qui demandent au dernier Congrès du parti stalinien la rupture de l'union nationale, — tout ceci ne sont que des signes avant-coureurs. Le capitalisme français vermoulu est incapable de sortir de la crise dans laquelle il se débat: celle-ci ne peut aller qu'en s'approfondissant.

Pour sortir du marasme, pour briser les apprentis-Bonaparte et leurs tentatives de pouvoir personnel, une seule voie s'offre aux travailleurs: celle de la rupture de l'Union sacrée avec la bourgeoisie. C'est seulement sur ce chemin qu'ils trouveront l'appui décisif des peuples coloniaux en lutte contre l'impérialisme, pour leur indépendance, et celui des masses laborieuses de l'Europe entière.

Il est essentiel pour les travailleurs d'affirmer ceci avec force dans l'étape qui vient, il leur est essentiel d'exiger dès maintenant de leurs organisations la rupture de la coalition, la rupture avec les mandataires des trusts et des Banques. La IV^e Internationale les appelle à suivre ce chemin.

Genève, 14 juillet 1945.



Lettre ouverte de Léon Trotsky aux travailleurs de l'Inde

Chers Amis,

DES événements gigantesques et terribles s'approchent avec une force implacable. L'humanité vit dans l'attente de la guerre, qui naturellement entraînera dans son tourbillon, les pays coloniaux et aura une signification vitale pour leur destinée. Les agents du gouvernement britannique présentent les choses comme si la guerre allait être menée pour les principes de la « démocratie » qu'il faut sauver du fascisme. Tous les peuples doivent se rallier aux gouvernements « pacifiques » et « démocratiques » pour repousser les agresseurs fascistes. Alors la démocratie sera sauvée et la paix établie pour toujours. Cet évangile repose sur un mensonge délibéré. Si le gouvernement britannique était réellement intéressé à l'épanouissement de la démocratie, alors il a une occasion très simple de le démontrer : qu'il donne la liberté complète à l'Inde. Le droit à l'indépendance nationale est un des droits démocratiques élémentaires. Mais en réalité, le gouvernement de Londres est prêt à céder toutes les démocraties de la terre en échange d'un dixième de ses colonies.

Si le peuple hindou ne veut pas rester esclave pour toujours, alors il doit combattre et rejeter ces faux prédicateurs qui disent que le fascisme est le *seul* ennemi du peuple. Hitler et Mussolini sont, sans aucun doute, les pires ennemis des travailleurs et des opprimés. Ce sont des bourreaux sanglants animés de la plus grande haine contre les travailleurs et les opprimés du monde. Mais ils sont avant tout les ennemis du peuple allemand et italien sur le dos desquels ils sont assis. Les classes et les peuples opprimés doivent chercher — comme nous l'ont enseigné Marx, Engels, Lénine et

Liebknicht — leur ennemi principal dans leur propre pays, représenté par leurs propres exploités et oppresseurs. Dans l'Inde, cet ennemi est avant tout la bourgeoisie anglaise. Le renversement de l'impérialisme anglais serait un coup terrible contre tous les oppresseurs, y compris les dictateurs fascistes. A la longue, les impérialismes se distinguent l'un de l'autre, non point par l'essence, mais par la forme. L'impérialisme allemand, dépourvu de colonies, se pare du terrible masque du fascisme avec les crocs poussés en avant. L'impérialisme anglais gorgé, puisqu'il possède d'immenses colonies, cache ses crocs derrière le masque de la démocratie. Mais cette démocratie n'existe que pour le centre métropolitain, pour 45.000.000 d'âmes ou plus exactement pour la bourgeoisie dominante dans le centre métropolitain. L'Inde est dépourvue non seulement de démocratie, mais encore du droit le plus élémentaire, celui d'indépendance nationale. La démocratie impérialiste, c'est cette démocratie des propriétaires d'esclaves, nourrie avec le sang vivant des colonies. Mais l'Inde cherche sa propre démocratie et non à servir d'engrais aux propriétaires d'esclaves.

Ceux qui désirent en finir avec le fascisme, la réaction et toutes les formes d'oppression, doivent renverser l'impérialisme. Il n'y a pas d'autre voie. Cette tâche ne peut pourtant pas être réalisée par des méthodes pacifiques, par des négociations ou par des pétitions. Les propriétaires d'esclaves n'ont jamais, au cours de l'histoire, libéré volontairement leurs esclaves. Seule, une lutte audacieuse et décidée du peuple de l'Inde pour son émancipation économique et nationale peut libérer l'Inde.

La bourgeoisie de l'Inde est incapable

de conduire une lutte révolutionnaire.

Elle est trop liée et dépend trop du capitalisme anglais. Elle tremble pour ses propres propriétés. Elle a peur des masses. Elle cherche des compromis avec l'impérialisme anglais à n'importe quel prix et trompe les masses de l'Inde avec des espoirs de réforme d'en haut. Le leader et le prophète de cette bourgeoisie est Gandhi. Un piètre leader et un faux prophète. Gandhi et ses princes ont développé la théorie que la position de l'Inde s'améliorera constamment, que ses libertés s'élargiront continuellement et que l'Inde deviendra un dominion sur la voie des réformes pacifiques. Toute cette perspective est fausse jusqu'en ses fondements. Le capitalisme ne fut capable de faire des concessions que dans sa période montante, tant que les exploiters pouvaient compter fermement avec la croissance continue de leur profit. Aujourd'hui, il ne peut même plus être question d'une telle chose. L'impérialisme mondial est sur son déclin. La condition de toutes les nations impérialistes devient chaque jour plus difficile, tandis que les contradictions entre elles s'aggravent de plus en plus. Des armements monstrueux dévorent une partie chaque fois grandissante des revenus nationaux. Les impérialistes ne peuvent plus faire de concessions sérieuses ni à leurs masses laborieuses, ni à leurs colonies, ni à leurs marchés et concessions traîtres, ils sont contraints d'établir une exploitation de plus en plus bestiale. C'est en cela précisément que s'exprime l'agonie mortelle du capitalisme. Pour garder colonies, marchés et concessions contre l'Allemagne, l'Italie et le Japon, le gouvernement de Londres est prêt à décimer des millions d'hommes. Est-il possible, sans qu'on perde complètement la raison, d'avoir le moindre espoir que cette oligarchie financière, rapace et sauvage libérera volontairement l'Inde?

Il est vrai qu'un gouvernement du so-disant Labour Party peut remplacer le gouvernement conservateur. Mais cela ne changera rien. Le parti labouriste — comme le témoigne tout son programme passé et présent — ne se distingue en rien des Torys dans la question coloniale. Le Labour Party exprime en réalité non point les intérêts de la classe ouvrière, mais les intérêts de la bureaucratie labouriste, et de l'aristocratie labouriste. C'est à cette couche que la bourgeoisie peut jeter des morceaux succulents parce qu'ils exploitent eux-mêmes sans pitié les colonies et par dessus toute l'Inde. La bureaucratie labouriste britannique — du Labour Party comme des Trade Unions — est directement intéressé à l'exploitation des colonies.

Elle n'a pas le moindre désir de penser à l'émancipation de l'Inde. Tout ces messieurs — le Major Attlee, Sir Walter Citrine et compagnie — sont prêts à flétrir comme traîtres, comme ~~une~~ aide à Hitler et à Mussolini, le mouvement révolutionnaire du peuple de l'Inde, et à recourir à des mesures militaires pour le supprimer. La politique actuelle de l'Internationale Communiste ne lui est en aucune façon supérieure. Certes, il y a vingt ans, la III^e Internationale (l'Internationale Communiste) fut fondée comme une véritable organisation révolutionnaire. Une de ses tâches les plus importantes fut la libération des peuples coloniaux. Cependant, il ne reste plus aujourd'hui que des souvenirs de ce programme. Les leaders de l'Internationale sont devenus depuis longtemps les simples instruments de la bureaucratie de Moscou qui étouffe les masses ouvrières soviétiques et qui s'est transformée en une nouvelle aristocratie. Sans doute, dans les rangs du Parti Communiste des différents pays, y compris l'Inde, se trouvent de nombreux travailleurs honnêtes, des étudiants, etc..., mais ce ne sont pas ceux-ci qui fixent la politique du Komintern. La parole décisive appartient au Kremlin qui est guidé non par les intérêts des opprimés, mais par ceux de la nouvelle aristocratie de l'U.R.S.S.

Pour l'amour d'une alliance avec les gouvernements impérialistes, Staline et sa clique ont renoncé au programme révolutionnaire de l'émancipation des colonies. Un des leaders du Komintern : Manioulsky, l'avoua ouvertement au dernier congrès du parti de Staline tenu au mois de mars de cette année à Moscou : « Les communistes mettent au premier plan la lutte pour l'auto-détermination des nationalités rendues esclaves par les gouvernements fascistes. Ils demandent l'auto-détermination de l'Autriche, des régions Sudètes, de la Corée, de Formose, de l'Abyssinie... » Et pour l'Inde, l'Indochine, l'Algérie et les autres colonies de l'Angleterre et de la France? Voilà ce que répond le représentant du Komintern : « Les communistes demandent aux gouvernements impérialistes des Etats dits bourgeois démocratiques une amélioration immédiate (*sic!*) et rigoureuse (!) des standards de vie des masses laborieuses des colonies et la cession de larges droits démocratiques aux colonies. » (*Pravda*, n° 70 du 12 mars 1939). En d'autres termes, en ce qui concerne les colonies de la France et de l'Angleterre, le Komintern est complètement passé sur les positions de Gandhi et la position conciliatrice de la bourgeoisie coloniale en général. Le Komintern a renoncé complètement à la lutte révolutionnaire pour l'indépendance

de l'Inde. Il demande « à genoux » à l'impérialisme anglais qu'il cède des « libertés démocratiques » à l'Inde. Les mots d'une amélioration immédiate et rigoureuse des standards de vie des masses laborieuses des colonies sont un son particulièrement faux et cynique. Le capitalisme moderne, déclinant, gangréné, et en décomposition est de plus en plus contraint d'empirer la position des ouvriers dans le centre métropolitain lui-même. Comment peut-il alors améliorer la position des travailleurs dans les colonies dont il est obligé d'extraire toute la sève vitale pour pouvoir maintenir son propre état d'équilibre? L'amélioration des conditions des masses laborieuses des colonies n'est possible que sur la voie du renversement total de l'impérialisme.

Mais le parti communiste est allé encore plus loin sur le chemin de la trahison. D'après Manioulsky, les communistes « subordonnent la réalisation de ce droit de sécession... dans l'intérêt de la défaite du fascisme ». Autrement dit, dans le cas d'une guerre entre l'Angleterre et la France au sujet des colonies, le peuple de l'Inde doit supporter ses actuels propriétaires d'esclaves, les impérialistes britanniques. C'est-à-dire qu'il doit verser son sang non pour sa propre émancipation, mais pour préserver la domination de la « city » sur l'Inde. Et ces canailles osent citer Marx et Lénine! En vérité, leur maître et leader n'est point autre que Staline. Le chef d'une nouvelle aristocratie bureaucratique, le boucher du parti bochévique, l'étrangleur des ouvriers et des paysans.

Les staliniens couvrent leur politique de servitude envers les impérialismes anglais, français et américains avec la formule du « front populaire ». Quelle moquerie! Le « front populaire » n'est que le nouveau nom d'une vieille politique qui repose sur la collaboration des classes, sur la coalition entre le prolétariat et la bourgeoisie. Dans toutes ses coalitions, la direction revient invariablement aux mains de l'aile droite, c'est-à-dire aux mains de la classe possédante. La bourgeoisie indienne, comme il a été établi, ne désire que la négociation pacifique et non la lutte. La coalition avec la bourgeoisie mène le prolétariat à la négation de sa lutte contre l'impérialisme. La politique de coalition implique le piétinement sur place, la temporisation, les faux espoirs, le fourvolement dans des intrigues et des manœuvres creuses. A la suite d'une telle politique, la désillusion s'empare inévitablement des masses ouvrières, les paysans tournent le dos au prolétariat et tombent

dans l'apathie. La révolution allemande, la révolution autrichienne, la révolution chinoise et la révolution espagnole ont toutes succombées, comme conséquences de la politique de coalition. Exactement le même danger menace la révolution de l'Inde, où les Staliniens mettent en travers, sous le déguisement du « front populaire », une politique de subordination du prolétariat à la bourgeoisie. Elle signifie dans l'action le rejet de la lutte pour le pouvoir, le rejet de la révolution, le rejet du programme agraire révolutionnaire, le rejet de l'armement des travailleurs.

Dans le cas où la bourgeoisie de l'Inde se trouve elle-même obligée à faire le moindre pas sur le chemin de la lutte contre la domination arbitraire de la Grande-Bretagne, le prolétariat soutiendra naturellement un tel pas. Mais il le soutiendra avec ses *propres méthodes*: meetings de masse, mots d'ordre audacieux, grèves, démonstration et actions de combat plus décisives, dépendantes du rapport des forces et des circonstances. Précisément, pour faire cela, le prolétariat a besoin d'avoir les mains libres. L'indépendance complète envers la bourgeoisie est indispensable au prolétariat par dessus tout pour qu'il puisse exercer une influence sur la paysannerie, la masse prédominante de la population de l'Inde. Seul, le prolétariat est capable de mettre en avant un audacieux programme agraire révolutionnaire, de soulever et de rassembler des dizaines de millions de paysans et de les conduire dans la lutte contre les oppresseurs indigènes et l'impérialisme britannique. L'alliance des travailleurs et des paysans pauvres est la seule alliance honnête et digne de confiance qui puisse assurer la victoire finale de la révolution de l'Inde.

Tous les problèmes du temps de paix conserveront leurs forces en temps de guerre, mais ils auront un caractère beaucoup plus tranchant. Tout d'abord l'exploitation des colonies sera grandement intensifiée. Les centres métropolitains ne tireront pas seulement des aliments et des matières premières des colonies, mais encore ils mobiliseront un grand nombre d'esclaves coloniaux qui devront se faire tuer sur les champs de bataille de leurs maîtres. Pendant que la bourgeoisie coloniale aura le museau profondément enfoncé dans les commandes de guerre, elle renoncera à l'opposition au nom du patriotisme et des profits. Gandhi est déjà en train de préparer le terrain pour une telle politique. Ces messieurs continueront à battre le tambour : « Nous devons attendre patiemment la fin de la guerre et alors Londres nous récompensera pour l'assis-

tance que nous lui avons donnée ». En réalité, les impérialistes redoubleront et tripleront l'exploitation des travailleurs, aussi bien dans la métropole que dans les colonies, et surtout dans ces dernières, pour restaurer le pays après le carnage et la dévastation de la guerre. Dans ces circonstances, ni de nouvelles réformes sociales dans les centres métropolitains, ni de concessions de liberté aux colonies. De doubles chaînes d'esclavage, telle sera la conséquence inévitable de la guerre, si les masses de l'Inde suivent la politique de Gandhi, des Staliniens et de leurs amis.

Pourtant, la guerre peut apporter à l'Inde, aussi bien qu'à d'autres colonies, non pas un redoublement d'esclavage, mais au contraire une liberté complète, à condition toutefois de mener une juste politique révolutionnaire. Le peuple de l'Inde doit dès le début dissocier son destin de celui de l'impérialisme britannique : les oppresseurs et les opprimés sont des deux côtés opposés des tranchées. Aucune aide, quelle qu'elle soit, aux propriétaires d'esclaves ! Au contraire, il faut utiliser les immenses difficultés que la guerre apportera pour asséner un coup mortel à toutes les classes dirigeantes. C'est de cette manière que les classes et les peuples devraient agir dans tous les pays, sans tenir compte de ce que ces messieurs les impérialistes portent le masque démocratique ou le masque fasciste.

Pour réaliser une telle politique, un *parti révolutionnaire* qui s'appuie sur l'avant-garde du prolétariat est nécessaire. Un tel parti n'existe pas dans l'Inde. La IV^e Internationale offre à ce parti son programme, son expérience, sa collaboration. Les conditions fondamentales pour un tel parti sont : indépendance complète envers la démocratie impérialiste, indépendance complète envers la II^e et la III^e Internationale, indépendance complète envers la bourgeoisie nationale de l'Inde.

Des sections de la IV^e Internationale existent en nombre de pays coloniaux et semi-coloniaux et elles y font des progrès heureux. La première place est indiscutablement tenue par notre section de l'Indochine française, qui mène un combat irréconciliable contre l'impérialisme français et contre les mystifications du « front populaire ». Les leaders staliniens, écrit le journal des travailleurs de Saïgon (*La Lutte* du 7 avril), ont fait un autre pas sur le chemin de la trahison. Jettant leur masque révolutionnaire, ils sont devenus les champions de l'impérialisme et parlent ou-

vertement contre l'émancipation des peuples opprimés. Grâce à leur audacieuse politique révolutionnaire, les prolétaires de Saïgon, membres de la IV^e Internationale, ont obtenu une brillante victoire sur le bloc du parti dominant et des staliniens, aux élections du conseil colonial tenu au mois d'avril de cette année.

Exactement la même politique doit être suivie par les ouvriers avancés de l'Inde britannique. Nous devons rejeter les faux espoirs et repousser les faux amis. Nous ne devons avoir confiance qu'en nous-mêmes, qu'en nos propres forces révolutionnaires. La lutte pour l'indépendance nationale, pour une république indépendante indienne est indissolublement liée à la révolution agraire, à la nationalisation des banques et des trusts, à plusieurs autres mesures économiques tendant à élever le standard de vie du pays et à faire des masses laborieuses les maîtres de leurs propres destinées. Seul le prolétariat, allié à la paysannerie est capable d'exécuter ses tâches.

Dans sa phase initiale, le parti révolutionnaire formera sans doute une petite minorité. Cependant, contrairement aux autres partis, il rendra un compte clair de la situation, et marchera sans crainte vers son grand but. Il est indispensable d'établir dans toutes les villes et centres industriels des groupes travailleurs se plaçant sous les drapeaux de la IV^e Internationale. Seuls, les intellectuels qui sont complètement passés du côté du prolétariat pourront être admis dans ces groupes. Étrangers au sectarisme qui se replie sur lui-même, les ouvriers marxistes révolutionnaires doivent participer activement au travail des Trade-Unions (syndicats), des sociétés éducatives, du Congrès du parti socialiste et en général de toutes les organisations de masse. Partout, ils restent comme extrême aile gauche, partout, ils donnent l'exemple de courage dans l'action, partout, ils expliquent leur programme d'une façon patiente et amicale aux travailleurs, paysans et intellectuels révolutionnaires. De grands événements viendront en aide aux bolchéviks-léninistes de l'Inde, révélant aux masses la justesse de leur voie. Le parti croîtra vite et se trempera au feu. Permettez-moi d'exprimer mon ferme espoir que la lutte révolutionnaire pour l'émancipation de l'Inde se déploiera sous le drapeau de la IV^e Internationale.

Coyoacan, Mexico,
25 juillet 1939.

Léon TROTSKY.

LE MOUVEMENT TROTSKYSTE AUX INDES

Le Parti Bolchevik Léniniste des Indes, de Burma et de Ceylan, s'est constitué officiellement en mai 1942 lors d'une conférence réunissant les délégués de la Ligue Socialiste Révolutionnaire de Bengal, le Parti Bolchevik-Léniniste des Provinces Unies et Behar, le Parti Lanka Sama Samaja de Ceylan et d'autres groupes trotskystes.

Nos camarades hindous militent dans des conditions d'illégalité et de répression comparables à celles imposées par le régime nazi. Les tyrans coloniaux britanniques piétinent les droits les plus élémentaires de la liberté de presse, de parole et de réunion, et tout comme la Gestapo, procèdent à des arrestations arbitraires dans la rue, gardant leurs victimes en prison sans aucun procès. Si toutefois un procès a lieu, la victime n'est pas du tout certaine d'être libérée le jour indiqué par le verdict, mais il est d'usage d'arrêter à nouveau les révolutionnaires sous prétexte d'une nouvelle inculpation, ou même sans donner aucune raison. Ceux qui ne peuvent s'évader doivent attendre l'action des masses pour les libérer.

L'expérience des dirigeants du Parti de Ceylan peut être donnée en exemple. Le parti était légal avec une presse légale et des délégués au Conseil Départemental de Ceylan (Ceylan State Council). Lors de la déclaration de guerre en 1939, les autorités de Ceylan confisquèrent immédiatement l'imprimerie du parti et arrêtaient les délégués, malgré la violation de leur immunité parlementaire, ainsi que d'autres membres du parti, et les envoyèrent dans des camps de concentration, ceci sans aucun verdict. Ainsi le parti était illégal « inofficiellement » mais le travail ne s'arrêta pas pour cela. En avril 1942 les dirigeants du parti réussirent à s'évader et continuèrent à participer au travail du mouvement trotskyste.

Les trotskystes hindous réussirent à publier illégalement un organe théorique, « Le Bolchevik Léniniste » et un journal de masses « La Révolution Permanente », tous les deux en anglais, langue courante parmi les couches lettrées et les ouvriers avancés. Ils publièrent également des brochures en anglais et en tamil.

Le parti travaille dans le mouvement ouvrier et surtout dans les syndicats. Tout en n'étant pas encore un mouvement de masses, le parti est profondément en-

raciné dans le prolétariat hindou. En participant aux luttes du mois d'août 1942, les trotskystes prouvèrent leur vitalité et furent reconnus comme étant l'extrême-gauche du mouvement ouvrier hindou.

Voyant cela, les autorités redoublèrent leur répression et en juillet 1943 les trotskystes subirent un coup redoutable de la part des policiers. Avec l'aide d'un stalinien qui avait réussi à s'infiltrer dans l'organisation, la police effectua plusieurs raids contre nos camarades.

Le journal « Révolution Permanente » juillet-septembre 1943 nous en donne le compte rendu: « C'est en juillet 1943 que la police de Bombay et Madras priva la résistance de plusieurs Bolchevik Léninistes. Grâce à la vigilance de nos camarades, les autorités ne réussirent pas dans leur projet de destruction de l'organisation, et la catastrophe pût être évitée.

A Madras, les camarades R. S. V. Senanayake et L. Cooray recherchés depuis avril 1942 par le gouvernement de Ceylan, furent arrêtés. (En mars 1942, après des années de persécutions « inofficielles », des trotskystes, le Gouverneur anglais de Ceylan, Sir Andrew Caldecott, proclama finalement l'illégalité du mouvement trotskyste).

A Bombay, la police traqua pratiquement tous les militants, ainsi que ceux de Ashokumari K. Tilok et C. R. Govindan, mais sans succès, sauf à Bombay où les camarades Kusuma, D.P.R. Gunawardene et N. M. Perera, membres dirigeants du parti Lanka Sama Samaja, Section de Ceylan du parti bolchevik léniniste, furent arrêtés. Les camarades D. P. R. Gunawardene et N. M. Perera emprisonnés depuis 1940, s'évadèrent en avril 1942 avec leurs gardiens et les camarades Colvin R. de Silva et E. Samarakkody.

Vers la fin juillet, d'autres militants du B. L. P. I. furent également arrêtés.

Le discours prononcé par les camarades Perera et Guawardene devant les magistrats de la cour de Kandy, Ceylan, le 8 février 1944, constitue une des meilleures traditions des luttes marxistes pour le socialisme.

A la suite de ces attaques policières, le B. L. P. I. dû arrêter la publication de son organe théorique « Le Bolchevik Léniniste », ainsi que son journal « La Révolution Permanente », mais

continua malgré tout la publication des brochures et parmi elles le discours prononcé par L. Trotsky devant ses juges tsaristes en 1906, ainsi qu'un livre de 175 pages intitulé « De la I^{re} Internationale à la IV^e Internationale », par K. Tilk, l'un des dirigeants remarquables du parti.

Le B. L. P. I. a prouvé sa vitalité et fait montre de son esprit combattif en organisant dernièrement sa conférence nationale. Une résolution politique y fut adoptée et un programme d'action pour la construction de puissantes sections du parti dans les principaux centres industriels de l'Inde.

Nos camarades hindous sont convaincus que seul un parti prolétarien peut prendre la direction de la lutte pour la libération des Indes et ils sont sur la bonne voie pour que le B.L.P.I. soit le parti du prolétariat hindou.

Nous leur exprimons ici notre solidarité et saluons en eux les combattants révolutionnaires qui, une fois de plus, sont tombés dans les griffes des impérialistes britanniques.

Voici maintenant quelques détails sur la dernière conférence du parti bolchevik leniniste des Indes et de Ceylan, section officielle de la IV^e Internationale, tenue le 20-25 septembre 1944, quelque part aux Indes.

Donnant le compte rendu de la conférence, l'organe du parti hindou « La Révolution Permanente », écrit avec une fierté bien méritée :

« Des délégués de toutes les sections du parti des Indes et de Ceylan y assistèrent, malgré les difficultés. Il ne nous est pas possible de donner des détails sur ces sections, il suffit de dire que les délégués reflétèrent le caractère de l'organisation hindoue, et son état de développement actuel. »

Les trois questions principales à l'ordre du jour étaient : 1° la situation politique aux Indes ; 2° la situation internationale ; 3° l'organisation du parti.

Sur la question hindoue, la conférence adopta une large résolution dont nous publions le texte. Cette résolution analyse la répercussion de la guerre sur l'économie hindoue et sur les différentes classes sociales aux Indes, esquisse le changement d'attitude de la bourgeoisie hindoue vis-à-vis de l'impérialisme britannique pendant la guerre, analyse les luttes d'août 1942 et leurs conséquences ainsi que les causes de la défaite, examine les intentions et la teneur des conditions proposées par Gandhi à l'impérialisme britannique après sa libération, caractérise la nature et le rôle joué par les grands partis politiques hindous, examine la probabilité et les conséquen-

ces d'un congrès des gouvernements coloniaux sur les grands partis politiques et l'attitude des masses et leurs tendances, et enfin sur cette base développe les tâches politiques du parti dans la période immédiate. (*La Révolution Permanente*, octobre-décembre 1944.)

La majorité de la conférence adopta une résolution à part sur « le Parkistan Slogan » et discuta également sur « un rapport des tendances séparatistes hindoues » que la conférence décida de ne pas adopter mais « de faire circuler pour être étudié et discuté ».

Sur la question de la situation internationale, la conférence adopta deux résolutions, l'une sur l'URSS et l'autre sur la Chine.

La résolution russe considère le changement opéré dans la situation militaire et préconise « l'intensification de la lutte de classes (dans les territoires non soviétiques occupés par l'armée rouge) sans tenir compte de leurs répercussions militaires pour l'armée rouge ». Ensuite la résolution montre le danger d'une restauration du capitalisme en URSS, étant donné l'utilisation que fait le Kremlin de l'armée rouge, agence policière pour la protection de la propriété capitaliste dans les territoires non soviétiques.

La deuxième résolution sur la « Chine dans la guerre mondiale » représente un abandon de la position prise par la IV^e Internationale. Cette résolution déclare que : « En raison de l'enchaînement de la guerre sino-japonaise à la deuxième guerre impérialiste mondiale, la subordination des luttes de Tchoung-King à la guerre réactionnaire des Impérialismes anglo-américains et le changement qu'opère le régime de Tchoung-King vers une pénétration économique et un contrôle politique anglo-américain, la guerre menée par Tchoung-King contre le Japon est vidée de son contenu progressif et ne peut donc plus être soutenue par le prolétariat révolutionnaire, *idem*, la résolution ne nie pas que « La guerre de la Chine de Tchoung-King contre le Japon » est progressive, mais elle maintient que cette « guerre progressive » a été transformée « en un élément subordonné sans grande importance dans le conflit impérialiste qui englobe tout le Pacifique ».

Ceci, pourtant, doit être prouvé, et les faits et les arguments donnés dans la résolution ne sont guère une preuve. Par exemple, l'argument donné pour démontrer la subordination complète de la guerre de la Chine sous le contrôle anglo-américain est la « création du commandement de Stilwell ». Et pourtant l'incident de la liquidation de Stil-

well pourrait être utilisé pour prouver justement le contraire, et on ne prouve rien en démontrant le caractère réactionnaire du régime de Chang Kaï Chek et sa dépendance aux Alliés. Ce qui est décisif, ce n'est pas le caractère du régime de Tchoun-King qui n'a guère changé à travers la lutte — mais le degré actuel d'indépendance conservé par la Chine dans sa guerre progressive contre l'impérialisme japonais.

Jusqu'à présent, la position de la IV^e Internationale maintenait — et maintient toujours — que la guerre de la Chine est restée suffisamment indépendante vis-à-vis des impérialistes, malgré tous les efforts de ces derniers d'enchaîner et de dominer complètement la lutte. Nous ne voyons jusqu'à présent aucune raison valable pour changer notre position.

Sur la question organisationnelle, comme le rapporte la « Révolution Per-

manente », la conférence analyse le passé sur la base d'un rapport présenté par le Comité Central provisoire, et adopte ensuite une large résolution intitulée: « Les tâches organisationnelles du parti dans la période présente, qui fait l'analyse des conditions présentes du parti et définit la politique organisationnelle pour l'avenir immédiat ».

En conclusion, ils constatent à juste titre que:

« Un jeune parti, travaillant illégalement dans les conditions de la pire répression impérialiste, en réussissant à tenir une conférence comme celle-ci, prouve non seulement sa vitalité mais aussi son attachement aux principes de centralisme démocratique et sa détermination d'accomplir sa tâche historique de la construction du parti révolutionnaire du prolétariat hindou, dont dépend le succès de la révolution aux Indes. »

La situation politique actuelle aux Indes

Thèses du Comité Politique du Parti Bolchevik-Leniniste
des Indes et de Ceylan, adoptées le 4 Août 1944.

La deuxième guerre mondiale impérialiste a été aux Indes, au sens le plus direct, le facteur gouvernant de la situation, en particulier depuis l'entrée en guerre du Japon. D'une part il y a eu une corrélation aisément discernable entre les principaux développements de la situation militaire internationale, et les principaux développements de la situation politique aux Indes. Par ailleurs le développement général de la situation militaire — défavorable à l'impérialisme anglo-saxon pendant une longue période, puis lui étant favorable — a eu des conséquences directes sur la situation économique aux Indes, conséquences à effet moins rapide cependant que dans le cas de la situation politique.

L'événement le plus dramatique et le plus spectaculaire qui se soit déroulé aux Indes au cours de l'année dernière a été la famine au Bengale, famine qui a décimé plusieurs millions d'ouvriers agricoles et les couches les plus pauvres de la paysannerie. Elle a marqué le point culminant de ce processus accéléré

— dont l'inflation et le dépouillement du pays de ses principaux stocks de ravitaillement ont été les caractères les plus marquants — par lequel l'impérialisme britannique a transféré sur le dos des masses hindoues toujours misérables, une proportion intolérable du fardeau de son effort de guerre poursuivi en Afrique du Nord, dans le Moyen-Orient et dans le Sud-Est asiatique. Ce fut l'épisode dramatique de la pénurie générale de ravitaillement aux Indes qui, aggravé par une administration et une distribution défectueuses, provoqua également la famine dans le Malabar, l'Orissa, le Kashmir, l'Andhra et d'autres régions plus petites. Une pressuration générale de toutes les provinces sauva les régions de super-production comme le Punjab et le Sind. Telle a été la mesure, en termes de souffrances humaines, des intolérables « sacrifices » imposés par un impérialisme britannique qui va s'affaiblissant régulièrement dans cette zone de l'exploitation capitaliste, la principale après l'Afrique qui demeure encore tota-

lement en proie à cette exploitation. Ceci a mis en relief également le chaos économique extrême (reflété par le développement intensif de la thésaurisation et du marché noir) et la désorganisation administrative (provoquant la crise actuelle au Bengale) qui ont accompagné le travail fébrile consistant à transformer rapidement et impitoyablement l'économie hindoue en économie de guerre, pour servir les besoins militaires de l'impérialisme britannique.

La transformation de l'économie des Indes en économie de guerre s'est encore poursuivie au cours de l'année dernière, mais en se ralentissant. La famine chez les paysans et une poursuite de la transformation sans consolidation des gains déjà acquis auraient mis en péril cette transformation même. La famine parmi les paysans et, chez les ouvriers, une importante série de courtes grèves en corrélation avec l'intolérable pénurie des denrées de consommation courante, amenèrent le gouvernement à prendre une série de mesures. Celles-ci, parallèlement à certaines facilités d'importation provoquées par la nouvelle tournure de la situation militaire, permirent au gouvernement, dès le début 1944, d'arrêter le cours catastrophique de la crise qui menaçait les Indes d'un effondrement économique. Le cours de l'inflation a ainsi été considérablement ralenti, bien qu'il n'ait pas encore été complètement stoppé. (L'émission de papier-monnaie s'accroît toujours d'un ou deux crores par semaine.)

Le ravitaillement et les autres produits élémentaires de consommation sont maintenant distribués d'une manière plus rationnelle — quoiqu'ils n'atteignent qu'un niveau de simple subsistance — au moyen d'un rationnement plus étendu dans les principales villes. Un système de contrôle des prix plus généralisé, bien qu'encore considérablement inefficace a contribué à arrêter quelque peu la montée des prix d'un certain nombre de produits de consommation civile. Simultanément, un accroissement des importations, notamment des céréales et d'un certain nombre de produits de consommation civile, parallèle à la réduction massive (résultat de la victoire anglo-américaine en Afrique du Nord) des besoins de ravitaillement au Moyen Orient, a augmenté la quantité actuelle des stocks de ravitaillement disponibles et contribué à diminuer quelque peu la raréfaction de ces nécessités. La désorganisation générale de l'économie et de l'administration, conséquence de la transition rapide d'une économie de paix à une économie de guerre a été ainsi notablement mise en

échec, bien qu'elle continue à prévaloir de manière importante en de nombreuses régions (le Bengale en étant encore la principale) et dans des branches diverses de l'économie (charbon par exemple). La perspective d'une situation économique destructive conduisant rapidement à la précipitation de luttes de masses, perspective qui semblait proche en 1943 a donc reculé au cours de 1944. Il n'y a aucune raison d'anticiper un brusque changement de ce côté dans la période de l'avenir immédiat.

La paysannerie et la petite bourgeoisie urbaine

Le fardeau toujours plus lourd de l'effort de guerre intensifié pèse sur le dos des masses. La pénurie des produits de première nécessité, provenant du détournement des marchandises de la consommation civile à la consommation militaire est encore aiguë, bien qu'il y ait eu quelque amélioration de la situation sur ce point. En outre, bien que l'inflation ait été retardée, et, avec elle, une hausse brusquée du coût de la vie, le retard lui-même s'est présenté au moment d'une telle chute de la valeur monétaire (la roupie ne vaut aujourd'hui que 5 annas) et d'une telle hausse du niveau des prix (l'index des prix est trois fois plus élevé que celui d'avant-guerre) qu'il n'a signifié aucune amélioration des conditions de vie des masses, mais seulement un retard dans la crise qui a déjà amené d'importantes couches de la population à un état de dénuement total. Le rationnement ne peut apporter de la nourriture aux plus appauvris; pas plus que le contrôle des prix ne peut apporter des quantités de ravitaillement indisponibles. En dépit de diverses mesures prises à contre-cœur par le gouvernement, le marché noir demeure florissant, de même que la thésaurisation, la spéculation et les profits excessifs, et continuera à prospérer tant que la pénurie et l'incertitude provoquées par la guerre continueront d'exister. Comme l'impérialisme britannique, affaibli par la guerre, intensifie son exploitation, les couches déjà paupérisées des masses tombent dans la mendicité ou périssent littéralement.

Les conditions résumées ci-dessus ont frappé la petite bourgeoisie urbaine avec une force dévastatrice. Sans doute beaucoup de petits commerçants sont-ils prospères et il y a eu aussi un accroissement relatif du volume d'emploi de la main-d'œuvre des classes moyennes en particulier dans les administrations gouvernementales civiles et militaires. En dépit de cela, si l'on considère en général les standards de vie de la petite

bourgeoisie, on constate qu'ils ont été bouleversés et le processus d'appauvrissement accéléré. Les conditions objectives entraînent ainsi ces couches de la population sur la route révolutionnaire comme cela a été démontré au cours de la « lutte d'août » (1942) au cours de laquelle, elles et les étudiants en particulier, ont été partout à l'avant-garde. Leur attitude subjective a subi cependant une transformation depuis cette époque. La défaite totale les a complètement démoralisées, et, sauf une petite partie dont la conscience politique est largement développée, elles ont temporairement tourné le dos à la politique.

La grande majorité de la paysannerie n'a tiré aucun bénéfice de la hausse des prix des denrées agricoles. En réalité le poids le plus lourd du fardeau de la guerre pèse sur les paysans pauvres et sans terres, c'est-à-dire sur la partie de la population la moins apte à le supporter. Prises dans les tenailles des prix agricoles assez stables bien que quelque peu en hausse, et des prix toujours plus élevés des produits industriels, la couche la plus pauvre et la plus dépourvue de la paysannerie moyenne a été amenée au dénuement, à la famine et à la misère. Même dans les régions les plus dépourvues, où les prix du ravitaillement ont dépassé de 10 à 25 fois ceux d'avant-guerre, ce sont les couches supérieures de la paysannerie, et particulièrement les riches, qui ont bénéficié de la hausse des prix des produits agricoles. Le résultat du jeu de ces différents facteurs a été une accusation plus aiguë des différences dans la paysannerie. Les paysans pauvres et ceux des classes moyennes inférieures ont dû vendre leurs terres aux paysans riches ou à ceux des classes moyennes supérieures non seulement au Bengale frappé par la famine, mais aussi par exemple dans le Sind à l'agriculture prospère. Ceci s'est opéré sur une telle échelle qu'une législation a dû être introduite dans ces provinces — tentative qui eut été vaine même si elle n'eut été malhonnête — pour arrêter le développement de ces procédés. Les conditions objectives entraînent ainsi la paysannerie pauvre et sans terre vers une solution révolutionnaire de leurs problèmes. Cependant ces conditions sont aujourd'hui inhumaines à un tel degré qu'elles les privent de tout pouvoir d'action, la volonté d'agir mise à part. Les affamés ne peuvent se battre — pas plus que ceux qui sont trop bien nourris. Arrivés à ce stade, c'est vers la paysannerie moyenne que nous devons nous tourner pour l'action politique. La « lutte d'août » l'a bien démontré car, dans les régions où s'est soulevée

la paysannerie, c'est surtout cette partie d'entre elle qui est passée à l'action. Cependant, dans ce cas également, la répression qui suivit entraîna une démoralisation générale. D'autres facteurs doivent intervenir avant que la paysannerie ne bouge de nouveau.

Le Proletariat

La classe ouvrière a été directement touchée par l'accroissement des prix et par la pénurie de produits de première nécessité, mais à un degré qui n'est pas comparable à celui qui a frappé la petite bourgeoisie urbaine. Nous y voyons deux raisons: tout d'abord la chute des salaires bruts, compensée seulement en partie par l'indemnité de vie chère, a été effectivement équilibrée par le groupement de plusieurs gains dans une seule famille. L'embauche industrielle s'est accrue nettement et rapidement pendant la guerre. Le volume de l'embauche générale des travailleurs a probablement doublé, et dans chaque famille les adultes se trouvent donc aujourd'hui munis d'un emploi.

D'autre part, le gouvernement — intéressé comme il l'est à une production de guerre ininterrompue, et anxieux d'éviter un malaise général dans la classe ouvrière, malaise pouvant prélude à un autre soulèvement des masses — le gouvernement a délibérément poursuivi une politique d'apaisement vis-à-vis du prolétariat industriel, en lui fournissant, quoique souvent avec retard, les quantités minima de nécessités élémentaires, à des prix contrôlés. Des magasins de céréales d'abord, vendant par la suite d'autres produits de première nécessité ont été ouverts dans les principaux ateliers et usines et le gouvernement, en donnant priorité au ravitaillement de ceux-ci visait à prévenir des pénuries indûment prolongées ou sévères à l'excès. Cette politique suivie par la rapide suppression de tout militantisme ouvrier (arrestation des meneurs de grèves, etc.) et aidé comme l'a été l'impérialisme britannique par la bureaucratie des syndicats et les staliniens qui partout agissent ouvertement en agents de l'impérialisme britannique, le gouvernement a réussi à éviter toute action générale ou prolongée de la classe ouvrière.

Des luttes économiques sporadiques ont cependant eu lieu dans toutes les régions industrielles à propos du ravitaillement, de l'indemnité de vie chère et des questions de primes. Le total des travailleurs ayant pris part à ces luttes au cours des neuf mois qui suivirent novembre 1942 atteint un chiffre très élevé. Mais ces luttes ont été générale-

ment courtes et à caractère de protestation. De là leur impossibilité de se développer en une série systématique et organisée de mouvements axés sur des questions générales comme celles du ravitaillement, de l'indemnité de vie chère ou des primes sur lesquels l'opinion de la classe ouvrière est certainement unanime, sinon très profondément ancrée. Mais en même temps elles ont mené à certaines concessions sur ces mêmes questions et ont servi à démontrer que malgré l'effet démoralisateur de la défaite d'août et son influence sur la classe ouvrière, l'abattement qui a prévalu sur les masses petites-bourgeoises n'a pas submergé la classe ouvrière d'une manière aussi décisive. Il faut en voir la raison dans le fait que la classe ouvrière, considérée dans son ensemble et bien que sympathisante, n'est pas entrée dans l'action militante (sauf en certains cas isolés: Tata, Nazar) pendant la lutte d'août. Ceci a été sans doute la cause principale de la défaite d'août, mais ce même fait a empêché en même temps la défaite d'exercer une influence profonde sur les perspectives de la classe ouvrière et sur son attitude pour la lutte. Ainsi la classe ouvrière ne reste pas tranquille, elle est même agitée. Mais cette agitation ne va pas jusqu'à l'action consciente indispensable aujourd'hui même dans les luttes économiques localisées, étant donné que celles-ci, dans les conditions actuelles de la guerre, tendent à se transformer rapidement en action politique.

Etant donné l'amélioration temporaire de la situation économique, on ne peut guère prévoir de profondes luttes prolétariennes dans l'immédiat, à moins d'événements imprévus, qui changeraient la situation.

La bourgeoisie et landlords hindous ont largement profité de la guerre et continuent à s'enrichir, malgré les taxes excessives sur le profit, l'augmentation de l'impôt sur le revenu et les mesures gouvernementales contre le marché noir. Mais l'augmentation de leurs ressources principales de richesse ne correspond aucunement avec une expansion industrielle. Quoique les exigences de la guerre ont amené l'impérialisme britannique à autoriser une certaine expansion de certaines branches de l'industrie pour subvenir aux besoins de la guerre, cette expansion ne correspond même pas aux nécessités militaires. Les intérêts à long terme du capital financier britannique empêchent toute expansion importante de l'industrie hindoue.

En conséquence, le Gouvernement prévient délibérément toute expansion de ce genre en utilisant les emprunts forcés,

l'impôt sur l'excédent des bénéficiaires, l'instauration de monopoles à caractère semi-gouvernemental, la limitation du commerce, le blocage des marchandises soit directement ou en refusant toute facilité de transport, le contrôle des changes, l'importation de denrées de consommation pouvant être fournies par l'industrie hindoue au lieu de marchandises importantes dont cette même industrie a un besoin urgent, etc., etc.

L'attitude de la bourgeoisie hindoue vis-à-vis de l'impérialisme britannique a été fortement influencée par son estimation de la situation militaire. Rien ne le démontre mieux que les fluctuations de la politique du temps de guerre du parti de la bourgeoisie hindoue, l'« Indian National Congress ».

À la déclaration de la guerre, le « Congrès » était au pouvoir dans 7 des 12 provinces de l'Inde. Ces « Congress Governments » qui étaient entrés en fonctions en 1937 avec l'intention politique déclarée de rompre intérieurement la Constitution, se trouvèrent pris au contraire dans le cadre d'acier de l'administration impérialiste, et on put constater qu'ils appliquaient sans mauvaise volonté cette Constitution, en coopération active avec le Vice-Roi, les Gouverneurs et l'Administration (Civil Service).

La politique du parti du Congrès, lorsque ce dernier fut en fonction, si elle a été un peu moins réactionnaire, à beaucoup d'égards, que celle de l'administration impérialiste dans le passé (concessions à la paysannerie, remise en liberté des prisonniers politiques, etc.), s'est avérée, dans les questions essentielles, sans différence avec celle de l'impérialisme lui-même, notamment vis-à-vis de la classe ouvrière.

La Bourgeoisie hindoue

À Bombay, à Madras et dans les Provinces Unies (Cawnpore) les « Congress Governments » n'hésitèrent pas à tirer sur les grévistes; et le gouvernement de Bombay, en dépit d'une opposition organisée de la classe ouvrière, présenta et fit voter rapidement une loi syndicale réactionnaire, qui frappait directement le droit fondamental de la classe ouvrière, le droit de grève. Il est certain que ces souvenirs amers ont joué un rôle déterminant dans l'attitude de la classe ouvrière lors de la « lutte d'août », qui, bien que spontanée, fut dirigée uniformément au nom du Congrès National Hindou.

La déclaration de la guerre trouva donc les « Congress Governments » et avec eux le Congrès lui-même, considérablement dépouillés de leur prestige et avec une influence décroissante sur les

masses. Le Gouvernement s'y trouva également dans une impasse. Avec leurs pouvoirs limités et leurs moyens financiers limités, ils se trouvèrent incapables de continuer, même au moyen des mesures timidement libérales qu'ils savaient nécessaires pour endormir les masses. Ils se trouvèrent au contraire fortement engagés dans l'administration routinière d'un régime auquel ils étaient censés s'opposer.

La guerre donnera à l'Etat-Major du Congrès le moyen de se tirer de l'impasse qui se formait. Prenant comme argument le fait que l'Inde avait été entraînée dans la guerre sans être consultée — ce qui, bien entendu, était vrai, mais point surprenant — l'Etat-Major ordonna aux « Congress Governments » de rendre les guides du pouvoir, ce qu'ils firent, à des degrés variés de mauvaise volonté et de retard, prenant grand soin d'aplanir le chemin pour l'administration directe par les impérialistes britanniques.

Ayant ainsi acquis la liberté de mouvement nécessaire, l'Etat-Major du Congrès se mit à la tâche afin d'arriver aux buts de guerre de la bourgeoisie hindoue, c'est-à-dire l'utilisation des difficultés de temps de guerre de l'impérialisme britannique et Cie, en demandant à l'impérialisme britannique de définir ses buts de guerre, notamment en ce qui concerne l'Inde. Cette manœuvre était destinée à provoquer une déclaration sur les conditions de marché proposées par l'impérialisme britannique. Celui-ci déjoua aisément la manœuvre par des platitudes.

Le Congrès fut donc obligé d'exprimer ses propres propositions. Ceci fut fait en juillet 1940 dans une motion votée à l'assemblée du AICC à Poona. Dans cette motion, manifestement influencée par les victoires allemandes en Europe, le Congrès offrit la coopération en échange d'une déclaration sans équivoque de l'indépendance de l'Inde et de la formation d'un gouvernement national. Comme introduction à cette demande, et pour démontrer la sincérité du Congrès dans son offre d'aide à la guerre, le Mahatma Gandhi, pacifiste déclaré, fut relevé de ses fonctions de chef du Congrès. La seule réponse donnée par l'impérialisme britannique de l'offre du Congrès fut exprimée par le Vice-Roi Linlithgow en août 1940. C'était une proposition d'élargir le Conseil Exécutif du Vice-Roi et une répétition hautaine de la détermination de la Grande-Bretagne à rester au pouvoir aux Indes, arguant de son rôle de « protection des intérêts des minorités ».

Placé dans cette situation, le Congrès

dut rechercher les moyens d'exercer une pression sur son partenaire récalcitrant. Il se heurta alors à une difficulté. Il est important de noter que le Congrès, à ce moment où plus tard, ne définit jamais la guerre comme guerre impérialiste, et que les leaders du Congrès exprimèrent ouvertement leur sympathie pour les puissances alliées. Le Congrès devait ainsi rechercher une manière de montrer son opposition qui n'embarrassât pas l'effort de guerre britannique. La solution fut trouvée, comme il fallait s'y attendre, par le Mahatma Gandhi.

La solution fut... « le satyagraha individuel ». Ceci dans le but formel de prévenir toute action de masse et toute atteinte à l'effort de guerre. A partir d'octobre 1940, des hommes choisis dans le Congrès allèrent crier des slogans après avoir informé les autorités de leurs intentions. Évidemment ils furent promptement arrêtés. Cependant cette politique fut poursuivie jusqu'en décembre 1941, date à laquelle elle fut supprimée après la remise en liberté de tous les prisonniers satyagrahi. Le Congrès recherchait un autre moyen — lorsqu'arriva l'avènement de Pearl Harbour.

La tactique de Gandhi

L'avance rapide des Japonais à travers le Pacifique et jusqu'aux portes des Indes transforma la situation politique aux Indes. Le prestige de l'impérialisme britannique fut rudement secoué, de même le sens du pouvoir britannique inébranlable. Les voix des masses s'élevèrent, et avec elles le sens bourgeois de l'opportunité. Proportionnellement l'intransigence de l'impérialisme britannique se relâcha visiblement, et il rechercha un arrangement avec le Congrès dans le but de se consolider.

Tel fut l'arrière-plan de la mission Cripps. Quoique les propositions de Cripps fussent théoriquement une offre de statut de Dominion pour l'après-guerre, elles étaient en réalité hérissees de conditions qui annulaient pratiquement l'offre. Une condition, en particulier, stipulait qu'avant tout « transfert de pouvoirs », un traité devra être signé qui « couvrira toutes les questions s'élevant nécessairement du transfert complet des responsabilités des mains des Britanniques à celles des Hindous... (et) qui prévoiera, en accord avec les assurances données par le Gouvernement de Sa Majesté Britannique, la protection des minorités raciales et religieuses. »

Avec cette clause vague et de grande portée, l'impérialisme britannique conservait un pouvoir de manœuvre qui lui permettrait d'insister sur presque toutes les conditions qu'il choisirait d'imposer,

et même de se dérober complètement hors des propositions. En outre, aucun changement au statut de l'Inde n'était envisagé pendant la guerre. Au contraire, bien que les « leaders des principaux groupes du peuple hindou » étaient invités à participer aux « conseils de leur pays », ceci n'apportait pas de différence à une offre précédente du Conseil Exécutif du Vice-Roi, par le fait que le Conseil demeurait consultatif et que les pouvoirs du Vice-Roi demeuraient toujours aussi absolus. Les négociations de Cripps avec le Congrès se rompirent à propos de cette question des pouvoirs du Vice-Roi.

Cependant, la véritable raison de l'échec des négociations était le brusque changement dans la situation militaire. La menace de l'application de la « tactique de la terre brûlée » dans le cas de l'invasion japonaise attendue, avait poussé brusquement vers la gauche certaines parties de la bourgeoisie hindoue. En outre, l'avance japonaise avait non seulement durci l'attitude de la bourgeoisie hindoue vis-à-vis de l'impérialisme britannique, mais encore l'avait changée radicalement. Envisageant la possibilité au succès d'une invasion japonaise aux Indes, la bourgeoisie hindoue commença de considérer non seulement la modification des conditions de son association avec l'impérialisme britannique, mais encore l'éventualité d'un changement de partenaires: c'est-à-dire la possibilité du remplacement de l'impérialisme britannique par l'impérialisme nippon. En d'autres termes, la bourgeoisie se prépara à franchir l'obstacle afin de pouvoir décider de quelle manière sauter le moment venu.

A partir de ce moment, les événements se déroulèrent rapidement. Le Comité Exécutif du Congrès se réunit en juillet et annonça ses dernières conditions pour un accord avec l'impérialisme britannique. Celles-ci étaient « le retrait du Gouvernement britannique aux Indes » immédiatement et la négociation d'un traité entre « l'Inde libre » et la Grande-Bretagne, pour « l'établissement de relations futures et la collaboration des deux pays en tant qu'alliés dans la tâche commune de se dresser contre l'agresseur ». Toutefois était associée à ces conditions la menace déclarée d'une lutte de masses par la « non-violence » si elles n'étaient pas acceptées. Une assemblée du A.I.C.C. fut convoquée en août pour ratifier cette décision. Avec la situation militaire qui empirait pour la Grande-Bretagne, le Congrès était passé de l'aide conditionnelle à l'opposition déclarée. Il appartenait à l'impérialisme britannique de jouer le coup suivant.

La réponse de l'impérialisme britannique fut catégorique et dramatique — pas de paroles, mais des actes. Le matin même qui suivit l'assemblée de l'A.I.C.C. du 8 août à Bombay, au cours de laquelle le Congrès avait autorisé une action de masse sous la conduite du Mahatma Gandhi pour forcer l'impérialisme britannique à accepter les conditions du Congrès, le Gouvernement frappa ce dernier au moyen d'une série étendue d'arrestations simultanées qui paralysèrent complètement l'organisation du Congrès.

Le mouvement du 9 août

L'action du Gouvernement provoqua une réponse des masses inattendue, rapide, générale et violente. Ce fut le soulèvement de masses qui commença le 9 août 1942. Ce soulèvement avait le caractère d'une rébellion spontanée contre le pouvoir britannique. Il est important de noter, cependant, d'une part, qu'il ne s'étendit pas dans d'importantes provinces comme le Punjab; et, que d'autre part, sauf dans certaines régions comme le Bihar du Nord, les Provinces Unies de l'Est, les districts d'Orissa et de Midnapore la révolte ne dépassa jamais les propositions d'une démonstration violente. Ceci provenait des perspectives que la bourgeoisie elle-même avait présentées aux masses généralement par l'entremise du Congrès et en particulier par l'intermédiaire du Mahatma Gandhi. Ces perspectives étaient exactement comprises dans le slogan de ce dernier « quitter l'Inde » qui était davantage une invitation aux Britanniques à quitter l'Inde qu'un appel aux masses à les en chasser. En d'autres termes, les projets du Congrès n'étaient pas de rejeter le Gouvernement impérialiste et de s'emparer du pouvoir, mais, au maximum, de paralyser l'administration du gouvernement afin de s'attribuer une portion déterminée du pouvoir.

Cette analyse des projets du Congrès en août n'est en aucun cas refutée par le slogan du 8 août « l'action ou la mort » (Do or Die) lu dans le contexte de l'action « non violente » et de la rébellion « déclarée » dans lequel le Mahatma Gandhi l'avait inclus. Le slogan « l'action ou la mort » n'était pas en lui-même un appel à une attaque organisée de masse contre la puissance impérialiste britannique, mais un appel à l'action individuelle du type anarchiste — Que chacun se considère libre et agisse comme s'il était libre — tel était le conseil de Gandhi lui-même.

La raison principale pour laquelle le mouvement d'août ne dépassa pas d'une manière significative les limites des

perspectives de la bourgeoisie réside dans l'échec de la classe ouvrière de passer à l'action militante d'une façon décisive. Cet échec a été dû surtout à l'absence d'un parti révolutionnaire de la classe ouvrière pour conduire les masses. Il n'y a pas de doute que le Parti Communiste a agi en freinant sur la classe ouvrière. Et sans doute y avait-il méfiance de la classe ouvrière quant à la direction bourgeoise, à Bombay particulièrement. Mais si l'on considère le fait que la classe ouvrière a effectivement démontré sa solidarité par un arrêt généralisé du travail, elle serait sans doute passée à l'action militante s'il eût existé un parti de la classe ouvrière pour lui fournir une direction militante. Tel qu'il se présentait, sans la participation d'un parti de la classe ouvrière militante, le mouvement était voué à l'échec.

Il échoua d'une façon désastreuse. Le mouvement fut violent, mais le Gouvernement s'y opposa avec une énorme démonstration de violence organisée, jamais égalée aux Indes depuis la Grande Mutinerie de 1857. En certains endroits, dans le Bihar par exemple, le mouvement atteignit des proportions révolutionnaires, de petits états furent pour de courtes périodes rejetés comme de l'écume sur la crête d'une vague rapide. Les proportions atteintes par la lutte en intensité eurent pour conséquence des proportions similaires dans la chute de la défaite complète. Et surtout étant donné que les petits bourgeois qui dirigeaient le mouvement et les petits bourgeois qui combattaient — ce fut principalement un soulèvement petit bourgeois — manquaient de l'avant-garde de la classe ouvrière avec ses perspectives révolutionnaires solides et se trouvaient liés par la perspective bourgeoise de la « politique de pression » distincte de la politique révolutionnaire, c'est-à-dire liés par une action violente, sans but révolutionnaire précis, ils se détachèrent de la lutte au moment de leur défaite, déconcertés et troublés. Passant d'un sentiment de désappointement au sentiment de la futilité de son action, la petite bourgeoisie non seulement s'éloigna de la lutte, mais aussi de la politique. Autrement dit elle fut complètement démoralisée.

Pendant ce temps, la bourgeoisie avait une fois de plus changé son fusil d'épaule. L'effondrement de la lutte de masses avait été suivi d'un tournant aigu de la situation militaire. Les Japonais sont certes encore aux portes de l'Inde, mais ils n'y frappent plus. Les Allemands ont été repoussés depuis El Alamein et Stalingrad à travers toute l'Afrique du Nord d'une part et toute la

Russie d'autre part. Les Russes s'approchent des frontières orientales de l'Allemagne. Les armées anglo-américaines ont débarqué et avancé en Italie, débarqué et consolidé une tête de pont en Normandie. Dans le Pacifique, le Japon est repoussé de sa ligne de défenses insulaires extérieures à sa première ligne de défenses intérieures. Partout l'axe est sur la défensive ou bat en retraite; et l'impérialisme anglo-américain, conscient de sa puissance écrasante, envisage triomphalement la victoire et la domination incontestée du monde.

Après la lutte d'août

La bourgeoisie hindoue a réagi rapidement devant ce changement de la situation favorable à l'impérialisme britannique. Une fois de plus elle est descendue de l'obstacle sur lequel elle s'était juchée, pour tomber aux côtés de l'impérialisme anglo-américain. Bien qu'elle jette encore des coups d'oeils furtifs dans la direction des impérialistes américains (depuis longtemps déjà elle a fait appel à Roosevelt pour sortir de « l'impasse » politique où sont placées les Indes) elle a au moins pour le moment décidé ouvertement de lier son sort à celui de l'impérialisme britannique. Cependant, toujours prêts à se vendre au plus offrant, elle regarde toujours de tous côtés pour voir si quelques petites concessions ne peuvent être sauvées du naufrage des espoirs de 1942.

Le premier signe de ce changement dans l'attitude de la bourgeoisie se produisit en fait déjà pendant la lutte d'août. Effrayée par la violence des masses, elle serra vivement les cordons de la bourse du Congrès au reçu d'une assurance officieuse du gouvernement stipulant que la tactique de la « terre brûlée » ne serait pas appliquée aux Indes dans le cas d'une avance japonaise. Des signes plus manifestes du changement de l'attitude de la bourgeoisie apparurent cependant plus tard, sous la forme d'une tapageuse campagne de presse pour la sortie hors de « l'impasse » politique. Ceci en fait était une demande adressée à l'impérialisme de prendre l'initiative, de reprendre des négociations avec ce même Congrès où il venait d'être écrasé, comme Churchill l'avait toujours préconisé. L'impérialisme fut intraitable. Il exigea la « reddition inconditionnelle », le ton des journaux, dès lors, marqua un changement significatif. Après une demande de libération des membres directeurs du Congrès emprisonnés, vint une demande de facilités pour permettre à la direction emprisonnée au Congrès de se réunir afin de faire de nouvelles propositions.

L'impérialisme demeura toujours intraitable; il ne désirait pas négocier de quelque manière que ce fut. Il demandait que la direction du Congrès se présentât vêtue de haillons et couverte de cendre pour accepter les conditions que lui (impérialisme britannique) était prêt à imposer. L'impasse subsista donc.

Le Plan de Bombay

Pendant ce temps, avec ou sans accord politique, la bourgeoisie entrait en collaboration étroite avec le gouvernement. L'économie détermine la politique. Non seulement la bourgeoisie tirait des bénéfices de la guerre, mais envisageait aussi le monde d'après-guerre. Ayant échoué à réaliser son ambition du pouvoir, elle tenait au moins à occuper certaines positions stratégiques de la machine administrative afin de sauvegarder et si possible d'avancer quelque peu ses intérêts. En d'autres termes, elle désirait que le Congrès fut en fonctions une fois de plus. Le problème résidait dans la façon de frayer un chemin à un accord politique.

La bourgeoisie, ou plutôt sa partie dominante, la grande bourgeoisie, les Tatas et les Birlas, résolurent ce problème par un coup de maître — le Plan de Bombay. Ce plan, dont la forme présente un schéma de l'industrialisation de l'Inde, est en fait un projet pour l'exploitation plus systématique de l'Inde par une combinaison du capital anglo-américain et du capital hindou. C'est également un plan de propagande pour replacer une fois de plus l'opinion des masses à suivre la bourgeoisie au moyen de promesses abondantes de prospérité sous une direction bourgeoise (le plan présente le relèvement du standard de vie des masses comme son but, quoi qu'il n'indique pas les moyens de réaliser ce but, sauf en tant que sous-produit hasardeux de la recherche bourgeoise du profit). Par-dessus tout, c'est la base de la réouverture des négociations par le Congrès pour un accord de reddition. Les auteurs du plan soulignent la nécessité d'un « Gouvernement National », c'est-à-dire d'un gouvernement d'exploiteurs indigènes sous impérialisme britannique, comme instrument indispensable pour la réalisation de leur projet.

La manœuvre est audacieuse — et elle a réussi. En détournant l'attention de la « politique » à « l'économie », ses auteurs ont réussi à créer l'atmosphère d'une reddition du Congrès qui peut ressembler à quelque chose comme une « paix honorable » — un retour à la fonction publique pour « servir le peuple ». Et dans cette atmosphère le Mahatma Gandhi, maître-stratège du

Congrès, est de retour une fois de plus.

Depuis son élargissement, le Mahatma Gandhi a fait trois avances successives dans la direction préconisée par la bourgeoisie — et les impérialistes. Il a annoncé que la clause sanctionnelle de la résolution d'août était périmée; ceci signifie que le Congrès a abandonné son rôle d'opposant actif. Il a condamné la violence de ceux qui l'ont suivi et fait appel aux « résistants » pour se rendre au gouvernement. Il a ainsi de ce fait condamné la lutte d'août elle-même, car celle-ci a été universellement violente; organisée autant qu'elle ait été organisée au tout, et soutenu par des éléments clandestins. Enfin, il a proposé de nouvelles conditions comme base de négociations avec le gouvernement.

Les conditions offertes maintenant par le Mahatma Gandhi ont une signification à double portée. Elles abandonnent la demande faite aux Britanniques de quitter l'Inde; elles offrent une coopération totale dans la guerre. Tout ce que Gandhi se borne à demander pour maintenant est un « gouvernement national » central, qui devra diriger l'administration civile de manière à servir l'effort de guerre impérialiste (l'administration militaire y compris les transports, etc., etc., est hors de ses attributions).

L'impérialisme a déjà fait savoir, par l'intermédiaire de M. Amery que ces conditions ne constituent pas une base suffisante pour des négociations immédiates. Bien que Wawell ait abandonné « les haillons et la cendre », il demande toujours en substance la reddition inconditionnelle. Le Congrès sera-t-il d'accord sur ce point?

! Telle est la question immédiate qui se pose dans la politique hindoue. Et une seule réponse peut y être formulée: le Congrès se rendra; seule demeure à trouver la formule appropriée qui lui sauvera la face. Le Congrès aura ainsi effectué un tour complet, avec la situation militaire, il sera une fois de plus en fonctions, et cette fois sans l'intention de rompre la Constitution à l'intérieur, mais au contraire pour l'appliquer.

Quelles sont les conséquences probables du prochain accord Congrès-Gouvernement, a) sur les partis politiques et b) sur les masses?

En ce qui concerne les partis politiques — le Congrès, en réalisant cet accord et cette reprise de fonctions, se discréditera une fois de plus à la fois aux yeux des masses et aux yeux des sections les plus radicales de ses propres membres, étant donné notamment que ceux qui ont vraiment combattu pendant la lutte demeureront probablement

dans les prisons impérialistes. Cette section radicale manifeste déjà un mécontentement non dissimulé devant les manœuvres opérées par le Mahatma Gandhi vers la reddition. Ainsi, lorsque l'accord interviendra, une portion de ce groupe s'éloignera vraisemblablement du Congrès à la recherche d'une autre organisation, qu'elle soit déjà existante ou qu'elle doive être créée. De plus, une fois le Congrès à nouveau en fonctions, et d'une part prenant ainsi sur ses propres épaules la responsabilité des mesures répressives de temps de guerre du gouvernement impérialiste, d'autre part s'associant directement dans l'esprit des masses avec l'exploitation intensifiée et la misère provoquée par la guerre impérialiste; les masses désillusionnées se détourneront du Congrès à la recherche d'autres dirigeants. En bref, les intellectuels radicaux et les masses petites bourgeoises qui ont jusqu'alors suivi le Congrès non seulement l'abandonneront, mais se dresseront contre lui.

Et le Parti Socialiste Congressiste (Congress Socialist Party-C.S.P.)? Il est important de noter que la conduite officielle de la lutte d'août vint de cette organisation hybride de radicaux petits-bourgeois qui s'accrochent encore aux cordons du tablier de la bourgeoisie. La lutte a découvert le masque de leur idéologie limitée et de leurs méthodes inefficaces, spécialement après le recul du mouvement de masses. La direction du C.S.P. comprit la nécessité de la violence, mais ne sut pas la mener d'une manière organisée dans un but révolutionnaire. De là l'orgie de destruction négative non accompagnée d'une tentative constructive de prise du pouvoir.

Les dirigeants du C.S.P. reconnurent trop tard la nécessité d'une action de la classe ouvrière; mais ils ne savaient pas — ou s'ils le savaient n'osèrent utiliser — l'appel à l'argument de classe pour l'action militante (car ceci aurait précipité sur leurs têtes le juste mécontentement de leurs maîtres bourgeois). Au contraire, lorsque la lutte rétrogradait déjà, ils firent appel à la classe ouvrière pour quitter les usines et retourner aux villages, cherchant ainsi à utiliser les ouvriers comme de simples gages dans leur plan visant à maintenir artificiellement la lutte. Il n'est pas étonnant, de ce fait, que la classe ouvrière ne se soit pas émue des derniers appels du C.S.P.

La direction du C.S.P. se trouva ainsi à la tête d'un soulèvement paysan d'une admirable combativité, qui cependant ne put se développer plus sérieusement, car il s'accrochait au mot d'ordre du Congrès: pas de menace à la propriété. En

conséquence la seule méthode donnant un caractère plus profond et plus large à la lutte des paysans ne fut jamais utilisée. « La Terre aux Paysans » ne fut jamais stipulé par le C.S.P., mais seulement « Refuser de payer l'impôt sur la terre », « Contre le Gouvernement, mais non contre la propriété », tel fut le contenu de sa politique pour la paysannerie.

Le Parti Socialiste Congressiste (Congress Socialist Party C.S.P.)

Lorsque le mouvement de masse commença à se retirer de l'impasse créée par les perspectives limitées et la répression du gouvernement, la seule manière selon laquelle le C.S.P. imagina de continuer et de raviver le combat fut l'aventurisme. Les bandes de partisans combattant en guérilla, qui non seulement luttèrent contre le gouvernement, mais obligeaient au moyen de menace les paysans désormais réticents à les aider, caractérisèrent la méthode du C.S.P. dans les campagnes. Un groupe de saboteurs lançant des bombes à l'occasion, caractérisèrent la méthode employée dans les villes. Mais ces méthodes consistant à « poursuivre » la lutte individuellement et à « électrifier » les masses défaites pour les engager une fois de plus dans la lutte échouèrent misérablement comme elles devaient fatalement échouer. Le mouvement de masses se mourait et aucune des méthodes du C.S.P. ne pouvait lui redonner la vie. Ainsi les dirigeants du C.S.P. qui, par la force des circonstances (les dirigeants bourgeois officiels ayant été jetés en prison par l'impérialisme) reçurent d'une manière inattendue une chance de mettre en pratique les paroles « révolutionnaires » prouvèrent complètement qu'ils étaient simplement incapables, en pratique, de dépasser les limites de la « politique de pression » des bourgeois et que, quoi qu'ils fussent d'étiquette « socialiste », ils n'étaient en fait que « congrès ».

Cependant, en dépit de ces faits, le C.S.P. a gagné en prestige et en influence parmi les adhérents radicaux du Congrès les plus jeunes en raison de sa rupture avec la tradition de non-violence du Congrès et son effort déterminé à donner à la lutte à la fois une organisation et une direction. Mais avec la défaite de la lutte d'août et spécialement le retour du Mahatma Gandhi à la politique active ayant pour conséquence le renforcement de l'aile droite du Congrès, le C.S.P. se trouve en posture de plus en plus anormale dans le Congrès. Lorsque viendra l'accord Congrès-Gouvernement, il se trouvera dans un dilemme.

Un tel accord entraînera la coopération du Congrès à la guerre de l'impérialisme britannique et la participation du Congrès à l'exploitation des masses. Il sera impossible au C.S.P., s'il demeure fidèle à sa tradition d'août, d'appuyer une telle politique. Et il est extrêmement douteux que l'Etat-Major du Congrès tolérera, dans une telle éventualité, qu'il se dresse en opposition organisée au sein du Congrès. Le C.S.P. sera ainsi obligé de choisir — et ce choix ne peut que mener à la disparition politique du C.S.P. en tant qu'organisation distincte, car il devra soit se rendre à l'aile droite réactionnaire du Congrès ou quitter ce dernier définitivement. La prévision la plus valable est celle d'une scission au sein du C.S.P. L'aile droite du C.S.P. s'est déjà rendue à l'Etat-Major réactionnaire du Congrès. C'est donc l'aile gauche du C.S.P. qui se verra forcée de choisir. Si elle se vend, elle est politiquement condamnée. Si elle se retire, cependant, il importe de savoir si elle peut entraîner avec elle assez d'adhérents pour lancer une nouvelle organisation qui constituerait un développement entièrement nouveau de la politique hindoue pour autant qu'il marquerait l'apparition de l'équivalent hindou du Parti Socialiste Révolutionnaire de la Russie tsariste (l'influence qu'a pu posséder le C.S.P. s'est toujours exercée parmi les couches supérieures de la paysannerie et non sur les couches les plus inférieures de la classe ouvrière). Il est actuellement impossible de déterminer l'issue probable de cette question, étant donné particulièrement que les dirigeants de l'aile gauche et la plupart de ses adhérents actifs sont dans les geôles impérialistes et incapables de faire quoi que ce soit en ce qui concerne les manœuvres actuelles vers la reddition. Quoi qu'il advienne, le C.S.P. en tant que tel n'a pas d'avenir politique, même s'il a un passé.

Le Parti Communiste des Indes, poursuivant sa politique d'aide inconditionnelle à l'effort de guerre impérialiste britannique, s'est opposé ouvertement et activement à la lutte des masses, se faisant ainsi l'instrument de la politique britannique aux Indes. Le rôle confusionniste et diversionniste joué par les Staliniens au paroxysme de la lutte des masses a été d'un prix incalculable pour l'impérialisme britannique, notamment du fait qu'ils empêchèrent la classe ouvrière de prendre la direction, ce qui seul aurait pu donner à la lutte des masses l'impulsion d'une attaque effective contre le pouvoir impérialiste.

Leur rôle de traîtres a eu pour résultat la perte pour eux de l'influence politique qu'ils avaient pu acquérir sur les

masses pendant leur illégalité. Mais il leur est toujours possible d'agir en tant que frein sur la classe ouvrière au cours de ses luttes économiques en raison de leur contrôle bureaucratique d'un nombre considérable de syndicats et des possibilités d'activité et de propagande légale que l'impérialisme britannique trouve à sa convenance de leur accorder.

Ils sont actifs aujourd'hui au service de l'impérialisme britannique. Dans le domaine économique, ils poursuivent une campagne pour une production accrue et ininterrompue. Dans le domaine politique, ils font des tentatives fébriles pour détourner le mécontentement causé par la pénurie et la hausse du coût de la vie loin de ses causes véritables: la guerre impérialiste et l'impérialisme en suggérant que tout cela est dû à des « agents de la 5^e colonne » ou à la théaurisation ou aux stupidités de la bureaucratie qu'ils séparent de son cadre impérialiste. Toutefois leur principale activité politique est l'organisation de la plus honteuse « campagne d'unité » de collaboration de classes dirigée dans le but de gagner l'appui des masses à un « gouvernement national » sous l'impérialisme, qui ne pourrait que représenter une alliance des féodaux, de la bourgeoisie hindoue et des impérialistes contre les masses elles-mêmes. Avec la signature de l'accord Congrès-Gouvernement, les Staliniens entreprendront également pleinement la tâche d'être les coolies de la bourgeoisie hindoue. Il est fort probable qu'ils chercheront à entrer dans le Congrès National Hindou. Mais si oui ou non le P.C. est accepté au sein du Congrès, il jouera dans la classe ouvrière le rôle d'un agent du Congrès bien plus efficace que le C.S.P. l'a fait ou ne le fera jamais.

Un accord Congrès-Gouvernement aura sans doute d'importantes modifications dans les organisations politiques féodales, c'est-à-dire la Ligue Musulmane et le « Hindu Maha Sabha ». Pendant la « lutte d'août », l'impérialisme britannique, devant lequel se dressait une révolte de masses et l'opposition de la bourgeoisie hindoue, s'appuya plus lourdement que jamais sur ces organisations féodales. Il utilisa tous les moyens, notamment pour renforcer la Ligue Musulmane et pour la patronner vers une position politique. En même temps, le reflux de la lutte des masses, de même que l'appauvrissement de la petite bourgeoisie entraîna un certain dérivement d'éléments petits-bourgeois dans ces organisations et l'accroissement de leur influence parmi la petite bourgeoisie. Au cours des derniers mois, cependant, un certain changement de position s'est

déjà opéré, particulièrement en ce qui concerne celles de la Ligue Musulmane.

Après la défaite catastrophique du mouvement de masse et le recul tournant à la reddition du Congrès, la valeur de la Ligue Musulmane en tant qu'arme politique des impérialistes se trouve étrangement réduite, et l'importance de l'appui que lui accordait le gouvernement diminué en conséquence. C'est de toute évidence, à cause de l'appui donné par l'impérialisme au Premier Ministre musulman du Punjab que M. Jinnah fut contraint de compter avec lui. De plus, l'impérialisme, tout en utilisant les revendications « Pakistan » comme un bâton pour frapper la bourgeoisie du Congrès, a néanmoins proclamé aussi qu'elle s'opposait à la vivisection de l'Inde. Une alliance des bourgeoisies anglaise impérialiste et hindoue demande une Inde consolidée en vue de l'exploitation et non une Inde balkanisée. La Ligue Musulmane est donc en déclin, mais n'est pas un facteur négligeable dans la politique hindoue.

Elle a, sans conteste, obtenu aujourd'hui, pour des raisons diverses, une véritable popularité parmi les masses musulmanes. Il n'est naturellement pas certain qu'elle la conservera car, en même temps qu'elle parvient aux fonctions les plus hautes dans l'impérialisme anglais, on constate d'une part une tendance à la scission dans sa direction (par exemple récemment dans le Punjab, le UP et le Sind) d'autre part une certaine diminution de sa popularité parmi les masses qu'elle déçoit. C'est probablement la conscience de ces faits qui poussa M. Jinnah à accepter une rencontre avec le Mahatma Gandhi pour discuter les récentes propositions de ce dernier en vue d'un accord. Cet accord se produira-t-il entre le Congrès et la Ligue Musulmane, il est impossible de le prédire, mais le fait qu'à l'Assemblée législative centrale leurs ailes respectives ont récemment coopéré dans l'opposition est une indication importante pour l'avenir. Cependant, si un accord Congrès-Ligue a lieu, la position de la Ligue parmi les masses, après un renforcement momentané, continuera à s'affaiblir, étant donné, surtout, qu'elle ne sera plus capable d'utiliser aussi efficacement que naguère la solution Pakistan comme moyen de détourner l'attention de sa politique réactionnaire et répressive.

Solutions possibles

Quelles seront les conséquences probables parmi les masses du futur accord Congrès-Gouvernement. Libérera-t-il des forces qui transformeront l'attitude actuelle des masses?

La situation actuelle aux Indes est caractérisée par l'apathie généralisée de la masse, conséquence de la défaite d'août. Parmi la petite bourgeoisie cela devient de la démoralisation et l'abandon de la politique. Toute perspective d'une reprise du mouvement de masse est repoussé dans un avenir incertain. Deux faits cependant sont réconfortants.

En premier lieu, la démoralisation générale, bien qu'elle ait également influencé le prolétariat, ne l'a pas atteint au même point. Il est significatif que la vague de grève pour la question du ravitaillement ait suivi la lutte d'août; qu'il y ait eu depuis d'importantes luttes par grève (par exemple la grève des Docks du Karachi) qui dans quelques cas ont été très longues (par exemple la grève du textile à Nagpur); et que, récemment même, des grèves sporadiques sur des questions de ravitaillement, par exemple les « pots-de-vin », les salaires proportionnels (dearness allowance) ont eu lieu. Bien que la classe ouvrière, elle aussi, soit politiquement apathique, elle n'est certainement pas démoralisée et est même prête à entrer en action pour des buts économiques qui la touchent directement dans la lutte pour la vie.

En second lieu, il n'y a jamais eu à l'égard de l'impérialisme britannique plus de haine chez les masses actuellement. Une haine si profonde qu'elle accueillerait avec joie (et c'est là son aspect réactionnaire) un changement d'exploiteur impérialiste parce qu'un changement impliquerait la fin de l'impérialisme britannique. Cette haine se reflète également dans l'attitude des masses vis-à-vis de la guerre, attitude qui, si elle n'est pas d'opposition active, reflète une indifférence complète et déterminée, c'est-à-dire que cette guerre n'est pas leur guerre. Et toute la propagande du Front National de guerre, des Staliniens et des Royistes réunis n'a pas été capable d'amener un changement notable dans l'opinion des masses à cet égard.

La situation politique actuelle est profondément contradictoire. C'est pour une grande part une question de facteurs subjectifs et non de conditions objectives. Et ce facteur subjectif peut subir une transformation rapide dans le cas d'un changement violent dans la corrélation des forces, extérieurement ou intérieurement il est impossible de prédire si un changement violent aura lieu prochainement. Mais le cadre de la guerre mondiale impérialiste, dans lequel se développe la situation politique hindoue, rend de brusques changements toujours possibles. Tant qu'un changement n'aura pas eu lieu, l'attitude actuelle des

masses ne changera pas. Et tant qu'un changement d'attitude des masses n'aura pas eu lieu, soit par suite de lente évolution moléculaire à l'intérieur des masses, soit rapidement par suite de quelque brusque changement dans la corrélation des forces, le travail des masses doit nécessairement se poursuivre sur la base du programme des revendications démocratiques élémentaires.

Le retour du Congrès au pouvoir va probablement déterminer un changement dans les dispositions des masses. L'occasion qui se présentera de s'engager dans la politique « constitutionnelle » va mettre fin à la démoralisation de la petite bourgeoisie urbaine et la faire revenir à l'activité politique. En particulier, la demande de libération de tous les prisonniers politiques va sans doute lui fournir un solide palier pour l'agitation générale. Chez la paysannerie, surtout dans les couches où la répression d'août n'a pas frappé avec toute sa force, des luttes isolées pour des buts élémentaires vont probablement surgir. Avant tout, dans la classe ouvrière, en raison du niveau moral relativement plus élevé, des luttes économiques sporadiques vont probablement éclater. En participant à ces luttes, la tâche du parti sera d'étendre leur portée, lorsqu'elles auront pour bases des buts généraux comme les salaires, le ravitaillement, la prime de vie chère, et le boni, et utilisant l'arrestation des meneurs de grèves, arriver à des buts politiques plus généraux, comme par exem-

ple l'élargissement de tous les prisonniers politiques.

Par la suite, une agitation soutenue sur des questions telles que le droit d'organisation indépendante pour les syndicats, la liberté de parole et de réunion, le droit de grève, etc., doit être menée systématiquement en tant que moyen pour ressusciter le syndicalisme militant. Dans la mesure où cette résurrection a lieu, elle amène également une résurrection du mouvement de la classe ouvrière en général car, dans les conditions actuelles, toute activité syndicale militante doit amener à poser des buts politiques. Par-dessus tout, dans tout son travail d'agitation et de propagande, le parti doit garder au premier plan la fin de l'impérialisme et de la guerre impérialiste. L'établissement d'un « gouvernement national » au centre et de gouvernements constitutionnels dans les provinces fournirait à l'impérialisme une façade derrière laquelle il pourrait manœuvrer et par là réduire la violence des luttes anti-impérialistes par suite de l'entrée en opposition ouverte de la petite bourgeoisie. Dans cet état de choses, le parti doit aider les masses non seulement à combattre le rôle de traître du congrès bourgeois, mais aussi à voir derrière la façade le véritable pouvoir qu'il recouvre en fait: à savoir l'impérialisme. Le parti doit donc, dans toute son activité, d'une façon claire et concrète, lier tous les buts à cette question de la guerre impérialiste entraînant l'exploitation intensifiée, et liée à toutes les conditions économiques et politiques.



Aux Archives du Marxisme

RÉSOLUTION SUR LA LUTTE DES CLASSES ET LA GUERRE EN EXTRÊME-ORIENT



Résolution adoptée par la Conférence de fondation de la IV^e Internationale, Septembre 1938)

I

Le conflit d'Extrême-Orient entre la Chine et le Japon met à nu quelques-uns des principaux symptômes de la crise du capitalisme mondial arrivé à son stade final, c'est-à-dire à son degré impérialiste le plus développé. Il nous ouvre des perspectives de grand développement révolutionnaire en un point décisif du globe. D'une part, le Japon, le maillon le plus faible de la chaîne de l'impérialisme mondial, cherche à surmonter son état de décadence au moyen d'une guerre coloniale. D'autre part, les impérialistes japonais, en envahissant la Chine, ont provoqué une campagne défensive, qui, en dépit de sa faiblesse et de l'insuffisance que lui donne la direction du Koumintang, prend le caractère d'une guerre de libération nationale. En même temps, l'impérialisme japonais, en poursuivant sa guerre de pillage, a accentué les antagonismes inter-impérialistes qui poussent l'humanité vers une nouvelle guerre mondiale.

L'ÉVOLUTION

DU JAPON CAPITALISTE

II

Le Japon, tardivement élevé au rang d'une puissance impérialiste vers la fin du dix-neuvième siècle, se trouve en face d'un monde déjà partagé pour l'essentiel entre ses rivaux impérialistes. Les impérialistes japonais furent obligés de s'appuyer sur une base économique extrêmement faible pour la réalisation de leurs plans impérialistes. Manquant des matières premières indispensables, telles que le charbon et le fer, le cuivre, l'huile et le coton, ils furent obligés d'aller les chercher au delà des frontières

du pays. L'acquisition de sources de ces matières premières était la condition, non seulement de l'expansion japonaise, mais également de sa survivance dans les compétitions impérialistes. La carrière de l'impérialisme japonais débuta avec la guerre sino-japonaise de 1894-95 où le Japon vainquit la Chine et s'empara de la Corée et de Formose. Dix ans plus tard, le Japon était victorieux de la Russie tzariste et s'emparait de la zone d'influence de cette dernière dans le sud de la Mandchourie. Durant la guerre mondiale de 1914-18, le Japon saisit la province chinoise du Shantung, et présenta à la Chine les fameuses « 21 conditions » qui, pratiquement, devaient placer tout le pays sous le contrôle japonais.

III

La demande toujours croissante de produits de toutes sortes au lendemain de la guerre, résultat de la destruction, donna une puissante impulsion à l'industrie japonaise. La croissance des forces productives durant cette période, quoi qu'il en soit, intensifia toutes les contradictions de l'économie nationale. A la Conférence de la « paix » de Versailles, le Japon, en tant que plus jeune partner des Puissances Alliées, reçut seulement une misérable part du butin de guerre. Après avoir cédé au Japon quelques îles du Pacifique, auparavant sous la domination allemande, les Alliés impérialistes, à la Conférence de Washington en 1922, le forcèrent à évacuer le Shantung. Ils contraignirent également le Japon à retirer ses troupes de provinces maritimes de Sibérie où elles avaient fait partie des armées interventionnistes dirigées contre le premier Etat ouvrier engendré par la révolution d'octobre en Russie.

Ces faits coïncidèrent avec des droits de douane et des contingentements, mesures d'extrême protectionnisme proposées afin de surmonter la crise économique d'après-guerre en Occident, et qui portèrent au Japon un double coup sur le front économique. Non seulement le protectionnisme diminua le commerce japonais, mais il étrangla ses importations en matières premières, ces dernières étant financées par le commerce d'exportation.

Les coups reçus par le commerce japonais eurent pour conséquence le drainage des réserves d'or du pays. Une crise monétaire aiguë, reflétant l'entière insécurité de la structure économique japonaise, s'aggrava encore plus tard, à la suite du désastreux tremblement de terre de 1923. Le capitalisme japonais était condamné à suffoquer à l'intérieur de ses propres frontières naturelles, à moins qu'il ne pût trouver une issue au moyen de conquêtes coloniales.

IV

La croissance des forces productives du Japon et le développement des relations économiques capitalistes n'eurent pas pour résultat, comme dans les pays capitalistes d'Occident, l'apparition d'une superstructure sociale et politique correspondante. *La transition de la société féodale à la société capitaliste fut accomplie sans révolution, et la bourgeoisie ne se trouva donc pas aux prises avec la nécessité de raser les vieilles institutions sociales et de les remplacer par de nouvelles.* Sortant des rangs de la noblesse féodale et de la caste militaire des Samourai, la bourgeoisie adapta les vieilles institutions, avec quelques modifications, aux exigences du nouveau système d'exploitation capitaliste. Ainsi d'anciennes institutions féodales comprenant une monarchie « divine », une caste militaire semi-indépendante, des typés semi-féodaux d'exploitation, existent côte à côte avec un parlement « démocratique », et des trusts financiers et industriels tout puissants.

De la présence de ces survivances féodales, toutes puissantes qu'elles paraissent être, il serait cependant faux de déduire que la prochaine étape du développement social du Japon doit être une révolution démocratique. C'est le raisonnement superficiel et opportuniste des staliniens. Les rapports bourgeois de propriété et le système d'exploitation capitaliste régnant à la fois sur le prolétariat et la paysannerie appellent le renversement révolutionnaire de la classe régnante et l'instauration de la dictature du prolétariat comme la seule voie

de salut à la fois pour les ouvriers et les paysans. Si, au sommet de la vague de la révolution japonaise, le parti révolutionnaire des masses cherchait à découvrir une solution intermédiaire, « démocratique », aux grands problèmes sociaux, le résultat inévitable serait la désorientation et la destruction des forces révolutionnaires, et le retour au pouvoir de la classe régnante, banqueroutière.

V

La caste féodale, militaire, des généraux et des officiers, superficiellement unie par la monarchie, ne forme pas un corps homogène. Tandis que les cadres d'officiers subalternes proviennent des populations rurales, des couches les plus élevées de la paysannerie, les sommets se confondent avec la bourgeoisie industrielle et financière. *La caste militaire toute entière s'acharne à maintenir pour elle-même les privilèges traditionnels et la position semi-indépendante qu'elle occupait à l'époque féodale.* Dans ce but, elle est organisée en institutions typiquement féodales, telle la société secrète du « Dragon Noir ». Les efforts déployés par la caste militaire pour maintenir intacts ses privilèges et son pouvoir tend à compliquer le principal problème de la classe japonaise régnante, prise dans son ensemble, qui est de maintenir, à la fois au-dessus du prolétariat et de la paysannerie l'écrasant système d'exploitation actuel, avec toute l'oppression qui l'accompagne.

Périodiquement, cette caste entre en conflit avec l'industrie et le capital financier qui cherchent à combler le fossé creusé dans l'économie par les besoins parasitaires de la caste militaire. Les révoltes de l'armée et l'assassinat des dirigeants politiques représentatifs de la bourgeoisie industrielle et financière constituent les expressions les plus aiguës de ce conflit. Ces révoltes expriment aussi, dans la mesure où elles sont dirigées par les cadres subalternes d'officiers, la rébellion de la paysannerie contre le capital financier. Mais, comme toutes les parties de la classe régnante se rendent compte des périls d'une désunion de classe, les conflits sont finalement résolus sur les bases de mutuelles concessions, en alourdissant le dos des masses japonaises des charges supplémentaires, et en décidant, d'un commun accord, l'envoi d'expéditions de pillage militaire qui asservissent les peuples voisins, cimentant ainsi les fissures qui se produisent dans la structure de la domination de la classe gouvernante prise dans son ensemble.

LA CRISE

DU

DEVELOPPEMENT CAPITALISTE
DE LA CHINE

VI

La Chine, géographiquement située près du Japon, avec une population de quelques 435 millions d'habitants répartis sur une large étendue de territoires riches en minerais et autres matières premières importantes, était la scène naturelle de l'expansion impérialiste du Japon. Les impérialistes japonais virent en Chine la perspective d'une « solution fondamentale » à leurs plus pressantes difficultés économiques. L'examen de cette perspective, quoi qu'il en soit, laissait entrevoir des possibilités de puissance et de grandeur impériales. La Chine fut bientôt considérée non seulement comme solution aux problèmes économiques, mais comme le point de départ d'expéditions qui planteraient la bannière du Soleil Levant en Sibérie, au moins aussi loin que le Lac Baïkal, dans les Indes et en Malaisie, en Indonésie, aux Iles Hawaï et aux Philippines, aux Antipodes, pour ne rien dire de l'Amérique Latine, et des parties les plus occidentales des Etats-Unis.

Le fait que les Impérialistes japonais ne cherchèrent pas plus tôt à réduire toute la Chine sous leur contrôle au moyen d'une guerre, était dû largement à la crainte que leur inspiraient leurs rivaux tout puissants de l'Occident dont ils auraient dû attaquer inévitablement les intérêts. La révolution chinoise de 1925-27 dicta au Japon une politique d'observation et d'attente, d'autant plus que la vague anti-impérialiste en Chine durant cette période était dirigée exclusivement contre l'Angleterre. La crise économique mondiale qui, succédant à la période de reconstruction d'après-guerre, atteignit le monde capitaliste, fournit tout à la fois au Japon une occasion favorable et une incitation à l'action. *Profitant des embarras aigus que causaient aux puissances occidentales leurs propres problèmes intérieurs, les Impérialistes japonais saisirent la Mandchourie en 1931 et, au cours de l'année suivante, y établirent « leur protectorat » du Mandchoukuo. En 1933, ils saisirent la province du Jehol, l'annexèrent au Mandchoukuo, et commencèrent alors à établir une base dans le nord de la Chine. Les horreurs militaires dont le Japon accable maintenant la Chine représentent une étape ultérieure des plans japonais de conquête coloniale.*

VII

La Chine, pays arriéré, a été la victime de la rapacité impérialiste depuis plus d'un siècle. Les fusils impérialistes, au début du XIX^e siècle, mirent fin à son antique réclusion et à son isolement, et introduisirent l'industrie moderne et les formes capitalistes d'exploitation à l'intérieur du pays. Les Impérialistes pénétrèrent en Chine, d'abord en tant que commerçants. Mais, avec le progrès rapide de l'industrie occidentale et avec l'accumulation croissante de la plus-value, résultats d'une exploitation toujours plus intense du travail, ce n'était qu'une question de temps pour que la Chine fût considérée non seulement comme un marché commode, mais aussi comme un champ lucratif d'investissement de capitaux. La Chine, inépuisable source de main-d'œuvre à bon marché, devint un champ d'attraction magnétique pour le capital étranger.

Dans une série de guerres au cours desquelles la Dynastie mandchoue décadente s'avéra complètement impuissante, les pouvoirs impérialistes soumièrent le territoire chinois à leurs exactions, établirent des « concessions » dans les principales villes chinoises, et arrachèrent à la Chine une série de « privilèges » destinés à protéger leur commerce et leurs investissements. En limitant les droits d'importation chinois à 5 % « ad valorem », ils assurèrent la position concurrente de leurs produits sur le marché chinois. En contrôlant la perception et les répartitions des revenus de douane chinois, ils assurèrent le paiement des dettes étrangères rapidement croissantes de la Chine. En établissant le principe de « l'exterritorialité » (capitulations), et parvinrent à exempter leurs affaires de l'impôt chinois et leurs nationaux de la juridiction chinoise. Les traités inégaux dans lesquels ces privilèges furent incorporés étaient le signe de la réduction de la Chine à l'état d'un pays semi-colonial.

VIII

La pénétration économique impérialiste secoua l'économie semi-féodale de la Chine, reposant sur l'agriculture et l'artisanat, jusque dans ses fondations mêmes. Les produits à bon marché, fabriqués par les entreprises étrangères en Chine et en Occident pénétrèrent dans le pays au moyen de chemins de fer construits par les Impérialistes. La partie la plus importante de l'ancienne classe dirigeante, en particulier les fonctionnaires mandchous, se transformèrent en courtiers du capital étranger (compradores).

Les « privilèges » spéciaux que les Impérialistes extorquèrent à la Chine, agirent contre le développement général d'une économie capitaliste chinoise indépendante et enfermèrent les forces économiques du pays dans « une camisole de force » politique. Quoi qu'il en soit, durant la guerre mondiale, l'industrie chinoise, comme celle du Japon, fut considérablement stimulée.

La préoccupation de la plupart des Impérialismes occidentaux, bien que donnant les rênes aux ambitions coloniales du Japon en Chine, soulagèrent néanmoins le pays d'une totale oppression impérialiste. L'industrie indigène progressa rapidement.

IX

Ce fut durant cette période que la soi-disant bourgeoisie « nationale » chercha à établir ses propres bases économiques en compétition avec les impérialistes et fit son apparition. Le prolétariat chinois provenant de la population paupérisée des villages, accrut considérablement sa force et, résultat de son rassemblement en de vastes usines et entreprises, sa conscience de classe et son esprit de lutte. Quand l'impérialisme anglais, ayant surmonté la crise d'après-guerre, commença à s'affirmer à nouveau en Chine, il fut obligé de diriger ses fusils contre les travailleurs chinois en grève. De sanglants massacres causés par les troupes et la police de l'Impérialisme britannique en 1925-26, dont les travailleurs et les étudiants leurs alliés furent les principales victimes, déclenchèrent une vague anti-impérialiste qui menaça d'engloutir toute la structure de la domination impérialiste en Chine. La bourgeoisie nationale chinoise, irritée par les humiliations reçues de la part des Impérialistes et voyant une chance d'asséner des coups à ses principaux rivaux étrangers sur le plan commercial, soutint le mouvement anti-impérialiste en apportant une judicieuse aide financière aux travailleurs en grève dans les entreprises impérialistes. Mais, quand le mouvement de grève s'étendit ou menaça de s'étendre aux installations industrielles indigènes, et lorsque, en outre, il s'approfondit jusqu'à atteindre le caractère d'une révolution sociale, les exploiters nationaux démasquèrent leurs instincts de classe et se solidarisaient avec les Impérialistes contre les ouvriers.

X

Le retard historique et l'asservissement de la Chine par les Impérialistes privèrent la bourgeoisie chinoise du

rôle progressif qu'avaient joué ses précurseurs européens dans les révolutions bourgeoises d'occident. Elle ne peut, ni établir des racines de classes indépendantes dans la société chinoise, ni s'affirmer comme une classe maîtresse et souveraine.

Les « Compradores », agents directs des Impérialistes, recrutés parmi les nobles terriens, les marchands et l'ancienne bureaucratie mandchoue, furent les premiers représentants du capitalisme chinois. Des rangs de ces compradores sortit la bourgeoisie « nationale ». Un millier de nœuds d'interpénétration, d'interdépendance et d'intérêts communs, enchaînèrent la bourgeoisie nationale aux compradores. Ils s'associèrent dans l'exploitation, non seulement du prolétariat, mais aussi de la paysannerie. Depuis, leurs intérêts furent étroitement engrenés à ceux des exploiters de village auxquels ils étaient reliés par le large système bancaire du pays.

C'est dans ce complexe de relations que repose l'explication de l'extrême incapacité de la bourgeoisie chinoise à diriger un combat conséquent contre l'Impérialisme, à édifier un état moderne unifié, et à résoudre le problème agraire.

LES CLASSES

DANS LA REVOLUTION CHINOISE

XI

La petite bourgeoisie occupe une position intermédiaire entre la grande bourgeoisie et le prolétariat. Une énorme majorité de la classe consiste en petits propriétaires paysans et métayers. Dans les villes, au surplus, on trouve la nombreuse armée des petits boutiquiers, des artisans manuels, des représentants des professions libérales tels que professeurs, docteurs et avocats, des petits fonctionnaires du gouvernement, lesquels sont tous soumis à l'oppression de la grande bourgeoisie et des Impérialistes.

La paysannerie, en raison de sa position sociale intermédiaire et dépendante, de sa dispersion sur de vastes espaces, de la diversité de sa structure, de son individualisme et de son instinct de propriété, de son retard culturel, est incapable, malgré sa prépondérance numérique, de jouer aucun rôle politique dirigeant et indépendant dans la société chinoise. Elle ne peut même pas résoudre ses problèmes les plus pressants en se libérant du fardeau que constitue le parasitisme des usuriers et des seigneurs. Encore moins est-elle capable de réorganiser l'économie agraire tout entière à un niveau neuf et plus élevé, en établissant la ferme collective à une

grande échelle. La dégénérescence et la disparition de la soi-disant République soviétique chinoise, l'abandon explicite de la révolution agraire par les leaders staliniens de la paysannerie qui ont laissé tomber un mouvement agraire grandiose dans le flet du grand propriétaire foncier Kuomintang, constituent une récente démonstration historique de la faiblesse politique de la paysannerie. En tant que classe, la paysannerie peut être dirigée, mais ne peut diriger elle-même. Dans tous ses mouvements, elle passe sous la direction, soit de la bourgeoisie, soit du prolétariat. La petite bourgeoisie des villes est pareillement faible et dépendante et ne peut jouer aucun rôle politique dirigeant. L'effondrement des grands mouvements étudiants dirigés au cours des dernières années contre le Kuomintang et l'Impérialisme fut le résultat direct du fait que ces mouvements ne trouvèrent aucune base solide dans un prolétariat actif.

XII

A cause du caractère réactionnaire, faible et dépendant de la bourgeoisie et de la faiblesse politique de la petite bourgeoisie, les tâches nationales ou démocratiques (indépendance vis-à-vis de l'Impérialisme, création d'un Etat unifié, révolution agraire) devinrent les tâches du prolétariat, une classe qui, seule parmi toutes les classes de la société a d'indépendants et de progressifs buts sociaux, et est dénuée de tout lien d'intérêt, aussi bien avec les Impérialistes qu'avec les exploités indigènes, — une classe qui, cependant, en dépit de son infériorité numérique, possède une force concentrée qui peut l'élever aux sommets de la société. Sur les épaules du prolétariat reposent les tâches jumelles d'achever la solution des problèmes nationaux, et de frayer la voie pour la reconstruction socialiste de la société en s'élevant lui-même à l'état de classe régnante en alliance avec toutes les masses exploitées des villes et des villages.

En 1925-27, quand la vague de la révolution montait, la politique révolutionnaire réclamait l'orientation du prolétariat chinois dans cette voie. Ce qui manquait au prolétariat en force numérique lui a été apporté par les paysans et la ville pauvre qui représente un puissant réservoir de forces révolutionnaires. La direction progressive de la paysannerie était assurée par le prolétariat. Ensemble, les classes représentaient une force invincible contre laquelle toutes les armes de l'Impérialisme et de la réaction

bourgeoise et féodale se seraient avérées impuissantes, pourvu que l'on eût donné à cette force une claire direction révolutionnaire.

XIII

Mais la direction Staline-Boukharine de l'Internationale Communiste, tournant le dos à toute expérience révolutionnaire antérieure, y compris l'expérience russe, encore fraîche, recourut en Chine à la politique menchévik qu'elle avait été empêchée de mettre à exécution en Russie en 1917. Opposant les tâches nationales de la révolution chinoise à la lutte émancipatrice des travailleurs et des paysans, séparant arbitrairement les deux, en accord avec la théorie sans la vie des « stades », ils déclarèrent que les tâches immédiates en Chine étaient l'unification nationale et l'expulsion des impérialistes. De plus, conformément aux conceptions nationalistes étriques qui déjà dominaient la politique soviétique, la bureaucratie soviétique considérait la bourgeoisie chinoise comme un allié possible contre la Grande-Bretagne, alors chef du front capitaliste anti-soviétique.

C'est pourquoi Staline et Boukharine assignèrent à la bourgeoisie chinoise le rôle dirigeant dans la lutte nationale. Ils subordonnèrent le Parti communiste au Kuomintang et le prolétariat et la paysannerie à la bourgeoisie. La formule politique de cette subordination était le « bloc des 4 classes », au sein duquel le prolétariat et la paysannerie étaient supposés unis à la bourgeoisie et à la petite bourgeoisie en vue de la lutte contre l'impérialisme. Les communistes chinois reçurent de Staline et Boukharine l'ordre de maintenir le mouvement de grève et les activités des paysans à l'intérieur de limites acceptables pour la bourgeoisie, afin de ne pas troubler « le front national unifié ». Cette trahison opportuniste de la révolution fut donnée pour du bolchevisme au prolétariat chinois, plein de jeunesse et inexpérimenté, et au parti communiste chinois, encore plus jeune et plus inexpérimenté. Au plus haut de la vague révolutionnaire, la bourgeoisie, sous la direction de Chang Kaï Chek, conclut la paix avec l'impérialisme au prix de quelques misérables concessions faites à ses sentiments nationaux, et se retourna sauvagement contre les ouvriers et les paysans sans défiance auxquels les communistes avaient enseigné à considérer la bourgeoisie comme leur chef et leur sauveur. La bourgeoisie scella son alliance avec l'impérialisme dans le sang des masses insurgées.

XIV

Sur les ruines de la révolution chinoise de 1925-27 s'éleva le régime contre-révolutionnaire du Kuomintang. Les travailleurs revinrent à un esclavage intensifié par la nouvelle dictature militaire de Chang Kai Chek qui inaugura un règne de terreur et balaya toutes les organisations ouvrières. Les guerres entre chefs militaires, preuve de la complète désunion du pays, réapparurent à une échelle sans précédent, lorsque Chang Kai Chek chercha à étendre son pouvoir à travers toute la Chine. La paysannerie, sous le fléau de la seigneurie, l'usure et les réquisitions militaires, tomba dans une ruine encore plus profonde. L'impérialisme, contre lequel avait été spécialement dirigé le « bloc des 4 classes » fut capable de fortifier toutes ses positions de commande. La voie était prête à l'invasion japonaise ultérieure, avec son évidente menace pour l'Union soviétique. Tels furent les fruits réels de la politique de Staline-Boukharine en Chine.

XV

Le gouvernement du Kuomintang qui surgit des événements de 1925-27 représenta le triomphe de la contre-révolution bourgeoise sur le mouvement populaire des masses. Chang Kai Chek, chef des forces militaires du Kuomintang, instaura une dictature de fer. En même temps qu'il piétinait les dernières cendres de la révolution, il « expropriait politiquement la bourgeoisie afin de la sauver économiquement ». Les masses petites bourgeoises dont la poussée constituait la force du Kuomintang devant les satrapes régionaux militaires, au sommet de la vague révolutionnaire, tombèrent dans la passivité politique, à l'exception d'une partie de la paysannerie, stimulée par l'exploitation intensifiée, qui prit le chemin de la guerre civile ouverte contre les anciens et les nouveaux oppresseurs. Ainsi, le Kuomintang devint un parti bien revivifié de la bourgeoisie.

Les nouveaux dirigeants justifèrent leur étouffement hypocrite des masses en faisant appel aux doctrines bourgeoises de Sun Yat Sen, au programme du Kuomintang, spécialement aux soi-disant « principes de la démocratie », avec sa prescription d'une mise en tutelle politique des masses pendant une certaine période. La dictature militaire, progressant sous l'unique direction du Kuomintang, toutes les autres tendances politiques étant étouffées, fut présenté comme étant une préparation des masses à un gouvernement « démocratique ».

Mais la démocratie n'est pas aujourd'hui plus proche de sa réalisation qu'elle ne l'était il y a onze ans. Ce fait constitue la preuve vivante qu'entre la dictature militaire du Kuomintang et la réalisation de la dictature du prolétariat, il ne peut y avoir aucun stade « démocratique », intermédiaire et transitoire. Ceux-là qui, comme les Staliniens, prétendent qu'un tel stade est possible — même inévitable — trompent et désorientent les masses, et ainsi préparent la trahison et la défaite de la révolution chinoise.

LES SOVIETS CHINOIS

DE 1930 à 1937

XVI

Les communistes chinois passèrent à la fatale politique opportuniste qu'ils poursuivirent en 1925-27, au cours de la vague révolutionnaire montante, à l'aventurisme, son extrême opposé, dans la période de la contre-révolution Kuomintang. Après les soulèvements peu importants, précipités et désastreux qui échouèrent lors du tragique putsch de Canton, et qui les coupèrent eux-mêmes de leur base, c'est-à-dire de la classe ouvrière, les communistes reportèrent leur activité à l'intérieur du pays, dans les campagnes. Abandonnant le prolétariat abattu dans les villes, ils se placèrent à la tête des armées paysannes qui surgirent comme suite des révoltes agraires pendant le flux de la marée révolutionnaire, se donnant pour but l'établissement d'une « dictature démocratique du prolétariat et de la paysannerie », précisément ce stade démocratique intermédiaire qui, pour la Chine et tout pays colonial est historiquement exclue.

Quoi que s'avançant sous le cri de guerre des Soviets, que les Communistes avaient rejeté au sommet de la vague de la révolution, mais qui, plus tard, devait être sanctifié par la politique de la Troisième Période, la guerre paysanne ne réussit pas à éveiller d'échos parmi les ouvriers. Courbés sous la dictature militaire de Chang Kai Chek, et sous une crise économique dévastatrice, désorganisés ultérieurement par la tactique communiste des « Syndicats Rouges », réduits à la passivité par le refus des communistes de développer un programme de revendications démocratiques correspondant aux besoins vitaux dans le nouveau stade contre-révolutionnaire, les ouvriers abandonnèrent la vie politique. Chang Kai Chek, ne rencontrant pas d'opposition de la part du prolétariat, fut finalement capable, à la fin de 1934, d'écraser les soviets paysans isolés, malgré les nombreuses batailles

héroïques livrées par les Armées Rouges Paysannes.

XVII

L'*Invasion japonaise de la Mandchourie*, en 1931, trouva le gouvernement du Kuomintang menant une guerre d'extermination contre les paysans révoltés et, en même temps, renforçant sa dictature réactionnaire sur les ouvriers. Annonçant une politique de « Non résistance » à l'Impérialisme japonais, Chang Kaï Chek proclama, comme sa tâche suprême, la suppression définitive du mouvement insurrectionnel paysan, signifiant par là l'établissement du pouvoir personnel de Chang sur celui de ses adversaires provinciaux. Le revers de la médaille de la « non résistance » fut une vigoureuse manifestation du mouvement montant anti-japonais. Révélant à nouveau l'unité fondamentale des intérêts entre les impérialistes et la bourgeoisie nationale, la politique de « non résistance » du Kuomintang facilita l'invasion de la Chine par les Japonais. Les Impérialistes, de leur côté, furent plus que généreux en aidant le Kuomintang à écraser les paysans et à maintenir le mouvement ouvrier dans un état de prostration.

XVIII

Tout en maintenant les masses opprimées et en reculant pas à pas devant les envahisseurs japonais, le Kuomintang se rapprochait des Impérialistes anglais et américains, dans l'espoir que ces puissances, craignant pour leurs propres intérêts en Chine, seraient obligées d'arrêter la marche en avant du Japon. Il y avait aussi l'espoir que la Chine obtiendrait un instant pour souffler, grâce aux relations de plus en plus tendues entre le Japon et l'U. R. S. S.

Mais les ravages de la crise économique mondiale qui coïncidaient avec la poussée coloniale japonaise, jointe à leur propre insuffisance militaire, incitèrent l'Angleterre et l'Amérique à adopter une politique expectative en Extrême-Orient, tout en encourageant le Kuomintang à résister au Japon autant qu'il l'oserait. La bureaucratie stalinienne, temporairement mariée à la politique de « statu quo », était prête à faire de nombreuses concessions au Japon, de façon à assurer la continuité de la construction du « socialisme » à l'intérieur des frontières de l'U. R. S. S. L'aggravation des difficultés internes et l'immobilité de ses principaux rivaux poussèrent le Japon à entreprendre des campagnes d'enver-gure croissante en 1937, en vue de con-

quérir la Chine du Nord et d'attaquer le bassin du Yang-Tsé. Le Kuomintang se trouva en face de l'alternative d'abdiquer devant le Japon, ou de résister avec l'aide matérielle qu'il pourrait s'assurer à l'étranger. Différent des premières expéditions japonaises, la plus récente campagne fit trembler le régime du Kuomintang dans sa propre forteresse et la bourgeoisie dans le cœur même de son lucre et de son pouvoir, montrant ainsi clairement que les limites de la politique de non résistance avaient été atteintes.

Le Kuomintang se résolut à entreprendre une campagne militaire purement défensive contre le Japon, ce qui est de loin différent de l'effective lutte de principes contre l'impérialisme *pris dans sa généralité* pour l'indépendance nationale de la Chine. D'autres facteurs intervinrent dans la décision que prit le Kuomintang de résister. Soutenu par l'aide financière anglaise et américaine et par une conjoncture économique ascendante, encouragé aussi par ses victoires sur les Soviets chinois, le régime avait grandi, plus solide et plus sûr de lui-même. De plus, la politique de non résistance jointe à la croissance du sentiment anti-japonais, à travers tout le pays, était de plus en plus exploitée contre Chang Kaï Chek, par ses rivaux de province, et avec un succès croissant.

LA GUERRE DES CONQUETES JAPONAISES ET LES IMPERIALISMES

XIX

La plus récente phase de la poussée coloniale japonaise a coïncidé avec la *dégénérescence finale de l'Internationale communiste*. D'instruments de la lutte de classe révolutionnaire, les partis communistes ont été transformés en instruments de la diplomatie stalinienne. Cherchant des alliés parmi les pouvoirs démocratiques, capitalistes, contre la menace croissante de guerre, la bureaucratie stalinienne ordonna à ces partis d'abandonner leur programme révolutionnaire, et de soutenir la bourgeoisie de leur pays respectif. De même que Staline avait besoin des démocraties bourgeoises d'Occident comme alliées contre l'Allemagne hitlérienne, de même en Extrême-Orient, en accord avec son orientation anglo-franco-américaine, il rechercha une fois de plus une alliance avec le Kuomintang bourgeois, cette fois contre le Japon impérialiste. Ce qui restait du parti communiste chinois après la liquidation brutale des Soviets paysans par Chang Kaï Chek a publique-

ment abandonné les derniers vestiges de sa politique révolutionnaire, afin d'entrer dans le « Front Populaire Anti-japonais », avec le bourreau de la révolution chinoise. Les staliniens-chinois ont formellement liquidé la Chine soviétique, remis aux mains de Chang Kai Chek les restes des Armées Rouges Paysannes, renoncé ouvertement à la lutte agraire, abandonné explicitement les intérêts de classe des travailleurs. En embrassant publiquement les doctrines petites bourgeoisies de Sun Yat Sen, ils se sont proclamés les gendarmes de la propriété privée bourgeoise, et, en conformité avec la pratique stalinienne universelle, les ennemis de la Révolution.

XX

C'est l'impérieux devoir du prolétariat international, et, par dessus tout, de l'avant-garde révolutionnaire, de soutenir la lutte de la Chine contre le Japon. Le crime des staliniens consiste, non pas dans l'aide et la participation à la lutte de la Chine, même tant que celle-ci reste sous la direction du Kuomintang, mais dans l'abandon des intérêts des masses exploitées, dans la capitulation politique devant le Kuomintang, dans l'abdication du droit de mobilisation indépendante des masses contre les envahisseurs japonais, dans la renonciation à la critique révolutionnaire de la direction de la guerre par le Kuomintang, dans le renforcement de la dictature de Chang Kai Chek, dans l'appui et la diffusion de l'illusion que le Kuomintang et la bourgeoisie nationale peuvent conduire la guerre d'une manière efficace et vers une conclusion victorieuse.

Par ces actions traîtresses, ils fourvoient, embrouillent et désorientent les masses chinoises et empêchent une mobilisation révolutionnaire. Dans les autres pays, les staliniens, impuissants à entraîner les travailleurs à se solidariser avec la cause de la Chine, font de vains appels aux gouvernements impérialistes, « démocratiques », « pacifiques », afin de sauver la Chine du Japon. Ils fondent ces appels, non pas sur quelque base révolutionnaire (il n'y en a aucune), mais sur le propre besoin des Impérialistes de préserver leurs intérêts de pirates en Chine et en Extrême-Orient. Ils pressent les travailleurs d'aider leur propre gouvernement impérialiste dans une action de « sécurité collective » contre le Japon — qui, en réalité, n'est que l'action d'une clique de brigands impérialistes contre une autre. Ainsi, les staliniens, emboîtant le pas à la faillite politique de la II^e Internationale, se dressent comme les traîtres social-patriotes de la classe ouvrière et des opprimés en général — non

seulement dans les pays « démocratiques » d'Occident, mais tout aussi bien en Orient.

XXI

L'impérialisme anglais avec ses vastes intérêts commerciaux et l'enjeu d'un investissement en Chine de dix milliards de dollars, s'émeut de plus en plus des progrès du Japon. Cependant le coup qui menace d'atteindre ses intérêts chinois, ne constitue qu'un seul aspect de l'anxiété qui étreint l'Impérialisme anglais au sujet de son Empire, lorsqu'il voit arriver la lutte pour une nouvelle répartition du monde, dont l'attaque de la Chine par les Japonais, faisant suite à la conquête de l'Ethiopie par l'Italie et à l'intervention germano-italienne en Espagne, n'est qu'un commencement.

L'Angleterre, tandis qu'elle poursuit une stratégie temporaire destinée à retarder l'inévitable dénouement, s'attache désespérément à la construction d'une machine de guerre propre à défendre ses possessions dispersées. Incapable pour le moment de provoquer le Japon par les armes — particulièrement en raison de ses difficultés méditerranéennes, l'Angleterre cherche à bloquer le Japon, en accumulant tous les obstacles possibles sur le chemin de ce pays — en particulier, en fournissant une aide matérielle de plus en plus large au régime du Kuomintang et en menant parallèlement une action diplomatique avec les Etats-Unis en vue d'épouvanter les Impérialistes japonais à l'aide du spectre d'un bloc anglo-américain.

L'Angleterre estime que le Japon finira par s'épuiser au cours d'une longue guerre d'usure avec la Chine. Elle table aussi sur la possibilité d'un conflit entre le Japon et l'U.R.S.S. qui refoulerait ainsi la menace japonaise suspendue au-dessus des possessions et des intérêts britanniques d'Extrême-Orient. Un espoir semblable anime les Impérialistes anglais lorsqu'ils considèrent le bloc italo-germano-nippon comme un tout qui, pour le moment, est le principal provocateur des intérêts mondiaux de l'Angleterre. En attendant, craignant que des révoltes de ses millions d'esclaves coloniaux ne créent un danger à l'arrière au cours de la guerre qui arrive, l'Impérialisme anglais, achète la bourgeoisie nationale de ses colonies (constitution hindoue, traité anglo-égyptien) afin de s'assurer leur fidélité. Les « dominions » du Canada, d'Afrique du Sud, d'Australie et de Nouvelle-Zélande, occupées au développement de leur propre économie, ont acquis des intérêts séparés et contradictoires des intérêts de l'Empire bri-

tannique pris comme un tout. Ces intérêts représentent une force centrifuge à l'intérieur même de l'Empire. En particulier, l'*Australie* et la *Nouvelle-Zélande*, vu leur proximité du foyer d'Extrême-Orient réclament la liberté de se tenir à l'écart des luttes de l'Empire contre le Japon si une telle solution pouvait apparaître avantageuse.

Le *Canada* est dans une position semblable vis-à-vis des Etats-Unis. L'Angleterre cherche à freiner ces facteurs désintégrant l'Empire à l'aide de moyens tels que des avantages commerciaux (convention d'Ottawa) et des conférences impériales périodiques qui sont destinées à renforcer les liens entre les dominions d'une part et la métropole de l'autre. Dans la lutte actuelle d'Extrême-Orient, l'Impérialisme anglais s'inquiète du destin de la Chine uniquement pour autant que le destin de la Chine affecte les intérêts de l'Impérialisme britannique.

XXII

L'*Impérialisme américain*, quoi que possédant actuellement en Chine des intérêts moindres en quantité et l'importance que la Grande-Bretagne, est alarmé devant la perspective d'une domination japonaise sur le Pacifique. Des crises répétées dans l'économie américaine, se succédant à de courts intervalles, avertissent que, si le capitalisme américain doit survivre et grandir, il doit jouer un rôle plus prépondérant, non seulement dans l'aire du Pacifique, mais dans l'arène mondiale tout entière.

Le discours de Roosevelt à Chicago en octobre 37, dirigé contre les puissances « agressives », donne la clef de la politique future de l'Impérialisme américain. Incapable pour le moment de provoquer le Japon, le gouvernement de Washington louvoie à travers des chemins diplomatiques détournés, tel que la Conférence de Bruxelles. Pareilles entreprises ostensiblement désintéressées sont très utiles pour semer des illusions pacifistes et, par là, pour préparer les travailleurs américains à se battre pour les intérêts de l'Impérialisme américain dans les guerres qui viendront.

En même temps, tout en octroyant une feinte indépendance aux *Philippines*, afin d'engager la bourgeoisie du pays à ses côtés, le gouvernement de Washington construit une armée, une flotte et une aviation puissantes, et consolide son Empire dans les Amériques au moyen de l'*Union pan-américaine*, préliminaire à la provocation de tous ses rivaux pour une suprématie mondiale. Tout en considérant la guerre avec le

Japon comme inévitable, les Impérialistes américains espèrent être capables de s'engager dans une telle guerre le plus tard possible, estimant que l'Angleterre sera entraînée dans la guerre contre le Japon et que ces deux pays sortiront épuisés de la lutte.

Pendant quelque temps, les Impérialistes américains ont également tablé sur la perspective qu'une guerre russo-japonaise détruirait leur rival du Pacifique, mais la crise intérieure qui fait rage en Union Soviétique et met en évidence la complète instabilité du régime de Staline fait que cette perspective est à rejeter de plus en plus à l'arrière-plan. Dans leurs efforts pour masquer leur plan belliqueux, les Impérialistes américains reçoivent l'aide sans limites des stalinienis qui, parallèlement à leurs compères chinois proclament le rôle « pacifique » de l'Impérialisme américain, en appellent au gouvernement de Washington pour sauver la Chine du Japon, et offrent leurs services comme sergents recruteurs de guerre.

XXIII

La *France*, avec un vaste Empire d'esclaves coloniaux, est intéressée au maintien du « statu quo » en Europe, en Afrique et en Extrême-Orient. Les intérêts français en Chine, bien que plus petits et moins répandus, sont analogues à ceux de la Grande-Bretagne. Etant concentrés en Indochine, ils n'entrent pas dans l'orbite des ambitions japonaises immédiates. Dès lors, la politique française de conciliation diplomatique envers le Japon marche de pair avec l'aide matérielle subreptice apportée à la Chine, suivant dans tous les cas l'exemple de la Grande-Bretagne. Cette politique, quoi qu'il en soit, trouve sa contre-partie dans la plus cruelle exploitation et la plus cruelle oppression des masses d'Indochine (comme dans toutes les autres colonies de l'Impérialisme français) et dans une campagne de violentes persécutions contre les révolutionnaires de ces territoires.

Comme partenaire ou soutien du Gouvernement impérialiste français du Front Populaire actuellement défunt, les stalinienis et les « socialistes » de la II^e Internationale portent une large part de responsabilité pour tous les crimes bestiaux commis par l'Impérialisme français dans les colonies.

XXIV

Les Etats fascistes européens, contrairement à la Grande-Bretagne, aux Etats-Unis d'Amérique et à la France, n'ont

qu'un très mince enjeu économique en Chine. Leur intervention diplomatique dans la lutte sino-japonaise est principalement destinée à exploiter les antagonismes impérialistes en Extrême-Orient dans le but de faire progresser leurs visées fondamentales en Europe. En outre, Hitler est en train de manœuvrer afin de recouvrer les anciennes possessions coloniales de l'Allemagne actuellement acquises par le Japon. Mais ne désirant pas s'opposer au Japon qui lui est nécessaire en tant qu'allié contre l'U.R.S.S., il réprime la proclamation de ses revendications coloniales. L'Italie fasciste s'efforce de faire entrer le Japon dans son jeu contre la Grande-Bretagne, dans l'intérêt des ambitions italiennes en Méditerranée. L'Allemagne et l'Italie, ensemble, cherchent à faire entrer le Japon dans leur jeu contre la Grande-Bretagne et la France, ce qui constitue une de leurs manœuvres en vue de l'alignement des camps au cours de la prochaine guerre mondiale. Le Japon d'un autre côté, flirte avec l'axe Rome-Berlin dans le but de faire chanter la Grande-Bretagne et la France et afin d'assurer un front contre l'U.R.S.S. en Occident.

LE ROLE DE L'U.R.S.S.

XXV

L'U.R.S.S., en tant que pays ouvrier, n'a aucun intérêt ou visée impérialiste en Chine. Au contraire, il entre dans les intérêts de l'U.R.S.S. d'aider à écraser l'Impérialisme dans toutes ses forteresses coloniales et semi-coloniales en fournissant aux peuples opprimés l'aide la plus complète possible dans leur lutte contre l'impérialisme. Lorsque, en 1927, l'opportunisme stalinien conduisit la grande révolution chinoise à la ruine, un puissant rempart de l'U.R.S.S. fut abattu; rempart, non seulement contre le Japon impérialiste, mais contre le front mondial de l'Impérialisme tout entier.

Lorsque, par la suite, le Japon conquiert la Mandchourie, Staline n'eut pas d'autre alternative qu'abandonner au Japon le Chemin de fer chinois oriental. La seule grande assise stratégique de l'U.R.S.S. en Extrême-Orient, et qu'entrer dans la voie d'une continuelle retraite devant les Impérialistes japonais. En Allemagne, pareillement, la politique stalinienne facilita le triomphe d'Hitler et accrut la menace de guerre sur la frontière occidentale de l'U.R.S.S. A l'intérieur même de l'U.R.S.S., le système d'absolutisme bureaucratique engendra une crise profonde qui, tout en ébranlant

les fondations même de l'Etat Ouvrier, a paralysé la politique extérieure soviétique et l'a privée de tout caractère indépendant. Craignant de se heurter au danger fasciste en Europe, et pour le contrecarrer, Staline a livré l'indépendance et la politique révolutionnaire des Partis Communistes en échange de pactes avec les Etats bourgeois « démocratiques ».

Cherchant à opposer la Chine au Japon, — non dans l'intérêt de libérer la Chine de l'Impérialisme, mais uniquement afin de retarder l'attaque de l'Impérialisme japonais contre l'U.R.S.S. — il a livré au Kuomintang ce qui restait du Parti Communiste chinois et des Armées Rouges Paysannes. La politique soviétique en Chine est exclusivement dictée par les intérêts conservateurs et réactionnaires de la bureaucratie soviétique, et elle est démunie de toute base principale révolutionnaire. S'étant aligné au côté du Kuomintang et des puissances impérialistes « démocratiques », Staline n'hésite pas à devenir le complice de l'Impérialisme contre les prémisses nouvelles de la révolution chinoise.

XXVI

Il est dans les intérêts de la bureaucratie soviétique que la guerre entre la Chine et le Japon puisse être prolongée, surtout devant la menace, non déguisée, d'une attaque de l'U.R.S.S. par les Impérialistes japonais aussitôt que les visées de ces derniers en Chine seraient atteintes et devant le danger qu'une Chine vaincue puisse devenir, même à titre uniquement passif, une alliée du Japon et des Etats fascistes européens contre l'U.R.S.S. Pour ces raisons, après avoir laissé s'écouler quatre précieux mois, le gouvernement stalinien commença à intensifier son aide matérielle à la Chine, non pas sur la base principale de l'aide à un pays opprimé contre l'oppresseur impérialiste (de tels motifs révolutionnaires ont, depuis longtemps, cessé d'être l'étoile directrice du gouvernement stalinien), mais uniquement en raison d'une nécessité stratégique militaire.

Afin de hâter l'intensification de cette aide, le gouvernement du Kuomintang s'engagea avec Moscou dans un pacte de non agression après avoir refusé sa signature pendant quatre ans. Ce délai indiquait que le Kuomintang était capable d'arriver à un convention pacifique avec le Japon. L'aide matérielle apportée par les Soviets à la Chine a été envoyé pour la plus grande partie au Kuomintang et non à l'ancienne armée rou-

ge. De plus, l'aide ne commença qu'au moment où les humeurs capitulardes du parti de la bourgeoisie chinoise avaient déjà commencé à affaiblir la campagne défensive contre le Japon. C'est précisément le manque de toute base principale révolutionnaire de la politique soviétique qui priva cette aide de sa pleine efficacité dans la lutte chinoise. Quantitativement, cette aide est sérieusement limitée par la crise intérieure aiguë que la bureaucratie a engendré en Union Soviétique, par la dépendance stalinienne vis-à-vis de l'Impérialisme anglo-français dans toutes les sphères de la politique extérieure, et par le besoin qu'éprouve Staline d'éviter toute complication militaire prématurée avec le Japon.

LA DEFENSE DE LA CHINE CONTRE LE JAPON

XXVII

Amené contre son sentiment à résister au Japon, le Kuomintang s'est exclusivement confiné dans une campagne de défense militaire qui, tout en s'avérant totalement inefficace, a conduit au sacrifice gratuit de forces humaines. Dès le début même de la lutte, en refusant d'abroger les privilèges impérialistes du Japon en Chine, le Kuomintang a laissé la porte ouverte aux négociations avec l'ennemi. Contraint à restituer une certaine part de liberté aux masses, il a, en même temps, supprimé et enterré celles des organisations populaires qu'il ne pouvait circonscrire et contrôler.

L'avant-garde révolutionnaire des masses chinoises, l'organisation de la IV^e Internationale est forcée de vivre en illégalité. Tous les opposants politiques au régime du Kuomintang, y compris les héroïques combattants de l'Indépendance Chinoise, sont stigmatisés du nom de traîtres et traités comme tels. Craignant de compenser les déficiences de la défense de la Chine en armant les masses, et en les rassemblant sur l'échelle la plus large, pour participer au combat, le Kuomintang fait connaître sa bonne volonté de traiter avec le Japon par l'intermédiaire de « puissances amies ».

La spéculation débridée, la corruption et la trahison franchissent les cercles du gouvernement et pénètrent dans l'armée. Les fardeaux de la guerre sont portés sur le dos des masses tandis que les fortunes de la bourgeoisie sont laissées intactes. En face de tous les crimes du Kuomintang et de la classe dirigeante, les staliniens qui ont renoncé à leur indépendance politique et à leur programme révolutionnaire gardent un hon-

teux silence. Par là, ils deviennent complices de ces crimes et de la trahison que le Kuomintang est en train de préparer. En arrêtant les révolutionnaires chinois, les staliniens, comme en Espagne, et en Union Soviétique, se tiennent dans le fourgon de la réaction.

XXVIII

Le cours de la guerre sino-japonaise a démontré qu'un pays arriéré, semi-colonial, doté d'une industrie faible, pauvre en armements lourds, ne peut prévaloir longtemps dans une guerre uniquement de défense militaire sur un adversaire de beaucoup plus puissant. Les déficiences techniques de la défense de la Chine ne peuvent être compensées que par le déclenchement d'une campagne politique d'envergure, qui, combinée aux opérations militaires, entraînera dans la lutte les masses des millions d'êtres, rompra les forces des envahisseurs, attisera les cendres de la révolution dans les pays ennemis, et incitera la classe ouvrière mondiale à des actes de solidarité internationale.

Mais les masses ne peuvent être entraînées dans la lutte que sur la base d'un programme révolutionnaire correspondant à leurs besoins les plus urgents. Les forces d'invasion ne peuvent être brisées que par des appels révolutionnaires. Seul l'exemple révolutionnaire peut soulever la révolution dans le pays ennemi. Les appels à la solidarité de la classe ouvrière internationale ne peuvent être effectifs que sur une base révolutionnaire. Une action dans ce sens ne peut être menée par le gouvernement bourgeois des exploiters qui craint les masses et la révolution plus qu'il ne craint les Impérialistes. C'est pourquoi, malgré l'héroïque sacrifice des soldats chinois, la guerre de Chine a montré dans son premier stade sous la direction du Kuomintang, une faillite et une impuissance aussi pitoyables.

XXIX

Les masses chinoises n'ont pas été encore capables d'intervenir dans les combats militaires par l'intermédiaire de leurs propres organisations indépendantes. Au contraire, elles ont été contraintes par tous les événements à jouer le rôle de spectateur plus ou moins passif et de victime des événements. Ecrasés depuis des années sous la dictature militaire du Kuomintang et la crise économique, les ouvriers retrouvèrent finalement leur activité sur la base du nouveau tournant de la conjoncture en 1935-1936.

La guerre, entraînant la destruction

matérielle totale de presque toute l'industrie concentrée à Shanghai et l'occupation militaire japonaise dans de semblables centres en Chine du Nord, a bloqué le processus de renouvellement économique et contre-carré toute reviviscence ininterrompue du mouvement ouvrier. Ajouté à cela, la trahison du Parti Communiste couronnant le développement d'années d'opportunisme et d'aventurisme, a approfondi la confusion et la désorientation des masses. Un nouveau tournant des événements permettant à un nouveau parti révolutionnaire de se former sur les bases établies par les B-L de la IV^e Internationale, sera nécessaire avant que les masses chinoises ne soient capables de s'engager dans la voie révolutionnaire.

POUR LA REVOLUTION JAPONAISE

XXX

Malgré la banqueroute du régime du Kuomintang et le retard de l'entreprise indépendante des masses chinoises dans la guerre, les Impérialistes japonais se rendent compte de l'impossibilité de conquérir la Chine. Les Iles Britanniques, au début du capitalisme mondial, pouvaient construire un Empire de milliers d'esclaves coloniaux en Asie et en Afrique, en s'appuyant sur une puissante base économique intérieure. Aujourd'hui, les Impérialistes britanniques se heurtent à la décadence de cet Empire. Les Iles Nippones, à l'époque du déclin du capitalisme, partant d'une base économique faible, sont historiquement incapables d'achever la destinée impériale à laquelle rêvent les classes dirigeantes.

Sous la façade imposante de l'Impérialisme japonais gisent des faiblesses organiques fondamentales qui ont déjà été aggravées par la conquête militaire de la Mandchourie. Les ressources du capitalisme japonais se sont avérées inférieures à la tâche de construire l'Empire. La construction économique du pays est tendue jusqu'au point de craquer par les nouvelles campagnes militaires. Le capitalisme japonais survit au moyen de la plus intense exploitation du prolétariat japonais, tandis que les paysans, formant la majeure partie de la population du Japon, sont menacés d'un appauvrissement et d'une détresse croissantes. Les charges à la fois des travailleurs et des paysans sont accrues d'une façon insupportable par la guerre. Plus de trente millions de Chinois en Mandchourie attendent le moment oppor-

tu pour se libérer du joug japonais. Vingt et un millions de *Coréens* et cinq millions de *Formosans* luttent pour se libérer du Japon. Tous ces facteurs constituent le talon d'Achille de l'Impérialisme japonais, et le condamnent à la destruction.

Des victoires militaires comme celles que l'armée japonaise est capable de remporter en Chine ont seulement une importance épisodique. Les premiers revers sérieux qui sont inévitables si la guerre se prolongeait, deviendront le point de départ d'explosions politiques et sociales au Japon et dans les territoires de Mandchourie, de Corée et de Formose. Abstraction faite du résultat immédiat de la guerre en Chine, l'Impérialisme japonais est condamné. La machine militaire des Impérialistes japonais n'a jamais encore été jetée contre le pouvoir de la classe dominante. Affaiblie par ce qui s'avèrera être des victoires à la Pyrrhus en Chine, l'Impérialisme japonais marchera à la défaite dans la guerre mondiale qui vient, si la révolution en Extrême-Orient progressera dans la mesure où les masses à la fois en Chine et au Japon et dans les colonies japonaises réussiront à empêcher la classe dirigeante de faire peser sur leurs épaules le poids des présentes campagnes militaires.

XXXI

Même si les victoires militaires du Japon, lors des présentes campagnes, amènent la chute du régime du Kuomintang, ceci ne signifiera pas la fin de la résistance chinoise au Japon, mais uniquement la fin d'une seule phase de la lutte. Dans la nouvelle phase, la politique pro-japonaise des successeurs du Kuomintang, combinée à l'oppression intolérable des Impérialistes japonais, engendrera inévitablement — même si cela se fait avec quelque retard — une guerre civile, étendue et sauvage qui, étant dirigée à la fois contre les Impérialistes japonais et le gouvernement bourgeois chinois prendra certainement le caractère d'une révolution sociale. Ayant découvert, par expérience, la banqueroute aiguë et l'impuissance du Kuomintang, de la bourgeoisie nationale et de leurs alliés staliniens, les masses chinoises inclineront de plus en plus à compter sur leurs propres organisations et leurs propres armes. Ils considéreront les B-L comme étant leurs chefs, et se rallieront sous le drapeau révolutionnaire de la IV^e Internationale.

La reprise du mouvement révolutionnaire en Chine favorisera la renaissance du mouvement de libération en Mand-

chourie, en Corée et à Formose. Au Japon, la tension sociale sera excitée jusqu'à créer une situation révolutionnaire. La parenté réciproque de ces développements fournira les prémisses objectives à la révolution nationale et prolétarienne en Chine, et à la révolution prolétarienne au Japon. Se préparer à ces événements est la tâche des révolutionnaires. En Chine, en particulier, les Bolchevik-Léninistes doivent courageusement prendre part à la lutte anti-japonaise et diffuser à côté de cela les slogans correspondants aux besoins de la lutte et faire leurs intérêts des masses à chaque nouveau stade. Grâce à cela, ils gagneront la confiance des masses et seront capables de les mobiliser dans leurs propres organisations indépendantes pour l'action révolutionnaire.

XXXII

Les perspectives esquissées ci-dessus mettent les travailleurs de tous les pays, et en particulier l'avant-garde révolutionnaire, dans l'obligation d'aider la lutte de la Chine contre le Japon de toutes les manières possibles. *La défaite de l'Impérialisme japonais, non seulement ouvrira la voie à la révolution en Chine et au Japon, mais encore favorisera de nouvelles vagues de révoltes dans toutes les colonies des puissances impérialistes.* En plus, elle supprimera une grave menace pour l'Union Soviétique et stimulera une grave menace pour l'Union So-

viétique contre le régime contre-révolutionnaire de Staline. Un soutien révolutionnaire à la lutte de la Chine ne signifie cependant pas que les révolutionnaires doivent fournir une couverture au régime failli du Kuomintang et à la bourgeoisie chinoise. Il ne signifie pas non plus faire appel aux gouvernements « démocratiques » impérialistes afin qu'ils interviennent contre le Japon et sauvent la Chine, ni prêter aide à ces gouvernements, s'ils interviennent. Ceci, c'est la ligne de conduite des traîtres stalinien.

Les Impérialistes de l'Occident n'interviendront contre le Japon que pour préserver leurs propres intérêts de pirate en Extrême-Orient. Si l'Impérialisme japonais était vaincu en Chine par ses rivaux impérialistes et non par les masses révolutionnaires, cela signifierait l'asservissement de la Chine par le capital anglo-américain. La libération nationale de la Chine et l'émancipation des masses chinoises de toute exploitation ne peuvent être accomplies que par les masses chinoises elles-mêmes, alliées avec le prolétariat et les opprimés du monde entier.

La campagne révolutionnaire internationale pour l'aide à la Chine doit s'effectuer sous le signe des représailles des ouvriers contre le Japon, et trouver sa pleine expression dans la propulsion de la lutte de classe, et dans la révolution prolétarienne.

Thèses et additions sur les questions nationale et coloniale

Thèses adoptées par le 2^e Congrès de l'Internationale Communiste (1920)

A. — Thèses

1^o La position abstraite et formelle de la question de l'égalité — l'égalité des nationalités y étant incluse — et propre à la démocratie bourgeoise sous la forme de l'égalité des personnes en général; la démocratie bourgeoise proclame l'égalité formelle ou juridique du prolétaire, de l'exploiteur et de l'exploité, induisant ainsi les classes opprimées dans la plus profonde erreur. L'idée d'égalité, qui n'était que le reflet des rapports créés par la production pour le négoce, devient, entre les mains de la bourgeoisie, une arme contre l'abolition des classes combattue désormais au nom de l'égalité absolue des personnalités humaines. Quant à la signification vérita-

ble de la revendication égalitaire, elle ne réside que dans la volonté d'abolir les classes;

2^o Conformément à son but essentiel — la lutte contre la démocratie bourgeoise, dont il s'agit de démasquer l'hypocrisie — le Parti communiste, interprète conscient du prolétariat en lutte contre le joug de la bourgeoisie, doit considérer comme formant la clef de voûte de la question nationale, non des principes abstraits et formels, mais: 1^o une notion claire des circonstances historiques et économiques; 2^o la dissociation précise des intérêts des classes opprimées, des travailleurs, des exploités, par rapport à la conception générale des soi-disant intérêts nationaux, qui signifient en réalité ceux des classes

dominantes; 3° la division tout aussi nette et précise des nations opprimées, dépendantes, protégées — et oppressives et exploiteuses, jouissant de tous les droits, contrairement à l'hypocrisie bourgeoise et démocratique qui dissimule, avec soin, l'asservissement (propre à l'époque du capital financier de l'impérialisme) par la puissance financière et colonisatrice, de l'immense majorité des populations du globe à une minorité de riches pays capitalistes;

3° La guerre impérialiste de 1914-18 a mis en évidence devant toutes les nations et toutes les classes opprimées du monde la duperie des phraséologies démocratiques et bourgeoises — le traité de Versailles, dicté par les fameuses démocraties occidentales, ne faisant que sanctionner, à l'égard des nations faibles, des violences plus lâches et plus cyniques encore que celles des junkers et du kaiser à Brest-Litowsk. La Ligue des Nations et la politique de l'Entente dans leur ensemble ne font que confirmer ce fait et développer l'action révolutionnaire du prolétariat des pays avancés et des masses laborieuses des pays colonisés ou assujettis, hâtant ainsi la banqueroute des illusions nationales de la petite-bourgeoisie, quant à la possibilité d'un paisible voisinage et d'une égalité véritable des nations, sous le régime capitaliste;

4° Il résulte de ce qui précède que la pierre angulaire de la politique de l'Internationale communiste, dans les questions coloniale et nationale, doit être le rapprochement des prolétaires et des travailleurs de toutes les nations et de tous les pays pour la lutte commune contre les possédants et la bourgeoisie. Car ce rapprochement est la seule garantie de notre victoire sur le capitalisme, sans laquelle ne peuvent être abolies ni les oppressions nationales, ni l'inégalité;

5° La conjoncture politique mondiale actuelle met à l'ordre du jour la dictature du prolétariat; et tous les événements de la politique mondiale se concentrent inévitablement autour d'un centre de gravité: la lutte de la bourgeoisie internationale contre la République des Soviets, qui doit grouper autour d'elle d'une part les mouvements soviétistes des travailleurs avancés de tous les pays, — de l'autre tous les mouvements émancipateurs nationaux des colonies et des nationalités opprimées qu'une expérience amère a convaincus qu'il n'est pas de salut, pour elles, en dehors d'une alliance avec le prolétariat révolutionnaire et avec le pouvoir sovié-

tiste victorieux de l'impérialisme mondial;

6° On ne peut donc plus se borner à reconnaître ou proclamer le rapprochement des travailleurs de tous les pays. Il est désormais nécessaire de poursuivre la réalisation de l'union la plus étroite de tous les mouvements émancipateurs nationaux et coloniaux avec la Russie des Soviets, en donnant à cette union des formes correspondantes au degré d'évolution du mouvement prolétarien parmi le prolétariat de chaque pays, ou du mouvement émancipateur démocrate bourgeois parmi les ouvriers et les paysans des pays arriérés ou de nationalités arriérées;

7° Le principe fédératif nous apparaît comme une forme transitoire vers l'unité complète des travailleurs de tous les pays. Le principe fédératif a déjà montré pratiquement sa conformité au but poursuivi, tant au cours des relations entre la République Socialiste Fédérative des Soviets russes et les autres républiques des Soviets (hongroise, finlandaise, lettone, par le passé; azerbeïdjane et ukrainienne, présentement), qu'au sein même de la République russe, à l'égard de nationalités qui n'avaient auparavant ni Etat, ni existence autonomes (exemple: les républiques autonomes des Bashkirs et des Tartares, créées en Russie soviétiste en 1919 et 1920);

8° La tâche de l'Internationale communiste est d'étudier et de vérifier l'expérience (et le développement ultérieur) de ces nouvelles fédérations basées sur la forme soviétiste et sur le mouvement soviétiste. Considérant la fédération comme une forme transitoire vers l'unité complète, il nous est nécessaire de tendre à une union fédérative de plus en plus étroite, en tenant compte: 1° de l'impossibilité de défendre, sans la plus étroite union entre elles, les républiques soviétistes entourées d'ennemis impérialistes, infiniment supérieurs par leur puissance militaire; 2° de la nécessité d'une étroite union économique des républiques soviétistes, sans laquelle la réédification des forces productrices détruites par l'impérialisme, la sécurité et le bien-être des travailleurs ne peuvent être assurés; 3° de la tendance à la réalisation d'un plan économique universel dont l'application régulière serait contrôlée par le prolétariat de tous les pays, tendance qui s'est manifestée avec évidence sous le régime capitaliste et doit certainement continuer son développement et arriver à la perfection par le régime socialiste;

9° Dans le domaine des rapports sociaux à l'intérieur des Etats constitués,

L'Internationale communiste ne peut se borner à la reconnaissance formelle, purement officielle et sans conséquences pratiques, de l'égalité des nations, dont se contentent les démocrates bourgeois qui s'intitulent socialistes.

Il ne suffit pas de dénoncer inlassablement dans toute la propagande et l'agitation des Partis communistes — et du haut de la tribune parlementaire comme en dehors d'elle — les violations constantes du principe de l'égalité des nationalités et des droits des minorités nationales, dans tous les Etats capitalistes (et en dépit de leurs « constitutions » démocratiques); il faut aussi démontrer sans cesse que le gouvernement des Soviets seul peut réaliser l'égalité des nationalités en unissant les prolétaires d'abord, l'ensemble des travailleurs ensuite dans la lutte contre la bourgeoisie; il faut aussi démontrer que le régime des Soviets assure un concours direct, par l'intermédiaire du Parti communiste, à tous les mouvements révolutionnaires des pays dépendants ou lésés dans leurs droits (par exemple, l'Irlande, les noirs d'Amérique, etc...) et des colonies.

Sans cette condition particulièrement importante de la lutte contre l'oppression des pays asservis ou colonisés, la reconnaissance officielle de leur droit à l'autonomie n'est qu'une enseigne mensongère, comme nous le voyons par la II° Internationale.

10° C'est la pratique habituelle non seulement des partis du centre de la II° Internationale, mais aussi de ceux qui ont abandonné cette Internationale pour reconnaître l'internationalisme en paroles et pour lui substituer en réalité, dans la propagande, l'agitation et la pratique, le nationalisme et le pacifisme des petits-bourgeois. Cela se voit aussi parmi les partis qui s'intitulent maintenant communistes. La lutte contre ce mal et contre les préjugés petits-bourgeois les plus profondément ancrés (se manifestant sous des formes variées, telles que la haine des races, l'antagonisme national et l'antisémitisme) acquiert une importance d'autant plus grande que le problème de la transformation de la dictature prolétarienne nationale (qui n'existe que dans un pays et qui, par conséquent, est incapable d'exercer une influence sur la politique mondiale) en dictature prolétarienne internationale (celle que réaliseraient au moins plusieurs pays avancés et qui seraient capables d'exercer une influence décisive sur la politique mondiale) devient plus actuel. Le nationalisme petit-bourgeois restreint l'internationalisme à la reconnaissance du principe d'égalité des na-

tions et (sans insister davantage sur son caractère purement verbal) conserve intact l'égoïsme national tandis que l'internationalisme prolétarien exige :

1° La subordination des intérêts de la lutte prolétarienne dans un pays à l'intérêt de cette lutte dans le monde entier;

2° De la part des nations qui ont vaincu la bourgeoisie, le consentement aux plus grands sacrifices nationaux en vue du renversement du capital international. Dans le pays où le capitalisme atteint déjà son développement complet, où existent les partis ouvriers formant l'avant-garde du prolétariat, la lutte contre les déformations opportunistes et pacifistes de l'internationalisme, par la petite-bourgeoisie, est donc un devoir immédiat des plus importants.

11° A l'égard des Etats et des pays les plus arriérés, où prédominent des institutions féodales ou patriarcales-rurales, il convient d'avoir en vue :

1° La nécessité du concours de tous les partis communistes aux mouvements révolutionnaires d'émancipation dans ces pays, concours qui doit être véritablement actif et dont la forme doit être déterminée par le Parti communiste du pays, s'il en existe un. L'obligation de soutenir activement ce mouvement incombe naturellement en premier lieu aux travailleurs de la métropole ou du pays dans la dépendance financière duquel se trouve le peuple en question;

2° La nécessité de combattre l'influence réactionnaire et moyennageuse du clergé, des missions chrétiennes et autres éléments;

3° Il est aussi nécessaire de combattre le panislamisme, le panasiatisme et autres mouvements similaires qui tâchent d'utiliser la lutte émancipatrice contre l'impérialisme européen et américain pour rendre plus fort le pouvoir des impérialistes turcs et japonais, de la noblesse, des grands propriétaires fonciers, du clergé, etc...;

4° Il est d'une importance toute spéciale de soutenir le mouvement paysan des pays arriérés contre les propriétaires fonciers, contre les survivances ou les manifestations de l'esprit féodal; on doit avant tout s'efforcer de donner au mouvement paysan un caractère révolutionnaire, d'organiser partout où il est possible les paysans et tous les opprimés en Soviets et ainsi de créer une liaison très étroite du prolétariat communiste européen et du mouvement révolutionnaire paysan de l'Orient, des colonies, et des pays arriérés en général;

5° Il est nécessaire de combattre éner-

giquement les tentatives faites par des mouvements émancipateurs qui ne sont en réalité ni communistes, ni révolutionnaires, pour arborer les couleurs communistes; l'Internationale communiste ne doit soutenir les mouvements révolutionnaires dans les colonies et les pays arriérés, qu'à la condition que les éléments des plus purs partis communistes — et communistes en fait — soient groupés et instruits de leurs tâches particulières, c'est-à-dire de leur mission de combattre le mouvement bourgeois et démocratique. L'Internationale communiste doit entrer en relations temporaires et former aussi des unions avec les mouvements révolutionnaires dans les colonies et les pays arriérés, sans toutefois jamais fusionner avec eux, et en servant toujours le caractère indépendant de mouvement prolétarien même dans sa forme embryonnaire;

6° Il est nécessaire de dévoiler inlassablement aux masses laborieuses de tous les pays, et surtout des pays et des nations arriérées, la duperie organisée par les puissances impérialistes, avec l'aide des classes privilégiées, dans les pays opprimés, lesquelles font semblant d'appeler à l'existence des Etats politiquement indépendants qui, en réalité, sont des vassaux — aux points de vue économique, financier et militaire. Comme exemple frappant des duperies pratiquées à l'égard de la classe des travailleurs dans les pays assujettis par les efforts combinés de l'impérialisme des Alliés et de la bourgeoisie de telle ou telle nation, nous pouvons citer l'affaire des sionistes en Palestine, où, sous prétexte de créer un Etat juif, en ce pays où les juifs sont en nombre insignifiant, le sionisme a livré la population indignée des travailleurs arabes à l'exploitation de l'Angleterre. Dans la conjoncture internationale actuelle, il n'y a pas de salut pour les peuples faibles et asservis hors de la fédération des républiques soviétistes.

12° L'opposition séculaire des petites nations et des colonies par les puissances impérialistes a fait naître, chez les masses laborieuses des pays opprimés, non seulement un sentiment de rancune envers les nations qui oppriment en général, mais encore un sentiment de défiance à l'égard du prolétariat des pays oppresseurs. L'infâme trahison des chefs officiels de la majorité socialiste en 1914-1919, alors que le socialisme chauvin qualifiait du nom de « défense nationale » la défense des « droits » de « sa bourgeoisie » à l'asservissement des colonies et à la mise en coupe réglée des pays financièrement dépendants, n'a pu

qu'accroître cette défiance bien légitime. Ces préjugés ne pouvant disparaître qu'après la disparition du capitalisme et de l'impérialisme, dans les pays avancés, et après la transformation radicale de la vie économique des pays arriérés, leur extinction ne peut être que très lente, d'où le devoir, pour le prolétariat conscient de tous les pays, de se montrer particulièrement circonspect envers les survivances du sentiment national des pays opprimés depuis un temps très long, et de voir aussi de consentir à certaines concessions utiles en vue de hâter la disparition de ces préjugés et de cette défiance. La victoire sur le capitalisme est conditionnée par la bonne volonté d'entente du prolétariat d'abord et, ensuite, des masses laborieuses de tous les pays du monde et de toutes les nations.

B. — Thèses supplémentaires

1° La fixation exacte des relations de l'Internationale communiste et du mouvement révolutionnaire dans les pays qui sont dominés par l'impérialisme capitaliste, en particulier de la Chine, est une des questions les plus importantes pour le 2^e Congrès de l'Internationale communiste. La révolution mondiale entre dans une période pour laquelle une connaissance exacte de ces relations est nécessaire. La grande guerre européenne et ses résultats ont montré très clairement que les masses des pays assujettis en dehors de l'Europe sont liées d'une façon absolue au mouvement prolétarien d'Europe, et que c'est là une conséquence inévitable du capitalisme mondial centralisé;

2° Les colonies constituent une des principales sources des forces du capitalisme européen.

Sans la possession des grands marchés et des grands territoires d'exploitation dans les colonies, les puissances capitalistes d'Europe ne pourraient pas se maintenir longtemps.

L'Angleterre, forteresse de l'impérialisme souffre de surproduction depuis plus d'un siècle. Ce n'est qu'en conquérant des territoires coloniaux, marchés supplémentaires pour la vente des produits de surproduction et sources de matières premières pour son industrie croissante, que l'Angleterre a réussi à maintenir, malgré ses charges, son régime capitaliste.

C'est par l'esclavage des centaines de millions d'habitants de l'Asie et de l'Afrique que l'impérialisme anglais est arrivé à maintenir jusqu'à présent le prolétariat britannique sous la domination bourgeoise.

3° La plus-value obtenue par l'exploitation des colonies, est un des appuis du capitalisme moderne. Aussi longtemps que cette source de bénéfices ne sera pas supprimée, il sera difficile à la classe ouvrière de vaincre le capitalisme.

Grâce à la possibilité d'exploiter intensément la main-d'œuvre et les sources naturelles de matières premières des colonies, les nations capitalistes d'Europe ont cherché, non sans succès, à éviter par ces moyens leur banqueroute imminente.

L'impérialisme européen a réussi dans ses propres pays à faire des concessions toujours plus grande à l'aristocratie ouvrière. Tout en cherchant d'un côté à maintenir les conditions de vie des ouvriers dans les pays asservis à un niveau très bas, il ne recule devant aucun sacrifice et consent à sacrifier la plus-value dans ses propres pays, celle des colonies lui demeurant.

4° La suppression par la révolution prolétarienne de la puissance coloniale de l'Europe renversera le capitalisme européen. La révolution prolétarienne et la révolution des colonies doivent concourir, dans une certaine mesure, à l'issue victorieuse de la lutte. L'Internationale Communiste doit donc étendre le cercle de son activité. Elle doit nouer des relations avec les forces révolutionnaires qui sont à l'œuvre pour la destruction de l'impérialisme dans les pays économiquement et politiquement dominés;

5° L'Internationale communiste concentre la volonté du prolétariat révolutionnaire mondial. Sa tâche est d'organiser la classe ouvrière du monde entier pour le renversement de l'ordre capitaliste et l'établissement du communisme.

L'Internationale communiste est un instrument de lutte qui a pour tâche de grouper toutes les forces révolutionnaires du monde.

La II^e Internationale, dirigée par un groupe de politiciens et pénétrée de conceptions bourgeoises, n'a donné aucune importance à la question coloniale. Le monde n'existait pour elle que dans les limites de l'Europe. Elle n'a pas vu la nécessité de rattacher le mouvement révolutionnaire des autres continents. Au lieu de prêter une aide matérielle et morale au mouvement révolutionnaire des colonies, les membres de la II^e Internationale sont eux-mêmes devenus impérialistes.

6° L'impérialisme étranger qui pèse sur les peuples orientaux, les a empêchés de se développer socialement et économiquement, simultanément avec les classes de l'Europe et de l'Amérique.

Grâce à la politique impérialiste qui a entravé le développement industriel des colonies, une classe prolétarienne dans le sens propre de ce mot n'a pas pu y surgir, bien que, dans ces derniers temps, les métiers indigènes aient été détruits par la concurrence des produits des industries centralisées des pays impérialistes.

La conséquence en a été que la grosse majorité du peuple s'est trouvée rejetée dans la campagne et obligée de s'y consacrer au travail agricole et à la production de matières premières pour l'exportation.

La conséquence en a été une rapide concentration de la propriété agraire dans les mains soit des gros propriétaires fonciers, soit du capital financier, soit de l'Etat. De cette manière s'est créée une masse puissante de paysans sans terre. Et la grande masse de la population a été maintenue dans l'ignorance.

Le résultat de cette politique est que, dans ceux d'entre ces pays où l'esprit révolutionnaire se manifeste, il ne trouve son expression que dans la classe moyenne cultivée.

La domination étrangère entrave le libre développement des forces économiques. C'est pourquoi sa destruction est le premier pas de la révolution dans les colonies et c'est pourquoi l'aide apportée à la destruction de la domination étrangère dans les colonies n'est pas, en réalité, une aide apportée au mouvement nationaliste de la bourgeoisie indigène, mais l'ouverture du chemin pour le prolétariat opprimé lui-même.

7° Il existe dans les pays opprimés deux mouvements qui, chaque jour, se séparent de plus en plus: le premier est le mouvement bourgeois démocratique nationaliste qui a un programme d'indépendance politique et d'ordre bourgeois; l'autre est celui des paysans et des ouvriers ignorants et pauvres pour leur émancipation de toute espèce d'exploitation.

Le premier tente de diriger le second et y a souvent réussi dans une certaine mesure. Mais l'Internationale Communiste et les partis adhérents doivent combattre cette tendance et chercher à développer les sentiments de classe indépendante dans les masses ouvrières des colonies.

L'une des plus grandes tâches à cette fin est la formation de partis communistes qui organisent les ouvriers et les paysans et les conduisent à la révolution et à l'établissement de la République soviétiste.

8° Les forces du mouvement d'éman-

ciation dans les colonies ne sont pas limitées au petit cercle du nationalisme bourgeois démocratique. Dans la plupart des colonies il y a déjà un mouvement social-révolutionnaire ou des partis communistes en relation étroite avec les masses ouvrières. Les relations de l'Internationale Communiste avec le mouvement révolutionnaire des colonies doivent servir ces partis ou ces groupes, car ils sont l'avant-garde de la classe ouvrière. S'ils sont faibles aujourd'hui, ils représentent cependant la volonté des masses et les masses les suivront dans la voie révolutionnaire. Les partis communistes des différents pays impérialistes doivent travailler en contact avec ces partis prolétariens dans les colonies et leur prêter une aide matérielle et morale.

9° La révolution dans les colonies, dans son premier stade, ne peut pas être une révolution communiste, mais si dès son début, la direction est aux mains d'une avant-garde communiste, les masses ne seront pas égarées et dans les différentes périodes du mouvement leur

expérience révolutionnaire ne fera que grandir.

Ce serait certainement une grosse erreur que vouloir appliquer immédiatement dans les pays orientaux à la question agraire, les principes communistes. Dans son premier stade la révolution dans les colonies doit avoir un programme comportant des réformes petites-bourgeoises, telles que la répartition des terres. Mais il n'en découle pas nécessairement que la direction de la révolution doive être abandonnée à la démocratie bourgeoise. Le parti prolétarien doit au contraire développer une propagande puissante et systématique en faveur des Soviets, et organiser des Soviets de paysans et d'ouvriers. Ces Soviets devront travailler en étroite collaboration avec les républiques soviétistes des pays capitalistes avancés pour atteindre à la victoire finale sur le capitalisme dans le monde entier.

Ainsi les masses des pays arriérés, conduites par le prolétariat conscient des pays capitalistes développés, arriveront au communisme sans passer par les différents stades du développement capitaliste.



